

R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E

BUDGET GÉNÉRAL  
MISSION MINISTÉRIELLE  
RAPPORTS ANNUELS DE PERFORMANCES  
ANNEXE AU PROJET DE LOI DE RÉGLEMENT  
DU BUDGET ET D'APPROBATION DES COMPTES POUR

2020

ENVIRONNEMENT ET  
PROSPECTIVE DE LA  
POLITIQUE DE DÉFENSE



PROGRAMME 144

---

**ENVIRONNEMENT ET PROSPECTIVE DE LA POLITIQUE DE DÉFENSE**

---

**Environnement et prospective de la politique de défense**

---

Programme n° 144 | BILAN STRATÉGIQUE

## BILAN STRATÉGIQUE DU RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCES

### Alice GUITTON

*Directrice générale des relations internationales et de la stratégie*

Responsable du programme n° 144 : Environnement et prospective de la politique de défense

Le programme 144 « Environnement et prospective de la politique de défense » rassemble les actions contribuant à éclairer le ministère des Armées sur l'environnement stratégique présent et futur, dans le but d'élaborer et de conduire la politique de défense de la France. Ces actions contribuent à la fonction « connaissance et anticipation » de la revue stratégique de défense et de sécurité nationale :

- « recherche et exploitation du renseignement intéressant la sécurité de la défense » (action 3) ;
- « prospective de défense » (action 7) ;
- « relations internationales et diplomatie de défense » (action 8).

La directrice générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS) est responsable du programme 144, en cohérence avec les responsabilités qu'elle exerce par ailleurs en matière de pilotage de l'action internationale du ministère, de prospective et de stratégie de défense.

### Rechercher le renseignement de défense.

Dans un contexte stratégique marqué par des enjeux sécuritaires particulièrement lourds (conflits dans la bande sahélo-saharienne et au Levant), la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) a poursuivi en 2020 le renforcement de ses capacités opérationnelles décidé lors du conseil de défense du 6 avril 2016 et confirmé dans la loi de programmation militaire (LPM) 2019-2025. La DGSE a atteint ses objectifs capacitaires, en affectant notamment ses ressources à :

- L'accélération de la montée en puissance de la cyberdéfense afin de répondre aux priorités fixées par les plus hautes autorités de l'État, dont la présence accrue du service dans le cyberspace, « nouveau front » stratégique majeur ;
- La finalisation des travaux de renforcement de la résilience et de la sécurisation des systèmes d'information et de communication afin de garantir la continuité de l'activité de la DGSE ;
- La poursuite du programme d'investissement immobilier permettant l'accueil des nouveaux effectifs. Ce programme se traduit par des projets d'infrastructure d'envergure sur les sites centraux parisiens ;
- La consolidation capacitaire des grands programmes interministériels, avec notamment l'adaptation des moyens aux nouvelles technologies et l'acquisition de capacités supplémentaires permettant de faire face à l'augmentation du volume des données à traiter.

La direction du renseignement et de la sécurité de la Défense (DRSD) a fait face en 2020 à un niveau d'activité très élevé. Les missions de contre-ingérence au bénéfice des forces armées et des entreprises de défense ont pu être réalisées conformément aux objectifs de la DRSD, en particulier les enquêtes administratives et les inspections de sites. La DRSD a poursuivi sa transformation dans la perspective de devenir un service de renseignement de temps de crise durable, à l'étranger comme sur le territoire national. Les ressources accordées en 2020 ont permis notamment de poursuivre le financement de :

- la conception de la nouvelle base de souveraineté de la DRSD pour recueillir et exploiter le renseignement ;
- l'acquisition et le développement de capacités d'aide à la décision afin de fluidifier les processus d'habilitation qui supportent le système d'informations Sophia ;
- la poursuite du plan d'équipement en moyens techniques de la direction centrale et des échelons déconcentrés de la DRSD ;
- des outils plus performants en matière de sécurité informatique.

### Élaborer des études et des propositions en matière de prospective et de stratégie de défense.

L'année 2020 a confirmé la pertinence de la réforme du dispositif ministériel de soutien à la recherche stratégique, initiée par la DGRIS en 2015.

En matière d'études externalisées, la part des contrats pluriannuels (observatoires et contrats-cadres) poursuit sa progression, dans l'objectif affiché d'offrir aux prestataires privés (*think-tanks*, instituts de recherche, cabinets, etc.) une visibilité à trois ans et une amplitude financière (1,5 M€ par an pour un contrat-cadre) permettant de fidéliser et d'accroître la qualité de leur vivier d'experts. Ainsi, leur part est désormais majoritaire.

Parallèlement, le pacte enseignement supérieur (PES) est engagé dans sa dernière séquence avec la sélection des projets du label « centre d'excellence ». Ce label vise à faire émerger des pôles académiques nationaux, reconnus pour leur excellence scientifique sur les questions de défense dans le domaine des sciences humaines et sociales. Cinq projets avaient été présélectionnés, portés par les universités Paris 1, Paris 8, Bordeaux, Grenoble et Lyon 3, et deux sont à présent labellisés : Paris 8 et Lyon 3. Enfin, l'institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) poursuit son développement avec le recrutement de cinq nouveaux chercheurs, dont le premier permanent du nouveau domaine « renseignement, anticipation et menaces hybrides », l'arrivée de deux officiers, quatre apprentis et la création d'un poste de délégué au développement international de l'institut. Si la pandémie a affecté l'organisation des événements et les missions à l'étranger, les publications ont été plus nombreuses que les années précédentes, avec un meilleur taux de traductions en anglais. À noter que durant le confinement, le rythme de diffusion de podcasts a augmenté pour devenir quotidien.

### Définir les systèmes de forces futurs et contribuer à la maîtrise de capacités industrielles et technologiques cohérentes.

Les études de défense, qu'il s'agisse des études opérationnelles et technico-opérationnelles (EOTO) ou des études amont (EA), contribuent au développement des nouvelles capacités opérationnelles dont auront besoin les forces armées dans le futur. L'année 2020 est la deuxième année d'accroissement des efforts en termes de captation en cycle court de l'innovation issue du marché civil, d'investissement dans l'innovation de rupture et de réalisation de démonstrateurs, prévu au titre de la LPM. Les études amont, engagées en 2020, sont conformes aux attendus du document de référence de l'orientation de l'innovation de défense (DROID) validé par la Ministre des armées lors du comité exécutif (COMEX) consacré à l'innovation du 20 mai 2020. Elles se traduisent d'un point de vue budgétaire par une consommation des autorisations d'engagement (AE) de 906,4 M€ (+ 8,2 % par rapport à 2019) permettant au ministère des Armées de pouvoir respecter l'ambition ministérielle de consacrer 1 Md€ de crédits de paiement (CP) à l'innovation en 2022.

La programmation 2020 des études amont s'est traduite :

- d'une part, par le lancement des études :
  - de la première phase de démonstration du système de combat aérien futur (SCAF), en coopération avec l'Allemagne et l'Espagne,
  - d'architecture du futur système de combat terrestre franco-allemand (MGCS),
  - du futur avion de patrouille maritime en coopération avec l'Allemagne ;
- d'autre part, par la poursuite des études :
  - préparatoires aux futures capacités spatiales renseignement d'origine image et électromagnétique,
  - préparatoires au porte-avions de nouvelle génération,
  - contribuant à la préparation des évolutions du Rafale,
  - du partenariat innovant ARTEMIS dans le domaine du traitement des données massives et de l'intelligence artificielle,
  - des travaux concernant le démonstrateur de planeur hypersonique.

Enfin, l'effort a porté sur le financement de la recherche académique sur des thématiques intéressant la défense, la captation de l'innovation et l'innovation d'usage.

### Orienter et conduire la diplomatie de défense.

La DGRIS a assuré tout au long de l'année 2020 le pilotage et la coordination de l'action internationale du ministère des Armées, en pleine cohérence avec l'action diplomatique du ministère de l'Europe et des affaires étrangères

(MEAE). Elle s'est appuyée non seulement sur les 89 missions de défense bilatérales qui couvrent 166 pays mais aussi sur les représentations militaires et de défense auprès des organisations internationales, placées sous son autorité. L'action de la DGRIS a porté sur la consolidation des initiatives en matière d'Europe de la Défense au travers des travaux relatifs à la coopération structurée permanente (CSP), au fonds européen de défense (FEDef) et à la facilité européenne pour la paix (FEP), la défense des intérêts du ministère au sein des instances de l'organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), de l'Union européenne (UE) et de l'organisation des Nations unies (ONU). S'agissant du volet budgétaire, les crédits ont permis de financer :

- la contribution forfaitaire de la France à la République de Djibouti au titre de la présence des forces françaises stationnées, conformément au traité de coopération en matière de défense ratifié en 2013 ;
- la participation française au budget de fonctionnement de l'Agence européenne de défense (AED) ;
- les actions de coopération bilatérales et multilatérales entreprises notamment dans le cadre du partenariat mondial du G7 contre la prolifération des armes de destruction massive et des matières connexes (PMG7), en partenariat avec l'agence française d'expertise technique internationale ;
- des dépenses de fonctionnement spécifiques (notamment des SIC) pour le réseau diplomatique de défense ;
- le programme des « personnalités d'avenir de la défense » (PAD), qui sensibilise de futures élites étrangères, civiles et militaires, aux positions françaises en matière de sécurité et de défense, et contribue ainsi à l'entretien d'un réseau d'influence sur le long terme.

## RÉCAPITULATION DES OBJECTIFS ET DES INDICATEURS DE PERFORMANCE

<b>OBJECTIF 1</b>	<b>Améliorer le niveau de sécurité des forces et du patrimoine industriel et économique lié à la défense (DRSD)</b>
INDICATEUR 1.1	Taux d'avis émis dans les délais prescrits
INDICATEUR 1.2	Taux des sites du domaine militaire et des sites industriels et économiques liés à la défense inspectés dans les délais prescrits
<b>OBJECTIF 2</b>	<b>Développer les capacités scientifiques technologiques et industrielles nécessaires à la défense</b>
INDICATEUR 2.1	Taux de progression des technologies spécifiques nécessaires à la défense
<b>OBJECTIF 3</b>	<b>Contribuer à l'autorisation et au contrôle des transferts des biens et technologies sensibles</b>
INDICATEUR 3.1	Délai de traitement des dossiers d'exportation de matériels de guerre

---

**Environnement et prospective de la politique de défense**

---

Programme n° 144 | OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

## OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

## OBJECTIF

1 – Améliorer le niveau de sécurité des forces et du patrimoine industriel et économique lié à la défense (DRSD)

## INDICATEUR

1.1 – Taux d'avis émis dans les délais prescrits

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2018 Réalisation	2019 Réalisation	2020 Prévision PAP 2020	2020 Prévision actualisée	2020 Réalisation	2020 Cible PAP 2020
Taux d'avis émis dans les délais prescrits	%	92,7	93,3	93	93	93,1	93

## Commentaires techniques

## Précisions méthodologiques

Cet indicateur de la performance de la chaîne « habilitation » de la DRSD est élaboré sur une période annuelle.

L'indicateur, représentatif de la fonction « habilitation », agglomère des procédures d'habilitations très différentes dans leur fonction, leur volume et la charge de travail représentée (Contrôle élémentaire / Confidentiel défense / Secret défense / Très secret défense). Les niveaux d'habilitation Contrôle élémentaire et Confidentiel défense nécessitent un délai d'enquête d'une durée de deux mois ; ils représentent en volume la majeure partie des avis émis. Les niveaux de classification Secret défense et Très secret défense nécessitent une enquête plus approfondie d'une durée de trois mois.

Pour mesurer de manière plus précise la tendance, la DRSD tient compte des délais réglementaires effectifs.

Le niveau d'habilitation nécessaire pour occuper chaque poste de travail est défini précisément et le renouvellement de l'habilitation du personnel est périodique en fonction du niveau d'habilitation.

Les procédures d'habilitation font l'objet de dispositions réglementaires précises et contraignantes qui prennent en compte, par exemple, les directives de l'OTAN dans ce domaine.

Source des données : DRSD.

Mode de calcul :

Numérateur : nombre d'avis de sécurité émis dans les délais prescrits dans la période considérée.

Dénominateur : nombre total d'avis émis dans cette même période.

## INDICATEUR

1.2 – Taux des sites du domaine militaire et des sites industriels et économiques liés à la défense inspectés dans les délais prescrits

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2018 Réalisation	2019 Réalisation	2020 Prévision PAP 2020	2020 Prévision actualisée	2020 Réalisation	2020 Cible PAP 2020
Taux des sites du domaine militaire et des sites industriels et économiques liés à la défense inspectés dans les délais prescrits	%	75	86	90	90	90,9	90

## Commentaires techniques

## Précisions méthodologiques

Les inspections conduites par la DRSD permettent de s'assurer que les sites sensibles pour la défense sont maintenus au meilleur niveau de sécurité.

Le catalogue de sites ainsi que les périodicités des inspections sont des données sensibles qui ne peuvent figurer directement dans un document à vocation publique.

Source des données : DRSD.

Mode de calcul :

Numérateur : nombre de sites et d'entreprises inspectés dans la période considérée figurant dans la programmation annuelle.

Dénominateur : nombre total de sites et de sociétés titulaires de marchés classés de défense à périodicité de contrôle échue dans la même période.



## ANALYSE DES RÉSULTATS

**Indicateur 1.1 Taux d'avis émis dans les délais prescrits**

La DRSD, dans le contexte particulier de 2020, a su s'adapter pour réaliser l'ensemble de ses missions et ainsi atteindre un taux d'habilitations émises dans les délais prescrits de 93,1 % en ligne avec les prévisions.

La crise liée à la COVID-19 a affecté le nombre de demandes reçues (- 10 % par rapport à 2019) en particulier les habilitations et les entrées en zone, le nombre de demandes relatives au recrutement restant au même niveau qu'en 2019 avec près de 73 000 demandes de contrôles élémentaires au recrutement.

Cette baisse des demandes et une réorganisation interne ont permis de réaliser les objectifs fixés mais également de résorber les retards au profit des industriels et de l'Etat. Néanmoins, le ralentissement de l'activité dû à la crise sanitaire en a limité les effets positifs sur la réalisation.

Pour l'avenir, des solutions technologiques innovantes sont en cours de développement pour optimiser le processus.

**Indicateur 1.2 : Taux des sites du domaine militaire et des sites industriels et économiques liés à la défense inspectés dans les délais prescrits**

La prévision affichée dans le PAP 2020 a été légèrement dépassée en 2020 avec un taux de 90,9 %. En effet, si la crise liée à la COVID19 a entraîné un fort ralentissement des inspections sur avril et mai, la reprogrammation et la reprise de cette mission dès juin ont permis de dépasser l'objectif initial. Il convient de noter qu'à ce titre, le maintien d'un contact assurant soutien et conseil tout au long de la crise a facilité cette réussite auprès des entreprises de la sphère défense.

**OBJECTIF****2 – Développer les capacités scientifiques technologiques et industrielles nécessaires à la défense****INDICATEUR****2.1 – Taux de progression des technologies spécifiques nécessaires à la défense**

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2018 Réalisation	2019 Réalisation	2020 Prévision PAP 2020	2020 Prévision actualisée	2020 Réalisation	2020 Cible PAP 2020
Taux de progression des technologies spécifiques nécessaires à la défense	%	84,5	74,7	80	80	54,6	80

**Commentaires techniques****Précisions méthodologiques**

Cet indicateur mesure le taux de progression des technologies nécessaires à la défense et dont la maturation est financée au moyen des études amont.

L'indicateur mesure la performance annuelle dans l'acquisition de ces technologies, sur la base d'un échantillonnage des différents domaines technologiques investigués (agrégats de science, recherche, technologie et innovation (S&T)). Les jalons des feuilles de route d'acquisition de ces technologies sont des étapes clés dans la progression technologique et sont exprimés en TRL (*Technology Readiness Level*) permettant de situer le niveau de maturité de la technologie sur une échelle allant de 1 à 7 ; le niveau 7 correspondant à une maturité suffisante pour une prise en compte éventuelle dans un programme d'armement.

Source des données : DGA / AID.

Mode de calcul :

L'indicateur mesure chaque année la somme pondérée des augmentations de TRL démontrées par le franchissement de jalons effectivement atteints dans l'année, rapportée à la même quantité calculée sur les jalons prévus.

## ANALYSE DES RÉSULTATS

Le taux de progression des technologies nécessaires à la défense atteint 54,6 % en 2020. Ce taux correspond au franchissement effectif de 48 jalons sur les 89 prévus initialement.

Sur ces 48 jalons, 43 ont été franchis avec le niveau de maturité technologique (TRL) et le périmètre technique prévus, 1 jalon avec un TRL supérieur à celui attendu, 4 jalons avec un TRL ou un périmètre technique inférieur.

A titre d'exemple, peuvent être cités :

- démonstrations en simulation et en vol sur mini-drones de la mise en œuvre de tactiques air-air élaborées par apprentissage ;
- caractérisation thermomécanique d'un anneau de turbine haute pression en composite à matrice céramique pour moteur d'avion de combat ;
- définition et spécification des applications d'un concept technologique de forme d'ondes pour une liaison de données SATCOM adaptée au Rafale ;
- essais au sol et en vol d'un démonstrateur de blindage transparent à base de céramique de spinelle pour porte latérale d'hélicoptère CARACAL ;
- démonstration en condition opérationnelle et évaluation comparative de l'efficacité d'un nouveau système de décontamination biologique portable à base de mousse ;
- validation par des essais d'endurance d'un concept de protection thermique pour moteur à statoréacteur de missiles ;
- validation en environnement représentatif de nouveaux composants algorithmiques de traitements d'images satellitaires à des fins de renseignement ;
- validation en laboratoire et en environnement représentatif d'un capteur numérique à bas niveau de lumière pour viseur de casque pour pilote d'hélicoptère ;
- validation en laboratoire d'un concept de décontamination cutanée d'agents neurotoxiques utilisant des nanoparticules d'oxyde de cérium ;
- démonstration en environnement laboratoire de la faisabilité et de l'efficacité d'un procédé de dépôt par fluide supercritique permettant la réalisation de revêtements épais sur formes complexes comme solution alternative et durable à l'utilisation du chrome VI ;
- démonstration en environnement très représentatif de l'intérêt de l'apport de l'intelligence artificielle pour la maintenance prédictive d'un parc de véhicules terrestres ;
- démonstration en environnement très représentatif des performances de casques de combattants intégrant des fonctions de protection auditive, de communication audio spatialisée et de détection de tirs.

Parmi les 41 jalons non franchis, deux ont été abandonnés en raison d'échecs techniques. Les 39 autres ont fait l'objet de retards. Ces retards sont imputables, pour 27 d'entre eux, aux effets de la crise sanitaire : les perturbations de la chaîne industrielle ont mécaniquement ralenti le franchissement des jalons. Les autres le sont principalement du fait d'aléas techniques, notamment industriels, inhérents aux activités d'études amont. Les travaux touchés se poursuivront et devraient aboutir en 2021.

**OBJECTIF****3 – Contribuer à l'autorisation et au contrôle des transferts des biens et technologies sensibles****INDICATEUR****3.1 – Délai de traitement des dossiers d'exportation de matériels de guerre**

(du point de vue de l'utilisateur)

	Unité	2018 Réalisation	2019 Réalisation	2020 Prévision PAP 2020	2020 Prévision actualisée	2020 Réalisation	2020 Cible PAP 2020
Délai moyen d'instruction "Défense" des demandes de licence	Nb jours	26,5	26	20	24	27	20

**Commentaires techniques****Précisions méthodologiques**

Source des données : DGA/DI. Les données contribuant à la mesure de l'indicateur sont produites par le SI SIGALE.

Mode de calcul : cet indicateur mesure le délai écoulé entre la date à laquelle une demande de licence est déclarée « recevable » et la date d'achèvement de l'instruction de cette demande par le ministère des armées.

**ANALYSE DES RÉSULTATS**

Le délai moyen de traitement reste au-dessus de l'objectif prévu au PAP 2020.

Il reste quasiment stable en rapport aux deux précédentes années, malgré les restrictions liées à la COVID 19 qui ont fortement perturbé l'instruction des licences et entraîné une légère augmentation du délai moyen.

La persistance de nombreux conflits ou situations régionales tendues en 2020 justifient une vigilance toute particulière dans l'instruction des licences, qui reste régie par des délais difficilement compressibles.



## Environnement et prospective de la politique de défense

Programme n° 144 | PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

## PRÉSENTATION DES CRÉDITS

## 2020 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS OUVERTS ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

## 2020 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total	Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI
<i>Prévision LFI 2020 Consommation 2020</i>						
03 – Recherche et exploitation du renseignement intéressant la sécurité de la France	218 078 890 245 130 875	180 774 833 290 437 290	279 958 220 000		<b>399 133 681</b> <b>535 788 164</b>	399 423 681
03.31 – Renseignement extérieur	201 520 541 230 603 377	173 949 333 276 163 337	279 958 160 000		<b>375 749 832</b> <b>506 926 714</b>	375 979 832
03.32 – Renseignement de sécurité de défense	16 558 349 14 527 498	6 825 500 14 273 952	60 000		<b>23 383 849</b> <b>28 861 450</b>	23 443 849
07 – Prospective de défense	1 297 420 058 1 119 799 128	16 376 039	25 835 000 74 081 381	3 450 000 3 450 000	<b>1 326 705 058</b> <b>1 213 706 547</b>	1 326 705 058
07.01 – Analyse stratégique	10 424 274 7 623 023		370 000 413 200		<b>10 794 274</b> <b>8 036 223</b>	10 794 274
07.02 – Prospective des systèmes de forces	22 443 432 14 706 873		408 000		<b>22 443 432</b> <b>15 114 873</b>	22 443 432
07.03 – Etudes amont	1 000 550 000 814 437 554	16 376 039	3 100 000 51 377 726		<b>1 003 650 000</b> <b>882 191 319</b>	1 003 650 000
07.04 – Gestion des moyens et subventions	264 002 352 283 031 678		22 365 000 21 882 455	3 450 000 3 450 000	<b>289 817 352</b> <b>308 364 133</b>	289 817 352
08 – Relations internationales et diplomatie de défense	5 169 326 2 227 615		34 785 957 32 815 276		<b>39 955 283</b> <b>35 042 891</b>	39 955 283
<b>Total des AE prévues en LFI</b>	<b>1 520 668 274</b>	<b>180 774 833</b>	<b>60 900 915</b>	<b>3 450 000</b>	<b>1 765 794 022</b>	<b>1 766 084 022</b>
Ouvertures / annulations par FdC et AdP		+3 501 731 (hors titre 2)			+3 501 731	
Ouvertures / annulations hors FdC et AdP		+92 089 089 (hors titre 2)			+92 089 089	
Total des AE ouvertes		1 861 384 842 (hors titre 2)			1 861 384 842	
<b>Total des AE consommées</b>	<b>1 367 157 618</b>	<b>306 813 328</b>	<b>107 116 657</b>	<b>3 450 000</b>	<b>1 784 537 603</b>	

## 2020 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total	Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI
<i>Prévision LFI 2020 Consommation 2020</i>						
03 – Recherche et exploitation du renseignement intéressant la sécurité de la France	191 865 570 218 722 265	172 537 376 198 981 788	279 958 275 000		<b>364 682 904</b> <b>417 979 053</b>	364 972 904
03.31 – Renseignement extérieur	179 807 221 205 510 450	168 211 876 190 864 336	279 958 215 000		<b>348 299 055</b> <b>396 589 786</b>	348 529 055
03.32 – Renseignement de sécurité de défense	12 058 349 13 211 815	4 325 500 8 117 452	60 000		<b>16 383 849</b> <b>21 389 267</b>	16 443 849
07 – Prospective de défense	1 113 740 717 1 018 231 575	14 308 148	25 835 000 52 283 036	3 450 000 3 450 000	<b>1 143 025 717</b> <b>1 088 272 759</b>	1 143 025 717
07.01 – Analyse stratégique	9 384 274 7 664 914		370 000 273 200		<b>9 754 274</b> <b>7 938 114</b>	9 754 274

## Environnement et prospective de la politique de défense

PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES | Programme n° 144

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total	Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI
<i>Prévision LFI 2020</i> Consommation 2020						
07.02 – Prospective des systèmes de forces	22 443 432 17 486 939		408 000		22 443 432 17 894 939	22 443 432
07.03 – Etudes amont	817 910 659 711 824 972	14 308 148	3 100 000 30 449 388		821 010 659 756 582 508	821 010 659
07.04 – Gestion des moyens et subventions	264 002 352 281 254 750		22 365 000 21 152 447	3 450 000 3 450 000	289 817 352 305 857 197	289 817 352
08 – Relations internationales et diplomatie de défense	5 169 326 2 309 716		34 885 957 32 845 695		40 055 283 35 155 411	40 055 283
<b>Total des CP prévus en LFI</b>	<b>1 310 775 613</b>	<b>172 537 376</b>	<b>61 000 915</b>	<b>3 450 000</b>	<b>1 547 763 904</b>	<b>1 548 053 904</b>
Ouvertures / annulations par FdC et AdP		+3 501 731 (hors titre 2)			+3 501 731	
Ouvertures / annulations hors FdC et AdP		-9 358 412 (hors titre 2)			-9 358 412	
Total des CP ouverts		1 541 907 223 (hors titre 2)			1 541 907 223	
<b>Total des CP consommés</b>	<b>1 239 263 555</b>	<b>213 289 937</b>	<b>85 403 731</b>	<b>3 450 000</b>	<b>1 541 407 223</b>	

## 2019 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS VOTÉS (LFI) ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

## 2019 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total hors FdC et AdP prévus en LFI	Total y.c. FdC et AdP
<i>Prévision LFI 2019</i> Consommation 2019						
03 – Recherche et exploitation du renseignement intéressant la sécurité de la France	194 099 862 203 372 761	155 042 799 201 315 361	263 958 320 000		349 406 619	349 696 619 405 008 122
03.31 – Renseignement extérieur	181 501 513 191 402 028	151 942 799 198 538 393	263 958 260 000		333 708 270	333 938 270 390 200 421
03.32 – Renseignement de sécurité de défense	12 598 349 11 970 733	3 100 000 2 776 968	60 000		15 698 349	15 758 349 14 807 701
07 – Prospective de défense	1 213 224 422 1 027 914 941	8 458 068	25 560 000 71 144 885	2 000 000 2 000 000	1 240 784 422	1 240 784 422 1 109 517 894
07.01 – Analyse stratégique	9 810 000 8 600 957		370 000 300 900		10 180 000	10 180 000 8 901 857
07.02 – Prospective des systèmes de forces	22 557 063 9 927 763		748 000		22 557 063	22 557 063 10 675 763
07.03 – Etudes amont	916 989 947 747 458 535	8 458 068	2 900 000 49 556 071		919 889 947	919 889 947 805 472 675
07.04 – Gestion des moyens et subventions	263 867 412 261 927 685		22 290 000 20 539 914	2 000 000 2 000 000	288 157 412	288 157 412 284 467 599
08 – Relations internationales et diplomatie de défense	5 850 566 4 178 711		32 745 863 32 126 703		38 596 429	38 596 429 36 305 413
<b>Total des AE prévues en LFI</b>	<b>1 413 174 850</b>	<b>155 042 799</b>	<b>58 569 821</b>	<b>2 000 000</b>	<b>1 628 787 470</b>	<b>1 629 077 470</b>
<b>Total des AE consommées</b>	<b>1 235 466 413</b>	<b>209 773 429</b>	<b>103 591 588</b>	<b>2 000 000</b>		<b>1 550 831 430</b>

## Environnement et prospective de la politique de défense

Programme n° 144 | PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

### 2019 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total hors FdC et AdP prévus en LFI	Total y.c. FdC et AdP
<i>Prévision LFI 2019 Consommation 2019</i>						
03 – Recherche et exploitation du renseignement intéressant la sécurité de la France	186 593 862 193 496 715	171 763 034 217 654 953	263 958 320 000		358 620 854	358 910 854 411 471 667
03.31 – Renseignement extérieur	173 995 513 181 068 109	168 663 034 214 593 200	263 958 260 000		342 922 505	343 152 505 395 921 309
03.32 – Renseignement de sécurité de défense	12 598 349 12 428 606	3 100 000 3 061 753	60 000		15 698 349	15 758 349 15 550 359
07 – Prospective de défense	1 050 562 438 959 025 132	7 290 716	25 560 000 42 956 972	2 000 000 2 000 000	1 078 122 438	1 078 122 438 1 011 272 820
07.01 – Analyse stratégique	9 320 000 8 316 532		370 000 300 900		9 690 000	9 690 000 8 617 432
07.02 – Prospective des systèmes de forces	21 817 706 24 093 622		1 948 000		21 817 706	21 817 706 26 041 622
07.03 – Etudes amont	755 557 320 664 687 293	7 290 716	2 900 000 19 179 556		758 457 320	758 457 320 691 157 565
07.04 – Gestion des moyens et subventions	263 867 412 261 927 685		22 290 000 21 528 516	2 000 000 2 000 000	288 157 412	288 157 412 285 456 201
08 – Relations internationales et diplomatie de défense	5 850 566 4 152 306		33 495 863 32 169 303		39 346 429	39 346 429 36 321 609
<b>Total des CP prévus en LFI</b>	<b>1 243 006 866</b>	<b>171 763 034</b>	<b>59 319 821</b>	<b>2 000 000</b>	<b>1 476 089 721</b>	<b>1 476 379 721</b>
<b>Total des CP consommés</b>	<b>1 156 674 153</b>	<b>224 945 668</b>	<b>75 446 275</b>	<b>2 000 000</b>		<b>1 459 066 096</b>

### PRÉSENTATION PAR TITRE ET CATÉGORIE DES CRÉDITS CONSOMMÉS

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Consommées* en 2019	Ouvertes en LFI pour 2020	Consommées* en 2020	Consommées* en 2019	Ouvertes en LFI pour 2020	Consommées* en 2020
Titre 3 – Dépenses de fonctionnement	1 235 466 413	1 520 668 274	1 367 157 618	1 156 674 153	1 310 775 613	1 239 263 555
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	973 547 776	1 256 665 922	1 084 102 868	894 755 516	1 046 773 261	958 008 805
Subventions pour charges de service public	261 918 637	264 002 352	283 054 750	261 918 637	264 002 352	281 254 750
Titre 5 – Dépenses d'investissement	209 773 429	180 774 833	306 813 328	224 945 668	172 537 376	213 289 937
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État	198 016 589	180 774 833	282 131 952	211 941 150	172 537 376	197 836 367
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État	11 756 840	0	24 681 377	13 004 519	0	15 453 570
Titre 6 – Dépenses d'intervention	103 591 588	60 900 915	107 116 657	75 446 275	61 000 915	85 403 731
Transferts aux entreprises	10 285 028	22 365 000	13 024 028	8 201 137	22 365 000	11 152 755
Transferts aux autres collectivités	93 306 560	38 535 915	94 092 629	67 245 138	38 635 915	74 250 976
Titre 7 – Dépenses d'opérations financières	2 000 000	3 450 000	3 450 000	2 000 000	3 450 000	3 450 000
Dotations en fonds propres	2 000 000	3 450 000	3 450 000	2 000 000	3 450 000	3 450 000
<b>Total hors FdC et AdP</b>		<b>1 765 794 022</b>			<b>1 547 763 904</b>	
Ouvertures et annulations* hors titre 2		+95 590 820			-5 856 681	
<b>Total*</b>	<b>1 550 831 430</b>	<b>1 861 384 842</b>	<b>1 784 537 603</b>	<b>1 459 066 096</b>	<b>1 541 907 223</b>	<b>1 541 407 223</b>

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Consommées* en 2019	Ouvertes en LFI pour 2020	Consommées* en 2020	Consommés* en 2019	Ouverts en LFI pour 2020	Consommés* en 2020

\* y.c. FdC et AdP

## FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

Nature de dépenses	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Ouvertes en 2019	Prévues en LFI pour 2020	Ouvertes en 2020	Ouverts en 2019	Prévus en LFI pour 2020	Ouverts en 2020
Dépenses de personnel						
Autres natures de dépenses	313 812	290 000	3 501 731	313 812	290 000	3 501 731
<b>Total</b>	<b>313 812</b>	<b>290 000</b>	<b>3 501 731</b>	<b>313 812</b>	<b>290 000</b>	<b>3 501 731</b>

## RÉCAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CRÉDITS

## ARRÊTÉS DE RATTACHEMENT DE ADP

Mois de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
02/2020		26 407		26 407				
06/2020		82 684		82 684				
07/2020		2 200		2 200				
10/2020		111 250		111 250				
11/2020		80 190		80 190				
<b>Total</b>		<b>302 731</b>		<b>302 731</b>				

## ARRÊTÉS DE RATTACHEMENT DE FDC

Mois de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
12/2020		3 199 000		3 199 000				
<b>Total</b>		<b>3 199 000</b>		<b>3 199 000</b>				



## Environnement et prospective de la politique de défense

Programme n° 144 | PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

### ARRÊTÉS DE REPORT D'AENE

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
27/01/2020		90 038 269						
<b>Total</b>		<b>90 038 269</b>						

### ARRÊTÉS DE REPORT GÉNÉRAL HORS FDC HORS AENE

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
14/02/2020		19 576 000						
<b>Total</b>		<b>19 576 000</b>						

### DÉCRETS DE TRANSFERT

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
08/04/2020						6 835 000		6 814 923
07/08/2020						91 200 133		54 731 533
01/09/2020		68 800 000		68 800 000				
24/11/2020						2 217 840		2 217 840
09/12/2020		7 600 000		7 600 000				
<b>Total</b>		<b>76 400 000</b>		<b>76 400 000</b>		<b>100 252 973</b>		<b>63 764 296</b>

### DÉCRETS DE VIREMENT

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
07/08/2020		6 396 643		6 396 643				
24/11/2020						68 850		68 850
<b>Total</b>		<b>6 396 643</b>		<b>6 396 643</b>		<b>68 850</b>		<b>68 850</b>

### LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
30/11/2020								28 321 909
<b>Total</b>								<b>28 321 909</b>

## TOTAL DES OUVERTURES ET ANNULATIONS (Y.C. FDC ET ADP)

	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
<b>Total général</b>		<b>195 912 643</b>		<b>86 298 374</b>		<b>100 321 823</b>		<b>92 155 055</b>

---

**Environnement et prospective de la politique de défense**

---

Programme n° 144 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

## JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

## ÉLÉMENTS TRANSVERSAUX AU PROGRAMME

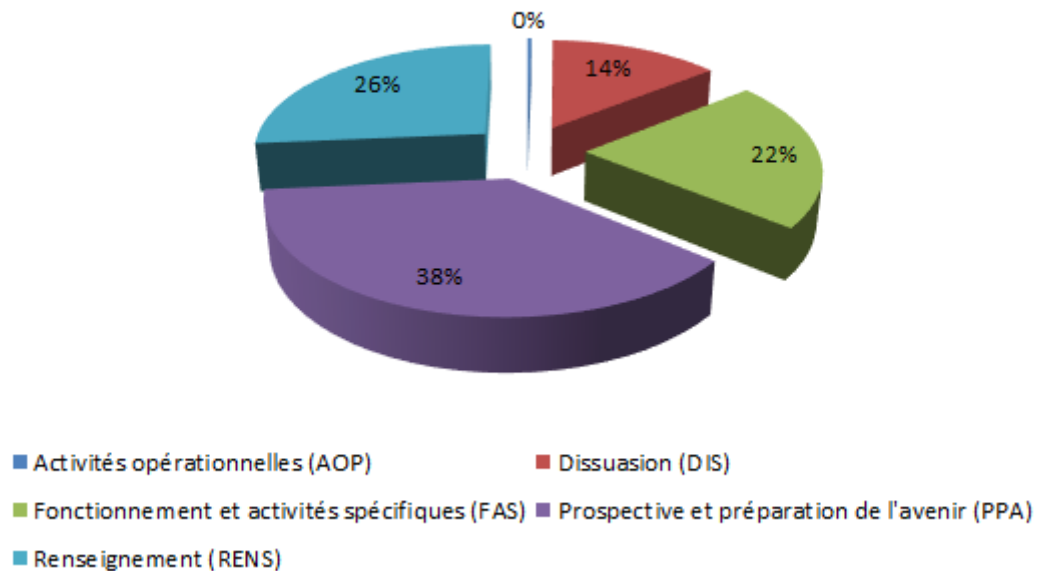
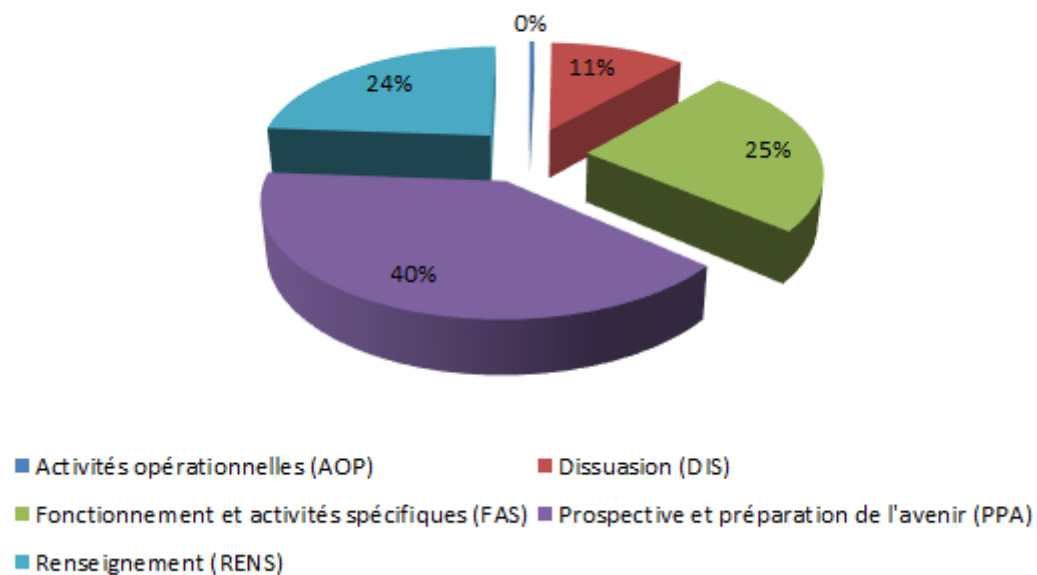
## ÉLÉMENTS DE SYNTHÈSE DU PROGRAMME

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action  <i>Prévision LFI Consommation</i>	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2 * Dépenses de personnel	Autres titres *	Total y.c. FdC et AdP	Titre 2 * Dépenses de personnel	Autres titres *	Total y.c. FdC et AdP
03 – Recherche et exploitation du renseignement intéressant la sécurité de la France		399 133 681 535 788 164	399 423 681 535 788 164		364 682 904 417 979 053	364 972 904 417 979 053
03.31 – Renseignement extérieur		375 749 832 506 926 714	375 979 832 506 926 714		348 299 055 396 589 786	348 529 055 396 589 786
03.32 – Renseignement de sécurité de défense		23 383 849 28 861 450	23 443 849 28 861 450		16 383 849 21 389 267	16 443 849 21 389 267
07 – Prospective de défense		1 326 705 058 1 213 706 547	1 326 705 058 1 213 706 547		1 143 025 717 1 088 272 759	1 143 025 717 1 088 272 759
07.01 – Analyse stratégique		10 794 274 8 036 223	10 794 274 8 036 223		9 754 274 7 938 114	9 754 274 7 938 114
07.02 – Prospective des systèmes de forces		22 443 432 15 114 873	22 443 432 15 114 873		22 443 432 17 894 939	22 443 432 17 894 939
07.03 – Etudes amont		1 003 650 000 882 191 319	1 003 650 000 882 191 319		821 010 659 756 582 508	821 010 659 756 582 508
07.04 – Gestion des moyens et subventions		289 817 352 308 364 133	289 817 352 308 364 133		289 817 352 305 857 197	289 817 352 305 857 197
08 – Relations internationales et diplomatie de défense		39 955 283 35 042 891	39 955 283 35 042 891		40 055 283 35 155 411	40 055 283 35 155 411
<b>Total des crédits prévus en LFI *</b>	<b>0</b>	<b>1 765 794 022</b>	<b>1 765 794 022</b>	<b>0</b>	<b>1 547 763 904</b>	<b>1 547 763 904</b>
Ouvertures / annulations y.c. FdC et AdP		+95 590 820	+95 590 820		-5 856 681	-5 856 681
Total des crédits ouverts	0	1 861 384 842	1 861 384 842	0	1 541 907 223	1 541 907 223
<b>Total des crédits consommés</b>	<b>0</b>	<b>1 784 537 603</b>	<b>1 784 537 603</b>	<b>0</b>	<b>1 541 407 223</b>	<b>1 541 407 223</b>
Crédits ouverts - crédits consommés		+76 847 239	+76 847 239		+500 000	+500 000

\* hors FdC et AdP pour les montants de la LFI

**Environnement et prospective de la politique de défense**

Programme n° 144 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

**Répartition par opérations stratégiques des consommations en AE**

**Répartition par opérations stratégiques des consommations en CP**

**AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET CRÉDITS DE PAIEMENT (EN €)**

Niv	Description	AE					CP			
		Prévision LFI	Prévision FdC/ADP du PLF	Affectation sur TF	Engagement hors TF	Écart Utilisation / Prév.	Prévision LFI	Prévision FdC/ADP du PLF	Conso.	Écart Conso. / Prév.
		(1)	(2)	(3)	(4)	(3) + (4) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(3) - (1) - (2)
OS	Activités opérationnelles (AOP)	12 625 771	0	0	5 791 045	- 6 834 726	12 625 771	0	5 803 958	- 6 821 813
OS	Dissuasion (DIS)	198 400 000	0	0	252 614 297	54 214 297	188 400 000	0	170 988 685	- 17 411 315
OS	Fonctionnement et	362 334 226	0	0	393 461 903	31 127 677	362 334 226	0	383 882 057	21 547 831

	activités spécifiques (FAS)									
OS	Prospective et préparation de l'avenir (PPA)	842 612 706	0	0	681 004 597	- 161 608 109	669 033 365	0	614 259 293	- 54 774 072
OS	Renseignement (RENS)	349 821 319	290 000	36 953 000	401 587 124	88 428 805	315 370 542	290 000	367 402 080	51 741 538
Total		1 765 794 022	290 000	36 953 000	1 734 458 965	5 327 943	1 547 763 904	290 000	1 542 336 073	- 5 717 831

### TABLEAU DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT DES TRANCHES FONCTIONNELLES (EN M€)

Niveau	Description	AEANE fin 2019	Retrait sur affectation	Affectation 2020	Total	Engagement 2020 sur TF
OS	Renseignement (RENS)	90,04	0,00	36,95	126,99	77,14
Total		90,04	0,00	36,95	126,99	77,14

### ÉCHEANCIERS DES PAIEMENTS ASSOCIÉS AUX ENGAGEMENTS (EN M€)

Niveau	Description	PLF/PLR	Engagements		Paiements				
			Eng restant à payer à fin 2019	Eng 2020	2020	2021	2022	> 2022	Total
OS	Activités opérationnelles (AOP)	PLF	0,18	12,63	12,63	0,18	0,00	0,00	12,80
		PLR	<b>0,15</b>	<b>5,79</b>	<b>5,80</b>	<b>0,08</b>	<b>0,06</b>	<b>0,00</b>	<b>5,94</b>
OS	Dissuasion (DIS)	PLF	303,04	198,40	188,40	150,25	82,13	80,66	501,44
		PLR	<b>302,51</b>	<b>252,61</b>	<b>170,99</b>	<b>197,32</b>	<b>63,64</b>	<b>123,17</b>	<b>555,12</b>
OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	PLF	16,63	362,33	362,33	16,63	0,00	0,00	378,97
		PLR	<b>22,43</b>	<b>393,46</b>	<b>383,88</b>	<b>20,13</b>	<b>11,88</b>	<b>0,00</b>	<b>415,89</b>
OS	Prospective et préparation de l'avenir (PPA)	PLF	1144,84	842,61	669,03	553,18	348,81	416,42	1987,45
		PLR	<b>1094,36</b>	<b>681,00</b>	<b>614,26</b>	<b>592,57</b>	<b>249,54</b>	<b>319,00</b>	<b>1775,37</b>
OS	Renseignement (RENS)	PLF	149,25	431,21	317,86	200,84	39,46	22,30	580,46
		PLR	<b>185,95</b>	<b>478,73</b>	<b>367,40</b>	<b>181,72</b>	<b>95,32</b>	<b>20,24</b>	<b>664,68</b>
Ecart (PLR-PLF)			- 8,54	- 35,58	- 7,92	70,74	- 49,97	-56,97	- 44,12

### PASSAGE DU PLF À LA LFI

	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
PLF	0	1 765 794 022	1 765 794 022	0	1 547 763 904	1 547 763 904
Amendements	0	0	0	0	0	0
<b>LFI</b>	<b>0</b>	<b>1 765 794 022</b>	<b>1 765 794 022</b>	<b>0</b>	<b>1 547 763 904</b>	<b>1 547 763 904</b>

### JUSTIFICATION DES MOUVEMENTS RÉGLEMENTAIRES ET DES LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

#### Report de crédits

Les reports de crédits s'élèvent à 90 M€ par arrêté du 27 janvier 2020 (reports sur tranches fonctionnelles) et 19,6 M€ de en AE par arrêté du 14 février 2020.

### Décrets de virement

Le solde des virements s'élèvent à 6,3 M€ en AE et en CP recouvre les mouvements suivants :

- Virements sortant pour un total de 5,2 M€ en AE et en CP :
  - 5,1 M€ en AE et en CP concernant la DRSD à destination du P178 « Préparation et emploi des forces » par décret n°2020-1016 du 7 août 2020 dans le cadre de la participation du Service aux dépenses mutualisées de billetterie ;
  - 63 k€ en AE et en CP à destination du P178 « Préparation et emploi des forces » par décret n°2020-1449 du 24 novembre 2020 pour la participation du service aux dépenses mutualisées de prestations informatiques ;
  - 17 k€ en AE et en CP concernant la DGSE à destination du P178 « Préparation et emploi des forces » par décret n°2020-1016 du 7 août 2020 pour l'alimentation des personnels dans les cercles mixtes du Ministère des Armées;
  - 6 k€ en AE et CP concernant la DGRIS à destination du P178 « Préparation et emploi des forces » par décret n°2020-1449 du 24 novembre 2020.
- Virements entrant pour un total de 11,6 M€ en AE et en CP :
  - 10 M€ en AE et en CP concernant la DGSE en provenance du P178 « Préparation et emploi des forces » par décret n°2020-1016 du 7 août 2020 dans le cadre de la mise en œuvre d'actions arbitrées en matière de cyberdéfense avec un copilotage en partenariat avec la DGA et l'EMA. ;
  - 1,1 M€ en AE et en CP concernant la DGSE en provenance du P178 « Préparation et emploi des forces » par décret n°2020-1016 du 7 août 2020, destinés au financement de besoin opérationnels ;
  - 150 k€ en AE et en CP concernant la DGRIS en provenance du P146 « Équipement des forces » par décret n°2020-1016 du 7 août 2020 pour la contribution à l'évènement La Fabrique Défense ;
  - 50 k€ en AE et en CP concernant la DGRIS en provenance du P178 « Préparation et emploi des forces » par décret n°2020-1016 du 7 août 2020 pour la contribution à l'évènement La Fabrique Défense ;
  - 150 k€ en AE et en CP concernant la DGRIS en provenance du P212 « Soutien de la politique de la défense » par décret n°2020-1016 du 7 août 2020 pour la contribution à l'évènement La Fabrique Défense.

### Décrets de transfert

Le solde des transferts s'élève à - 23,9 M€ en AE et +12,6 M€ en CP et recouvre les mouvements suivants :

- transferts sortant pour un total de 101,1 M€ en AE et 64,7 M€ en CP :
  - 49,6 M€ d'AE et 3,4 M€ de CP à destination du P192 « Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle » par décret n°2020-1015 du 7 août 2020 dans le cadre du financement du Plan Nano 2022;
  - 36 M€ d'AE et 45 M€ de CP à destination du P192 « Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle » par décret n°2020-1015 du 7 août 2020, dans le cadre du financement des projets RAPID ;
  - 6,8 M€ d'AE et 6,8 M€ de CP à destination du P105 « Action de la France en Europe et dans le monde » par décret n°2020-411 du 8 avril 2020 afin de couvrir les dépenses de fonctionnement et d'équipement des personnels affectés dans les enceintes diplomatiques, ainsi que la contribution du Service aux travaux sur les emprises à l'étranger.;
  - 3 M€ d'AE et 3 M€ de CP à destination du P129 « Coordination du travail gouvernemental » par décret n°2020-1015 du 7 août 2020 pour les besoins opérationnels grands programmes ;
  - 3 M€ d'AE et 3 M€ de CP à destination du P129 « Coordination du travail gouvernemental » par décret n°2020-1448 du 24 novembre 2020 pour les besoins opérationnels grands programmes ;
  - 1,2 M€ en AE et en CP à destination du P134 « Développement des entreprises et régulations » par décret n°2020-1015 du 7 août 2020 dans le cadre du financement CCED ;

- 683 k€ d'AE et 1,4 M€ de CP à destination du P134 « Développement des entreprises et du tourisme » par décret n°2020-1015 du 7 août 2020 pour l'animation des pôles de compétitivité ;
- 500 k€ d'AE et 540 k€ de CP à destination du P105 « Action de la France en Europe et dans le monde » par décret n°2020-1015 du 7 août 2020 afin de couvrir les dépenses de fonctionnement et d'équipement des personnels affectés dans les enceintes diplomatiques, ainsi que la contribution du Service aux travaux sur les emprises à l'étranger ;
- 113,4 k€ en AE et en CP destination du P105 « Action de la France en Europe et dans le monde » par décret n°2020-1448 du 24 novembre 2020 pour la contribution à l'édition 2020 du forum pour la paix ;
- 100 k€ en AE et en CP à destination du P105 « Action de la France en Europe et dans le monde » par décret n°2020-1015 du 7 août 2020 dans le cadre de la participation au financement d'un nouveau laboratoire de l'OIAC ;
- 96 k€ en AE et en CP à destination du P105 « Action de la France en Europe et dans le monde » par décret n°2020-1015 du 7 août 2020 correspondant à la participation du Ministère des Armées à l'apurement du passif 2019 de l'association organisatrice du Forum pour la paix;
- 35 k€ en AE et en CP à destination du P105 « Action de la France en Europe et dans le monde » par décret n°2020-1015 du 7 août 2020 représentant la quote-part du Ministère au financement du fonctionnement de la CNEMA.
- transferts entrant pour un total de 77,3 M€ en AE et en CP :
  - 68,4 M€ en AE et en CP en provenance du P129 « Coordination du travail gouvernemental » par décret n°2020-1105 du 1<sup>er</sup> septembre 2020 pour les besoins opérationnels du SGDSN, destinés au financement d'une partie des matériels et investissements liés aux projets interministériels dans le domaine de la sécurité et de la défense (1<sup>er</sup> transfert) ;
  - 7,6 M€ en AE et en CP en provenance du P129 « Coordination du travail gouvernemental » par décret n°2020-1560 du 9 décembre 2020 pour les besoins opérationnels du SGDSN, destinés au financement d'une partie des matériels et investissements liés aux projets interministériels dans le domaine de la sécurité et de la défense (2<sup>nd</sup> transfert) ;
  - 895,5 k€ en AE et en CP en provenance du P176 « Police nationale » par décret n°2020-1448 du 24 novembre 2020 pour les besoins opérationnels de la DGSI ;
  - 400 k€ en AE et en CP en provenance du P129 « Coordination du travail gouvernemental » par décret n°2020-1105 du 1<sup>er</sup> septembre 2020 pour la contribution ANSSI aux travaux Cyber.

### Loi de finances rectificative

La loi de finance rectificative du 30 novembre 2020 a annulé 28,3 M€ en CP. Cette annulation est couverte par le décalage en 2021 de paiements programmés sur les études-amont suite aux retards pris par les industriels.

### ORIGINE ET EMPLOI DES FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

Les rattachements de fonds de concours (3,2 M€ en AE=CP) et d'attributions de produits proviennent (0,3 M€ en AE=CP) :

- Pour les premiers de :
  - Remboursement par le fonds de réaménagement du spectre (FRS) des réaménagements de fréquences du ministère des armées (2,7 M€) ;
  - Contributions diverses au financement des actions et projets internationaux menés par les services relevant du programme 144 (0,5 M€).
- Pour les seconds de produit des cessions de biens mobiliers (0,3 M€).



**Environnement et prospective de la politique de défense**

Programme n° 144 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

**RÉSERVE DE PRÉCAUTION ET FONGIBILITÉ**

	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
Mise en réserve initiale	0	64 043 114	64 043 114	0	55 321 909	55 321 909
Surgels	0	0	0	0	0	0
Dégels	0	0	0	0	0	0
<b>Réserve disponible avant mise en place du schéma de fin de gestion (LFR de fin d'année)</b>	<b>0</b>	<b>64 043 114</b>	<b>64 043 114</b>	<b>0</b>	<b>55 321 909</b>	<b>55 321 909</b>

## DÉPENSES PLURIANNUELLES

## CONTRATS DE PLAN ÉTAT-RÉGION (CPER)

## Génération 2015 - 2020

Action / Opérateur	Rappel du montant contractualisé	Prévision 2020		Consommation 2020		Consommation cumulée	
		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
07 - Prospective de défense	21 120 000		4 865 000	243 000	381 000	7 003 970	6 431 623
<b>Total</b>	<b>21 120 000</b>		<b>4 865 000</b>	<b>243 000</b>	<b>381 000</b>	<b>7 003 970</b>	<b>6 431 623</b>

## Environnement et prospective de la politique de défense

Programme n° 144 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

### SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS À LA CONSOMMATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (HORS TITRE 2)

AE 2020	CP 2020
AE ouvertes en 2020 * (E1) <b>1 861 384 842</b>	CP ouverts en 2020 * (P1) <b>1 541 907 223</b>
AE engagées en 2020 (E2) <b>1 784 537 603</b>	CP consommés en 2020 (P2) <b>1 541 407 223</b>
AE affectées non engagées au 31/12/2020 (E3) <b>49 847 856</b>	dont CP consommés en 2020 sur engagements antérieurs à 2020 (P3 = P2 - P4) <b>787 446 774</b>
AE non affectées non engagées au 31/12/2020 (E4 = E1 - E2 - E3) <b>26 999 383</b>	dont CP consommés en 2020 sur engagements 2020 (P4) <b>753 960 449</b>

#### RESTES À PAYER

Engagements ≤ 2019 non couverts par des paiements au 31/12/2019 brut (R1) <b>1 658 128 679</b>				
Travaux de fin de gestion postérieurs au RAP 2019 (R2) <b>468 421</b>				
<b>Engagements ≤ 2019 non couverts par des paiements au 31/12/2019 net</b> (R3 = R1 + R2) <b>1 658 597 100</b>	-	CP consommés en 2020 sur engagements antérieurs à 2020 (P3 = P2 - P4) <b>787 446 774</b>	=	Engagements ≤ 2019 non couverts par des paiements au 31/12/2020 (R4 = R3 - P3) <b>871 150 326</b>
AE engagées en 2020 (E2) <b>1 784 537 603</b>	-	CP consommés en 2020 sur engagements 2020 (P4) <b>753 960 449</b>	=	Engagements 2020 non couverts par des paiements au 31/12/2020 (R5 = E2 - P4) <b>1 030 577 154</b>
				<b>Engagements non couverts par des paiements au 31/12/2020</b> (R6 = R4 + R5) <b>1 901 727 480</b>
				Estimation des CP 2021 sur engagements non couverts au 31/12/2020 (P5) <b>991 810 181</b>
				Estimation du montant maximal des CP nécessaires après 2021 pour couvrir les engagements non couverts au 31/12/2020 (P6 = R6 - P5) <b>909 917 299</b>

NB : les montants ci-dessus correspondent uniquement aux crédits hors titre 2

\* LFI 2020 + reports 2019 + mouvements réglementaires + FdC + AdP + fongibilité asymétrique + LFR

## JUSTIFICATION PAR ACTION

## ACTION

## 03 – Recherche et exploitation du renseignement intéressant la sécurité de la France

Action / Sous-action <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> <i>Réalisation</i>	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
<b>03 – Recherche et exploitation du renseignement intéressant la sécurité de la France</b>		<b>399 423 681</b> <b>535 788 164</b>	<b>399 423 681</b> <b>535 788 164</b>		<b>364 972 904</b> <b>417 979 053</b>	<b>364 972 904</b> <b>417 979 053</b>
03.31 – Renseignement extérieur		375 979 832 506 926 714	<b>375 979 832</b> <b>506 926 714</b>		348 529 055 396 589 786	<b>348 529 055</b> <b>396 589 786</b>
03.32 – Renseignement de sécurité de défense		23 443 849 28 861 450	<b>23 443 849</b> <b>28 861 450</b>		16 443 849 21 389 267	<b>16 443 849</b> <b>21 389 267</b>

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 3 : Dépenses de fonctionnement	218 078 890	245 130 875	191 865 570	218 722 265
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	218 078 890	245 130 875	191 865 570	218 722 265
03.31 – Renseignement extérieur	201 520 541	230 603 377	179 807 221	205 510 450
03.32 – Renseignement de sécurité de défense	16 558 349	14 527 498	12 058 349	13 211 815
Titre 5 : Dépenses d'investissement	181 064 833	290 437 290	172 827 376	198 981 788
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État	181 064 833	266 588 562	172 827 376	183 577 273
03.31 – Renseignement extérieur	174 179 333	264 009 466	168 441 876	180 663 933
03.32 – Renseignement de sécurité de défense	6 885 500	2 579 096	4 385 500	2 913 340
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État		23 848 728		15 404 515
03.31 – Renseignement extérieur		12 153 871		10 200 403
03.32 – Renseignement de sécurité de défense		11 694 856		5 204 112
Titre 6 : Dépenses d'intervention	279 958	220 000	279 958	275 000
Transferts aux autres collectivités	279 958	220 000	279 958	275 000
03.31 – Renseignement extérieur	279 958	160 000	279 958	215 000
03.32 – Renseignement de sécurité de défense		60 000		60 000
<b>Total</b>	<b>399 423 681</b>	<b>535 788 164</b>	<b>364 972 904</b>	<b>417 979 053</b>

## Sous-action

## 03.31 – Renseignement extérieur

## PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

La Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) a continué de remplir son contrat opérationnel en 2020, malgré un contexte sanitaire difficile, autour des enjeux suivants :

- la consolidation des efforts capacitaires, notamment sur les grands programmes interministériels ;
- l'accroissement des travaux de sécurisation des SIC afin de renforcer sa résilience dans ce domaine ;
- la montée en puissance de la cyberdéfense avec une présence accrue du Service dans le cyberspace ;
- l'acquisition et l'adaptation des moyens aux nouvelles technologies face à l'augmentation du volume et de la qualité des données à traiter ;
- la poursuite des opérations immobilières permettant l'accueil des nouveaux effectifs, avec le lancement de projets d'infrastructure d'envergure sur les sites centraux parisiens et en particulier le démarrage des travaux de construction d'un bâtiment tertiaire et la livraison d'infrastructures de restauration en fin d'année 2020 ;
- le renforcement des actions opérationnelles.

Les ressources ouvertes en LFI 2020 s'élèvent à 375,75 M€ en AE et 348,30 M€ en CP et ont évolué suite aux mouvements suivants :

- décrets de transfert : +62,37 M€ en AE et +62,35 M€ en CP ;
- décrets de virement : +6,34 M€ en AE et en CP ;
- rattachement d'attributions de produits : +0,30 M€ en AE et CP ;
- rattachement de fonds de concours : +2,70 en AE et CP ;
- reports de crédits hors TF : +19,58 M€ en AE ;
- reports de crédits sur TF : +90,04 M€ en AE ;
- mouvements internes au programme : +0,88 M€ en AE et -9,49 M€ en CP ;
- annulation de la réserve de précaution : -13,91 M€ en CP.

Ces mouvements portent au final la capacité d'engagement à 557,95 M€ (dont 49,85 M€ seront à reporter au 31 décembre 2020 sur l'exercice 2021 au titre des AEANE sur tranches fonctionnelles) et de paiements à 396,59 M€.

## DÉPENSES DE L'AGRÉGAT FONCTIONNEMENT

## OPÉRATION STRATÉGIQUE : ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES (AOP)

## 1. DESCRIPTION

L'OS « Activités opérationnelles » (AOP) porte les crédits d'alimentation, ainsi que les frais de déplacement et de transport des agents du Service.

## 2. ASPECTS FINANCIERS

## AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET CRÉDITS DE PAIEMENT ANNÉE 2020 (EN €)

Niveau	Description	AE				CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Écart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Écart Consommation / Prévisions
		1	2	3	(4) = (3) - (1) - (2)	1	2	3	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Alimentation	294 486	0	192 379	- 102 107	294 486	0	192 379	- 102 107
OB	Déplacements et	10 810 853	0	5 196 529	- 5 614 324	10 810 853	0	5 140 001	- 5 670 852

	transports								
	Total	11 105 339	0	5 388 909	- 5 716 430	11 105 339	0	5 332 380	- 5 772 959

## Commentaires

L'OS AOP présente une sous-consommation de -5,7 M€ en AE et -5,8 M€ en CP ce qui représente plus de 50 % de la programmation LFI. La consommation des crédits sur l'OS AOP a été touchée par la crise sanitaire liée à la COVID-19 qui a engendré un ralentissement de l'activité aussi bien au niveau des dépenses d'alimentation que des dépenses de déplacement et de transport, notamment à l'étranger.

Les principales variations entre la programmation LFI et l'exécution 2020 portent sur l'OB « déplacements et transports » et s'expliquent principalement par le virement opéré entre les programmes 144 et 178 (4,7 M€ en AE et en CP). En effet, depuis 2015, les dépenses de déplacement sont exécutées en partie sur le programme 178 « Préparation et emploi des forces » et couvertes par décret de virement sortant du programme 144. Par ailleurs, la crise sanitaire a réduit le nombre de missions exécutées en 2020.

Les dépenses d'alimentation intègrent, outre l'alimentation courante, les dépenses liées aux postes de permanence déconcentrés. Les confinements de l'année 2020 ont induit une baisse de la fréquentation de la restauration.

## OPÉRATION STRATÉGIQUE : FAS (FONCTIONNEMENT ET ACTIVITÉS SPÉCIFIQUES)

### 1. DESCRIPTION

L'OS « Fonctionnement et activités spécifiques » (FAS) supporte les dépenses de fonctionnement courant comprenant le soutien des personnels (frais de formation, d'habillement, de documentation, d'équipement informatique, etc.) et des structures (frais d'entretien courant et de chauffage des emprises, télécommunications non opérationnelles, etc.). Cette enveloppe couvre également les dépenses spécifiques liées aux frais de changement de résidence des agents de la DGSE.

### 2. ASPECTS FINANCIERS

#### AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET CRÉDITS DE PAIEMENT ANNÉE 2020 (EN €) :

Niveau	Description	AE				CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Écart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Écart Consommation / Prévisions
		-1	-2	-3	(4) = (3) - (1) - (2)	-1	-2	-3	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Fonctionnement courant	11 405 275	0	18 261 858	6 856 583	11 405 275	0	17 959 360	6 554 085
OB	Mobilité des personnels	2 515 826	0	1 944 561	- 571 265	2 515 826	0	1 944 561	- 571 265
OB	Soutien courant des structures	18 740 085	0	25 754 354	7 014 269	18 740 085	0	19 452 286	712 201
OB	Soutien des ressources humaines	2 497 488	0	4 768 954	2 271 466	2 497 488	0	3 772 592	1 275 104
	Total	35 158 674	0	50 729 727	15 571 053	35 158 674	0	43 128 798	7 970 124

## Commentaires

L'exécution des crédits de l'OS FAS présente un écart par rapport à la programmation LFI de +15,6 M€ en AE (soit +44 %) et de +8 M€ en CP (soit +23 %). Cet écart résulte de la combinaison de différents facteurs :

## Environnement et prospective de la politique de défense

Programme n° 144 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

- une augmentation des dépenses, en AE et en CP au titre du fonctionnement courant, respectivement de 6,9 M€ (+60 %) en AE et de 6,6 M€ en CP (+57 %). La crise sanitaire a contraint le service à faire d'une part, l'acquisition de matériels et consommables contre la propagation de la COVID-19 (gants, masques, gels et autres équipements de protection) et d'autre part, à se réorganiser en faisant notamment l'acquisition de licences pour le développement de la visioconférence ;
- une sous-consommation des dépenses de mobilité (-23 %) directement liée aux restrictions causées par la crise sanitaire, en particulier le ralentissement du cadencement des mobilités ;
- une surconsommation en AE des dépenses concernant le soutien courant des structures de 7 M€ en AE (soit +37 %) par rapport à la LFI. Celle-ci s'explique par la réalisation des engagements pluriannuels sur divers marchés tels que les marchés de gaz ou d'électricité.
- un doublement des dépenses relatives au soutien des ressources humaines (+2,3 M€ en AE et +1,3 M€ en CP) lié à une politique de refonte des actions de formation concourant fortement à l'attractivité du service et à la fidélisation des agents (conception d'un stage d'intégration adapté aux agents du Service, développement des formations managériales et des formations générales et techniques). Par ailleurs, les actions de recrutement ont subi un surcoût lié à la crise sanitaire (location d'espaces plus grands).

### DÉPENSES DE L'AGRÉGAT ÉQUIPEMENT

#### OPÉRATION STRATÉGIQUE : RENSEIGNEMENT

##### 1. DESCRIPTION

L'OS « Renseignement » se compose des investissements concourant aux activités opérationnelles de la DGSE positionnées sur les OB « Appui au renseignement » et « Renseignement ». Elle constitue son cœur de métier et l'essentiel de ses budgets exécutés, soit près de 90 % en AE et en CP. Il est à signaler que le solde des mouvements réalisés par décrets de virement et de transfert (abondements ministériels et interministériels) pour financer ces investissements représente 20 % en AE (soit 68,71 M€) et en CP (soit 68,69 M€) du montant total exécuté hors TF sur ce périmètre budgétaire dédié aux activités du renseignement.

##### 2. ASPECTS FINANCIERS

#### TABLEAU DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET DES CRÉDITS DE PAIEMENT (EN €) :

Niveau	Description	AE					CP			
		Prévision LFI	Prévision FdC/ADP du PLF	Affectation sur TF	Engagement hors TF	Écart Utilisation / Prévision LFI	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Écart Consommation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) + (4) - (1) - (2)	-1	-2	-3	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Appui au renseignement	153 829 645	230 000	36 953 000	133 292 580	16 185 935	141 522 634	230 000	146 567 743	4 815 109
OB	Renseignement	175 656 174	0	0	242 132 667	66 476 493	160 512 408	0	202 148 551	41 636 143
	Total	329 485 819	230 000	36 953 000	375 425 248	82 662 429	302 035 042	230 000	348 716 294	46 451 252

#### Commentaires

L'enveloppe de crédits allouée aux OB « Appui au renseignement » et « Renseignement » reflète la programmation des investissements et des équipements de la DGSE.

Ces crédits ont couvert :

- l'acquisition de matériels opérationnels consacrés au traitement et à l'exploitation du renseignement, couvrant l'ensemble des modes de recueil du renseignement (origine humaine, origine électromagnétique, origine informatique et image) ;
- le soutien, le support et la logistique des opérations ;
- les dépenses d'infrastructure permettant la modernisation et l'adaptation des locaux accueillant les agents ainsi que les matériels techniques de recueil et de traitement de l'information. Ces dépenses concernent, également, la construction de nouvelles installations, la poursuite de nouvelles opérations immobilières d'envergure, nécessaires pour accompagner la croissance des effectifs du Service.

Les écarts entre les prévisions LFI et les exécutions sur les OB « Renseignement » et « Appui au renseignement » s'expliquent par les mouvements ayant fait évoluer la ressource ouverte en LFI, principalement les décrets de transfert et de virement (pour rappel 68,71 M€ en AE et 68,69 M€ en CP).

L'OS « Renseignement » a porté en 2020, notamment les dépenses suivantes :

- l'acquisition de matériels opérationnels optiques (OB « Renseignement »),
- la continuité des projets sur le segment spatial (OB « Appui au renseignement »),
- la rénovation d'infrastructures immobilières (OB « Appui au renseignement »).

#### TABLEAU DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS SUR TRANCHES FONCTIONNELLES (EN M€)

Niveau	OS	AEANE fin 2019	Retrait sur affectation	Affectation 2020	Total	Engagement 2020 sur TF
OB	Appui au renseignement	90,04	0,00	36,95	126,99	77,14
OB	Renseignement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total	90,04	0,00	36,95	126,99	77,14

Les reports d'AE sur TF concernent des bâtiments dont la construction sera lancée en majeure partie 2021 et dont les travaux préparatoires ont fait l'objet d'engagements en 2020.

#### À TITRE INDICATIF, LA RÉPARTITION DES FONDS DE CONCOURS ET DES ATTRIBUTIONS DE PRODUITS ATTENDUS EST LA SUIVANTE :

Niveau	OS	Prévision LFI	Consommation	Ecart Consommation / Prévisions
OS	Renseignement	230 000	2 997 031	2 767 031
	Total	230 000	2 997 031	2 767 031

La programmation des attributions de produit du Service était évaluée à 0,23 M€. Ils proviennent essentiellement de la vente de véhicules. Cependant, les ventes réalisées, et par conséquent le rattachement au BOP des crédits correspondants, se sont élevées à 0,30 M€.

En 2020, un nouveau fonds de concours a été créé afin de porter les crédits dans le cadre d'une action d'amélioration des communications. Ainsi, 2,70 M€ ont été rattachés en 2020 et consommés.

#### Sous-action

03.32 – Renseignement de sécurité de défense

#### PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

Depuis plusieurs années, les menaces à l'encontre de la défense se sont accrues et diversifiées au-delà de la seule recrudescence des actes terroristes en Europe. La défense connaît, dans ces conditions, une inflation de ses besoins de protection, conduisant la Direction du renseignement et de la sécurité de la défense (DRSD) à mener une montée



**Environnement et prospective de la politique de défense**

Programme n° 144 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

en puissance rapide pour se transformer en un service de renseignement de temps de crise durable, à l'étranger comme sur le territoire national.

Les ressources accordées en 2020 ont permis notamment de financer les projets suivants :

- la conception de la nouvelle base de souveraineté de la DRSD pour recueillir et exploiter le renseignement ;
- l'acquisition et le développement de capacités d'aide à la décision afin de fluidifier les processus d'habilitation qui supportent le système d'informations Sophia ;
- la poursuite du plan d'équipement en moyens techniques de la direction centrale et des échelons déconcentrés de la DRSD ;
- des outils plus performants de sécurité informatique.

En complément de la LFI (23,38 M€ en AE et 16,38 M€ en CP) les ressources ont été modifiées à la suite :

- un décret de virement de : -0,45 M€ en AE et en CP ;
- des rattachements d'attributions de produits : +0,005 M€ en AE et en CP ;
- de mouvements internes au programme : +6,12 M€ en AE et +5,47 M€ et en CP ;
- de rétablissements de crédits : +0,30 M€ en AE et en CP.

Ces mouvements portent la ressource disponible à 29,35 M€ en AE et 21,70 M€ en CP.

**DÉPENSES DE L'AGRÉGAT FONCTIONNEMENT****OPÉRATION STRATÉGIQUE : ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES (AOP)****1. DESCRIPTION**

L'OS AOP comprend les crédits de fonctionnement liés aux déplacements des personnels de la DRSD par voie aérienne et par voie ferrée.

**2. ASPECTS FINANCIERS****AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET CRÉDITS DE PAIEMENT ANNÉE 2020 (EN €)**

Niveau	Description	AE				CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Écart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Écart Consommation / Prévisions
		-1	-2	-3	(4) = (3) - (1) - (2)	-1	-2	-3	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Déplacements et transports	380 000	0	8 018	- 371 982	380 000	0	12 881	- 367 119
	Total	380 000	0	8 018	- 371 982	380 000	0	12 881	- 367 119

**Commentaires**

L'écart entre la programmation et l'exécution des dépenses de déplacement (-0,37 M€ en AE et -0,37 M€ en CP) s'explique essentiellement par les modalités financières de couverture du besoin. Il reste conforme à la programmation 2020.

En effet, comme pour la DGSE, les dépenses de déplacement par voie aérienne et voie ferrée font l'objet d'une imputation sur le programme 178 « Préparation et emploi des forces », compensée par un mouvement de ressources en gestion. Un décret de virement de 0,45 M€ a été réalisé à ce titre couvrant le reliquat des dépenses de 2019 et les besoins de 2020.

**OPÉRATION STRATÉGIQUE : FAS (FONCTIONNEMENT ET ACTIVITÉS SPÉCIFIQUES)****1. DESCRIPTION**

L'OS FAS supporte des dépenses de fonctionnement courant directement liées à l'activité spécifique de la DRSD. Il s'agit, par exemple, des crédits de formation et des crédits de communication et relations publiques qui couvrent aussi les dépenses de communication liées à la recherche ouverte du renseignement. Elle comprend également des dépenses de fonctionnement du site de la direction centrale.

**2. ASPECTS FINANCIERS****AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET CRÉDITS DE PAIEMENT ANNÉE 2020 (EN €)**

Niveau	Description	AE				CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Écart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Écart consommation / Prévisions
		-1	-2	-3	(4) = (3) - (1) - (2)	-1	-2	-3	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Communication et relations publiques	436 000	0	610 514	174 514	436 000	0	610 133	174 133
OB	Fonctionnement courant	614 965	0	682 324	67 359	614 965	0	679 260	64 295
OB	Soutien courant des structures	633 750	0	577 119	- 56 631	633 750	0	462 861	- 170 889
OB	Soutien des matériels communs	285 000	0	497 022	212 022	285 000	0	600 118	315 118
OB	Soutien des ressources humaines	698 634	0	817 715	119 081	698 634	0	644 412	- 54 222
	Total	2 668 349	0	3 184 693	516 344	2 668 349	0	2 996 784	328 435

**Commentaires**

L'OS FAS présente une surconsommation de +0,52 M€ en AE (soit 19 %) et de 0,33 M€ en CP (soit 12 %) qui résulte essentiellement de :

- l'augmentation de l'OB « Soutien des matériels communs » de 0,21 M€ en AE et 0,32 M€ en CP liée à la mise en place de l'automatisation et de la digitalisation des processus d'enquêtes administratives (EA) qui permet d'augmenter les capacités d'enquêtes tout en approfondissant les investigations. Ce projet était en cours de finalisation lors de l'élaboration du PLF ;
- l'augmentation de l'OB « Communication et relations publiques » de 0,17 M€ en AE et en CP correspondant à la régularisation du paiement de factures ;
- la sous-consommation de l'OB « Soutien courant des structures » de 0,17 M€ en CP qui s'explique par un important retard dans la réalisation des prestations d'entretien des structures suite au contexte pandémique, générant un retard des facturations associées.

**DÉPENSES DE L'AGRÉGAT ÉQUIPEMENT****OPÉRATION STRATÉGIQUE : RENSEIGNEMENT****1. DESCRIPTION**

La mission de la DRSD est de « renseigner pour protéger ». Elle se traduit par des actions de contre-ingérence au profit de la sphère défense, comprenant le ministère des armées et les entreprises en lien avec les armées. L'OS « Renseignement » finance les investissements et les dépenses opérationnelles de la DRSD.

## Environnement et prospective de la politique de défense

Programme n° 144 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

### 2. ASPECTS FINANCIERS

Niveau	Description	AE					CP			
		Prévision LFI	Prévision FdC/ADP du PLF	Affectation sur TF	Engagement hors TF	Écart Utilisation / Prévision LFI	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Écart consommation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) + (4) - (1) - (2)	-1	-2	-3	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Enquêtes - Contrôles - Sécurisation	3 300 000	0	0	2 953 177	- 346 823	3 300 000	0	2 999 640	- 300 360
OB	Matériel transport	725 500	60 000	0	1 057 855	272 355	725 500	60 000	967 639	182 139
OB	Matériels divers	250 000	0	0	294 918	44 918	250 000	0	292 741	42 741
OB	Matériels techniques	4 000 000	0	0	4 022 392	22 392	4 000 000	0	3 732 712	- 267 288
OB	Systèmes d'information et de communication	12 060 000	0	0	17 833 534	5 773 534	5 060 000	0	10 693 055	5 633 055
	Total	20 335 500	60 000	0	26 161 876	5 766 376	13 335 500	60 000	18 685 786	5 290 286

#### OB – Enquêtes – contrôles – sécurisation

Le niveau de consommation de cette OB est en AE inférieur à la LFI de -0,35 M€ en AE (soit 11 %) et -0,30 M€ en CP (soit 9 %). Cette situation s'explique par un rétablissement de crédits de 0,29 M€ sur l'activité « Produits pétroliers opérationnels » et d'une moindre consommation de l'activité « Déplacements des personnels » suite aux effets de la crise sanitaire.

#### OB – Matériels de transport

Cette OB englobe l'acquisition et l'entretien des véhicules. La surconsommation en AE de +0,27 M€ (soit 38 %) s'explique par une allocation complémentaire octroyée dans le but de renouveler le parc automobile.

#### OB – Matériels divers

Il est constaté une légère augmentation des consommations des AE et des CP à hauteur de +0,04 M€ (soit 18 %) de la LFI.

#### OB – Matériels techniques

Le niveau de consommation de cette OB est conforme à la LFI et a permis au service de poursuivre la modernisation de ses équipements tactiques. La sous-consommation de -0,27 M€ en CP (soit 7 %) s'explique par des engagements tardifs.

#### OB – Systèmes d'information et de communication

Le niveau de surconsommation par rapport à la LFI de +5,77 M€ en AE (soit 48 %) et de +5,63 M€ en CP (soit 111 %) s'explique notamment par la mise en place d'une ressource complémentaire en cours de gestion afin de répondre à l'anticipation de projets dès 2020 :

- sécurisation du système de connexion aux données de la DRSD, garantissant un niveau de protection cyber au meilleur standard ;
- financement des projets de système d'information ;
- acquisition des équipements informatiques (matériels, licences) ;
- automatisation et digitalisation des processus d'enquêtes administratives (EA), afin de pouvoir augmenter les capacités d'enquêtes tout en approfondissant les investigations.

Ces dépenses ont permis l'acquisition d'équipements et de capacités techniques contribuant à la montée en puissance de la DRSD.

De plus, deux marchés subséquents de l'accord cadre, permettant de concevoir et de déployer un nouveau système de recueil et d'exploitation du renseignement capable de répondre aux défis du traitement de l'information de masse (« Big data »), ont pu être notifiés.

### Commentaires

À titre indicatif, la répartition des fonds de concours et des attributions de produits attendus est la suivante :

Niveau	OS	Prévision LFI	Consommation	Écart Consommation / Prévisions
OS	Renseignement	60 000	4 700	- 55 300
	Total	60 000	4 700	- 55 300

Le montant des attributions de produits provient des ventes de véhicules réformés.

### SYNTHÈSE ACTION 03

#### AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CRÉDITS DE PAIEMENT ANNÉE 2020 (EN €)

Niveau	Description	AE					CP			
		Prévision LFI	Prévision FdC/ADP du PLF	Affectation sur TF	Engagement hors TF	Écart Utilisation / Prévision LFI	Prévision LFI	Prévision FdC/ADP du PLF	Consommation	Écart Consommation / Prévision LFI
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) + (4) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OS	Activités opérationnelles (AOP)	11 485 339	0	0	5 396 926	- 6 088 413	11 485 339	0	5 345 261	- 6 140 078
OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	37 827 023	0	0	53 914 420	16 087 397	37 827 023	0	46 125 583	8 298 560
OS	Renseignement (RENS)	349 821 319	290 000	36 953 000	401 587 124	88 428 805	315 370 542	290 000	367 402 080	51 741 538
	Total	399 133 681	290 000	36 953 000	460 898 470	98 427 789	364 682 904	290 000	418 872 924	53 900 020

#### ENGAGEMENTS ET ÉCHÉANCIERS DE PAIEMENT (EN M€)

Niveau	Description	PLF/PLR	Engagements		Paiements				
			Eng restant à payer à fin 2019	Eng 2020	2020	2021	2022	> 2022	Total
OS	Activités opérationnelles (AOP)	PLF	0,09	11,49	11,49	0,09	0,00	0,00	11,57
		PLR	<b>0,08</b>	<b>5,40</b>	<b>5,35</b>	<b>0,08</b>	<b>0,06</b>	<b>0,00</b>	<b>5,48</b>
OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	PLF	16,36	37,83	37,83	16,36	0,00	0,00	54,18
		PLR	<b>22,16</b>	<b>53,91</b>	<b>46,13</b>	<b>18,07</b>	<b>11,88</b>	<b>0,00</b>	<b>76,08</b>
OS	Renseignement (RENS)	PLF	149,25	431,21	317,86	200,84	39,46	22,30	580,46
		PLR	<b>185,95</b>	<b>478,73</b>	<b>367,40</b>	<b>181,72</b>	<b>95,32</b>	<b>20,24</b>	<b>664,68</b>
	Ecart (PLR-PLF)		- 42,50	-57,52	- 51,70	17,42	-67,80	2,06	- 100,02

## Environnement et prospective de la politique de défense

Programme n° 144 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

### RÉPARTITION DES FONDS DE CONCOURS (EN €)

Niveau	OS	Prévision LFI	Consommation	Ecart Consommation / Prévisions
OS	Renseignement	290 000	3 001 731	2 711 731
	Total	290 000	3 001 731	2 711 731

### ACTION

#### 07 – Prospective de défense

Action / Sous-action	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
<i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i>						
<i>Réalisation</i>						
<b>07 – Prospective de défense</b>		<b>1 326 705 058</b>	<b>1 326 705 058</b>		<b>1 143 025 717</b>	<b>1 143 025 717</b>
		<b>1 213 706 547</b>	<b>1 213 706 547</b>		<b>1 088 272 759</b>	<b>1 088 272 759</b>
07.01 – Analyse stratégique		10 794 274	10 794 274		9 754 274	9 754 274
		8 036 223	8 036 223		7 938 114	7 938 114
07.02 – Prospective des systèmes de forces		22 443 432	22 443 432		22 443 432	22 443 432
		15 114 873	15 114 873		17 894 939	17 894 939
07.03 – Etudes amont		1 003 650 000	1 003 650 000		821 010 659	821 010 659
		882 191 319	882 191 319		756 582 508	756 582 508
07.04 – Gestion des moyens et subventions		289 817 352	289 817 352		289 817 352	289 817 352
		308 364 133	308 364 133		305 857 197	305 857 197

### ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 3 : Dépenses de fonctionnement	1 297 420 058	1 119 799 128	1 113 740 717	1 018 231 575
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1 033 417 706	836 744 378	849 738 365	736 976 825
07.01 – Analyse stratégique	10 424 274	7 623 023	9 384 274	7 664 914
07.02 – Prospective des systèmes de forces	22 443 432	14 706 873	22 443 432	17 486 939
07.03 – Etudes amont	1 000 550 000	814 437 554	817 910 659	711 824 972
07.04 – Gestion des moyens et subventions		-23 072		
Subventions pour charges de service public	264 002 352	283 054 750	264 002 352	281 254 750
07.04 – Gestion des moyens et subventions	264 002 352	283 054 750	264 002 352	281 254 750
Titre 5 : Dépenses d'investissement		16 376 039		14 308 148
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État		15 543 390		14 259 094
07.03 – Etudes amont		15 543 390		14 259 094
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État		832 649		49 054
07.03 – Etudes amont		832 649		49 054
Titre 6 : Dépenses d'intervention	25 835 000	74 081 381	25 835 000	52 283 036
Transferts aux entreprises	22 365 000	12 059 042	22 365 000	10 157 350
07.02 – Prospective des systèmes de forces		408 000		408 000
07.03 – Etudes amont		11 651 042		9 749 350
07.04 – Gestion des moyens et subventions	22 365 000		22 365 000	

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Transferts aux autres collectivités	3 470 000	62 022 339	3 470 000	42 125 686
07.01 – Analyse stratégique	370 000	413 200	370 000	273 200
07.03 – Etudes amont	3 100 000	39 726 684	3 100 000	20 700 038
07.04 – Gestion des moyens et subventions		21 882 455		21 152 447
<b>Titre 7 : Dépenses d'opérations financières</b>	<b>3 450 000</b>	<b>3 450 000</b>	<b>3 450 000</b>	<b>3 450 000</b>
Dotations en fonds propres	3 450 000	3 450 000	3 450 000	3 450 000
07.04 – Gestion des moyens et subventions	3 450 000	3 450 000	3 450 000	3 450 000
<b>Total</b>	<b>1 326 705 058</b>	<b>1 213 706 547</b>	<b>1 143 025 717</b>	<b>1 088 272 759</b>

### Sous-action

#### 07.01 – Analyse stratégique

## PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

La DGRIS a poursuivi en 2020 la réforme du dispositif ministériel de soutien à la recherche stratégique entamée en 2015. Elle s'est notamment concrétisée pour les études externalisées par une progression des contrats pluriannuels permettant de fidéliser et d'accroître la qualité du vivier d'experts. Les principaux thèmes de contractualisation ont été le Moyen-Orient, l'Afrique et la base industrielle et technologique de défense (BITD).

S'agissant du pacte enseignement supérieur (PES), la sélection des projets des labels « centre d'excellence » a été faite avec l'ambition de faire émerger des pôles académiques nationaux reconnus pour leur excellence scientifique sur les questions de défense. Les deux lauréats sont l'équipe de Géopolitique de la Datasphère (GEODE) de l'université de Paris 8, et celle de l'Institut d'études de stratégie et de défense (IESD) de l'université de Lyon 3.

Enfin, la DGRIS a poursuivi en 2020 la mise en œuvre des allocations doctorales et postdoctorales qui permettent de développer la dimension « influence et rayonnement » de la politique de défense de la France en finançant la projection d'experts français à l'international auprès d'universités de référence. Ainsi, quatre allocations doctorales et une allocation postdoctorale (programme « Ambassadeur » permettant le financement d'une année à l'étranger) ont été attribuées.

## DÉPENSES DE L'AGRÉGAT ÉQUIPEMENT

### OPÉRATION STRATÉGIQUE : PROSPECTIVE ET PRÉPARATION DE L'AVENIR (PPA)

#### 1. DESCRIPTION

Les besoins de la sous-action 07-01 « analyse stratégique » sont couverts par les crédits de l'opération stratégique « Prospective et préparation de l'avenir » au travers des trois opérations budgétaires (OB) :

- EPS (études prospectives et stratégiques) ;
- Programmes personnalités d'avenir et post-doctorat ;
- Recherche stratégique.

#### 2. ASPECTS FINANCIERS

Niveau

Description

AE

CP

## Environnement et prospective de la politique de défense

Programme n° 144 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Écart Utilisation / prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Écart Consommation / Prévisions
		-1	-2	-3	(4) = (3) - (1) - (2)	-1	-2	-3	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	EPS	10 424 274	0	6 125 523	- 4 298 751	9 124 274	0	7 467 060	- 1 657 214
OB	Programmes personnalité d'avenir et post-doctorat	0	0	1 500 197	1 500 197	260 000	0	200 197	- 59 803
OB	Recherche stratégique	370 000	0	413 200	43 200	370 000	0	273 200	- 96 800
	Total	10 794 274	0	8 038 920	- 2 755 354	9 754 274	0	7 940 457	- 1 813 817

### OB « EPS »

Pour l'année 2020, deux observatoires, six études de prospective stratégique et vingt-neuf consultances ont été notifiés.

Par rapport à la LFI, l'OB « EPS » présente un écart de - 4,3 M€ en AE et de - 1,7 M€ en CP. Cette variation résulte d'une part, des conséquences de la crise sanitaire entraînant le report de plusieurs études, et d'autre part, de l'annulation des crédits intervenue par la loi de finances rectificative (LFR).

### OB « Programmes personnalités d'avenir et post-doctorat »

La DGRIS pilote et met en œuvre le programme personnalités d'avenir défense (PAD). Ce programme a pour ambition de sensibiliser de futures élites étrangères aux positions françaises en matière de sécurité et de défense et de contribuer ainsi à la constitution et à l'entretien d'un réseau d'influence sur le long terme.

La surconsommation d'AE (+ 1,5 M€) s'explique par le renouvellement de la convention en 2020.

### OB « Recherche stratégique »

La consommation 2020 en AE/CP correspond :

- aux subventions d'aide à la publication : dix-neuf organismes ont reçu des subventions s'échelonnant de 1 200 € à 30 000 €. Le total des subventions versées s'est ainsi élevé à 0,2 M€ en AE/CP ;
- à la subvention de soutien au laboratoire de recherche sur la défense (70 000 €) ;

## Sous-action

### 07.02 – Prospective des systèmes de forces

#### PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

Dans le prolongement de la gestion 2019, la stratégie de maîtrise des engagements a été poursuivie en 2020 en coopération étroite avec le centre d'analyse technico-opérationnelle de défense (CATOD), dans la perspective de réduction des restes à payer et de maîtrise du plan de charges. Cette démarche prudentielle s'est donc traduite par une consommation en AE inférieure aux prévisions de la LFI.

L'OS « Dissuasion » restant une priorité, l'effort a été porté par l'OS « Prospective et préparation de l'avenir » avec une réduction du plan de charges.

En complément de la LFI (22,4 M€ en AE/CP), les ressources ont été modifiées en cours de gestion suite à :

- l'annulation de crédits par la loi de finances rectificatives : -0,9 M€ en CP ;
- des mouvements internes au programme : -6,7 M€ en AE et -3,6 M€ en CP.

## DÉPENSES DE L'AGRÉGAT ÉQUIPEMENT

## OPÉRATION STRATÉGIQUE : DISSUASION

## 1. DESCRIPTION :

Les crédits portés par l'opération stratégique « Dissuasion » permettent de financer des études opérationnelles et technico-opérationnelles (EOTO) au profit des deux composantes de la dissuasion.

## 2. ASPECTS FINANCIERS :

Niveau	Description	AE				CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Écart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Écart Consommation / Prévisions
		-1	-2	-3	(4) = (3) - (1) - (2)	-1	-2	-3	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Dissuasion	3 400 000	0	4 549 873	1 149 873	3 400 000	0	4 278 488	878 488
	Total	3 400 000	0	4 549 873	1 149 873	3 400 000	0	4 278 488	878 488

## Commentaires

La priorité donnée aux projets relevant de l'OS « Dissuasion » en cours d'année explique la consommation de +1,15 M€ en AE et de +0,88 M€ en CP.

## OPÉRATION STRATÉGIQUE : PROSPECTIVE ET PREPARATION DE L'AVENIR (PPA)

## 1. DESCRIPTION :

Les crédits portés par l'opération stratégique « Prospective et préparation de l'avenir » pour la sous-action n° 2 permettent de financer les EOTO conduites au profit de l'engagement conventionnel et de son environnement.

## 2. ASPECTS FINANCIERS :

Niveau	Description	AE				CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Écart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Écart Consommation / Prévisions
		-1	-2	-3	(4) = (3) - (1) - (2)	-1	-2	-3	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Commandement et maîtrise de l'information	3 000 000	0	3 212 947	212 947	4 980 000	0	2 975 402	- 2 004 598
OB	Engagement-combat	9 093 432	0	3 842 893	- 5 250 539	8 012 748	0	8 102 138	89 390
OB	Études transverses	4 200 000	0	1 548 090	- 2 651 910	3 300 000	0	1 940 332	- 1 359 668
OB	Projection mobilité soutien	1 300 000	0	1 520 094	220 094	814 539	0	56 821	- 757 718
OB	Protection et sauvegarde	1 450 000	0	1 035 866	- 414 134	1 936 145	0	541 759	- 1 394 386
	Total	19 043 432	0	11 159 891	- 7 883 541	19 043 432	0	13 616 451	- 5 426 981



## Commentaires

En AE, les principaux écarts entre les prévisions LFI et l'exécution s'expliquent :

- pour l'OB « Commandement et maîtrise de l'information » (+0,21 M€), par des hausses économiques liées à l'exécution des bons de commande sur le contrat cadre OC2F (Optimisation et mise en cohérence des chaînes fonctionnelles) ;
- pour l'OB « Engagement-combat » (-5,25 M€) par le report en 2021 des affaires du schéma directeur « combat aérien » ;
- pour l'OB « Etudes transverses » (-2,65 M€) par le report en 2021 des affaires liées aux travaux sur la menace ;
- pour l'OB « Projection mobilité soutien » (+0,22 M€) par la requalification de l'étude ENERTOP (intégration des nouvelles technologies de l'énergie dans les équipements terrestres en OPEX) initialement portée sur l'activité « engagement combat » ;
- pour l'OB « Protection et sauvegarde » (-0,41 M€) par le report des commandes suite à la revue des priorités.

En CP, les écarts entre les prévisions LFI et l'exécution s'expliquent :

- majoritairement par la maîtrise des engagements en 2019 et 2020 des EOTO ;
- par une réallocation de crédits de 0,88 M€ de l'OS « PPA » au profit de l'OS « Dissuasion » ;
- par l'impact des retards de facturation liés à la crise sanitaire pour les OB « Commandement et maîtrise de l'information » et « Études transverses ».

## Sous-action

### 07.03 – Etudes amont

## PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

En complément de la LFI (1 003,6 M€ en AE et 821 M€ en CP), les ressources ont été modifiées en cours de gestion suite à :

- des décrets de transfert sortant vers le programme 192 « Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle » de - 85,6 M€ en AE et de -48,4 M€ en CP et relatif au dispositif RAPID (Régime d'appui aux PME pour l'innovation duale) et à la contribution du ministère des armées au plan NANO 2022 ;
- un décret de transfert entrant du programme 129 « Coordination du travail », de +0,4 M€ en AE/CP correspondant à la contribution ANSSI aux travaux cyber ;
- des mouvements internes au programme : -11,8 M€ en AE et -5,7 M€ en CP ;
- l'annulation de crédits par la loi de finances rectificative : -10,8 M€ en CP.

Ces mouvements ont porté la ressource disponible à 906,4 M€ en AE et à 756,6 M€ en CP.

## DÉPENSES DE L'AGRÉGAT ÉQUIPEMENT

### OPÉRATION STRATÉGIQUE : PROSPECTIVE ET PRÉPARATION DE L'AVENIR (PPA)

#### 1. DESCRIPTION

Les études amont relevant de cette opération stratégique répondent aux priorités identifiées hors « dissuasion ».

Ce sont des recherches et études appliquées rattachées à la satisfaction d'un besoin militaire prévisible et contribuant à constituer, maîtriser, entretenir ou à développer la base industrielle et technologique de défense, ainsi que l'expertise technique de l'État nécessaires à la réalisation des opérations d'armement.

Un triple objectif est poursuivi :

- disposer des technologies nécessaires au développement et à l'évolution des systèmes pour lesquels une autonomie nationale totale ou partielle est requise ;

- disposer des compétences industrielles et étatiques permettant de réaliser les programmes futurs, dans un cadre national ou en coopération ;
- susciter et accompagner l'innovation dans les domaines intéressant la défense, au travers de dispositifs de recherche coordonnés avec l'agence nationale pour la recherche (ANR), ou en favorisant la compétitivité et l'accès au marché de la défense aux PME/PMI et aux entreprises de taille intermédiaire (ETI), en lien avec la direction générale des entreprises (DGE).

## 2. ASPECTS FINANCIERS

Niveau	Description	AE				CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Écart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Écart Consommation / Prévisions
		-1	-2	-3	(3) - (1) - (2)	-1	-2	-3	(3) - (1) - (2)
OB	Aéronautique et missiles	302 150 000	0	252 357 946	- 49 792 055	256 010 659	0	247 859 603	- 8 151 056
OB	Information et renseignement classique	139 500 000	0	95 266 106	- 44 233 894	106 000 000	0	126 746 214	20 746 214
OB	Information et renseignement espace	55 000 000	0	81 207 931	26 207 931	25 000 000	0	19 772 448	- 5 227 552
OB	Innovation et technologies transverses	187 000 000	0	112 546 831	- 74 453 169	140 000 000	0	94 897 734	- 45 102 266
OB	Naval	51 500 000	0	45 397 784	- 6 102 216	51 000 000	0	54 780 585	3 780 585
OB	Terrestre, NRBC et Santé	73 500 000	0	71 521 748	- 1 978 252	58 000 000	0	45 837 949	- 12 162 051
	Total	808 650 000	0	658 298 345	- 150 351 655	636 010 659	0	589 894 533	- 46 116 126

### Commentaires

Les écarts constatés sur les niveaux d'engagement résultent du report en 2020 ou de l'anticipation en 2019 du lancement de certaines études :

- pour l'OB « Aéronautique et missiles », la consommation d'AE, inférieure au montant programmé, résulte de l'anticipation en 2019 du lancement de certains travaux en particulier sur l'hypersonique ;
- pour l'OB « Information et renseignement classique », l'écart sur le niveau d'engagement est la conséquence de l'anticipation de certaines études en 2019 et du décalage d'autres études en 2021 ;
- pour l'OB « Information et renseignement espace », l'écart sur le niveau d'engagement est cohérent de l'effort du ministère dans le domaine ;
- pour l'OB « Innovation et technologies transverses », les écarts sur les niveaux d'engagement et de paiement s'expliquent essentiellement par les transferts de crédits réalisés en gestion vers le programme 192 pour mettre en œuvre les dispositifs de soutien à l'innovation à caractère interministériel ;
- pour les OB « Naval » et « Terrestre, NRBC et Santé », l'écart sur le niveau d'engagement est la conséquence du transfert vers l'OS « fonctionnement et activités spécifiques ».

Les écarts constatés sur l'utilisation des crédits de paiement résultent de l'évolution des besoins de paiement et de l'application du principe de gestion mutualisée au niveau des études amont, ainsi que de l'annulation partielle des crédits de la réserve de précaution.

### **OB - « Aéronautique et missiles »**

Dans le domaine du système de combat aérien du futur (SCAF), l'année 2020 a permis le lancement des études de la première phase de démonstration du SCAF, en coopération avec l'Allemagne et l'Espagne, et également la poursuite des feuilles de route technologiques nationales (notamment sur le moteur). Les études contribuant à la préparation des évolutions du Rafale se sont poursuivies : des études complémentaires ont été lancées, dans les domaines de la

localisation et la guerre électronique. Un projet de démonstrateur d'antenne radar multifonction nouvelle génération a débuté.

Dans le domaine des hélicoptères de combat et des avions de transport, les études sur une protection balistique transparente ont fait l'objet d'essais concluants au sol et en vol : une intégration dans les programmes peut être envisagée. Des études sur les leurres multi-bandes, infrarouges, électromagnétiques, reprogrammables et évolutifs ont été lancées.

Dans le domaine des missiles, la coopération avec les Britanniques sur les futurs missiles longue portée s'est poursuivie avec la fin de la phase de conception ; les résultats permettent d'envisager le lancement de la phase suivante. Dans le domaine des planeurs hypersoniques, les études sur le démonstrateur se sont renforcées.

#### **OB - « Information et renseignement classique »**

Dans les domaines du renseignement militaire et de la surveillance, l'année a été marquée par des résultats encourageants sur les études de démonstrateur de drones pour applications marines et le passage de jalons déterminants sur des démonstrateurs radar de prochaine génération. Les travaux conduits dans le domaine du renseignement image et électromagnétique se sont poursuivis.

Dans les domaines des systèmes d'informations et de communications et de la cyberdéfense, les travaux de la deuxième phase du partenariat innovant ARTEMIS se sont poursuivis en 2020. Des résultats satisfaisants ont été apportés par des démonstrations sur des cas d'usage dans différents domaines.

Les études lancées sur les systèmes hydrographiques ont pu être validés *in situ* ; les études sur la radio logicielle du futur (avec notamment l'étude de l'apport de l'intelligence artificielle) ont pu être poursuivies comme prévu.

Enfin, en matière de cyberdéfense, l'étude sur les passerelles multi-niveaux capables de gérer différents contextes d'utilisation et de niveaux de sensibilité s'est poursuivie.

#### **OB - « Information et renseignement espace »**

Dans le domaine spatial, les études portant sur la préparation des moyens spatiaux futurs de renseignement d'origine image et électromagnétique, ainsi que sur le futur satellite de communication militaire ont été complétées par de nouvelles études, qui s'appuieront sur les bons résultats obtenus lors des précédentes (notamment sur la partie algorithmique).

Les expérimentations du démonstrateur de radar très longue portée ont été lancées.

#### **OB - « Naval »**

L'année 2020 a été l'occasion de poursuivre les études d'esquisse du porte-avions de nouvelle génération, dont les résultats ont permis d'éclairer les choix réalisés fin 2020.

Les études sur le sonar passif pour bâtiment de surface ont abouti à des essais en mer d'un démonstrateur embarqué sur FREMM.

La coopération avec l'Allemagne sur le futur avion de patrouille maritime s'est concrétisée par le lancement d'études sur le sujet. Les études se poursuivent sur les technologies nécessaires à la rénovation à mi-vie des frégates Horizon (en coopération avec l'Italie). Les travaux relatifs aux technologies de lutte sous la mer ont été complétés.

#### **OB - « Terrestre, NRBC et Santé »**

Dans le domaine terrestre, des premières études d'architecture du futur système de combat terrestre franco-allemand MGCS ont été lancées.

Des résultats prometteurs ont été obtenus dans le domaine de la protection du combattant.

Dans le domaine des munitions, des études se poursuivent sur les technologies des munitions guidées. Les travaux se poursuivent sur les armes non cinétiques.

Dans le domaine de la défense nucléaire, radiologique, biologique et chimique (NRBC), les études des futurs incréments des systèmes de défense NRBC ont été initiées. Des évaluations de procédés de décontamination ont pu être conduites sur le terrain.

Les études sur la santé du militaire permettent quant à elles le maintien de la compétence nationale pour le traitement des urgences vitales en opérations extérieures et l'amélioration de la résilience individuelle et collective des forces.

### **OB - « Innovation et technologies transverses »**

Conformément au document d'orientation de l'innovation de défense publié par le ministère en juillet 2019, le soutien à l'innovation ouverte et la conduite de projets d'accélération de l'innovation ont été développés, avec notamment la mise en cohérence des dispositifs de soutien à l'innovation et l'exploration de nouvelles approches en termes d'acquisition.

Cette logique a justifié le lancement en 2020 des premiers travaux de la « Red Team », dont l'objectif est de réunir et animer un collège de prospectivistes pour élaborer des scénarios d'adversité et de menaces au-delà de l'horizon programmatique du ministère des armées (2030-2060), et ainsi orienter les efforts d'innovation du ministère en imaginant des solutions permettant de s'en prémunir et de garantir la supériorité opérationnelle des armées.

Un autre appel à projets a porté sur la recherche de solutions innovantes, d'ordre technologique, organisationnel, managérial ou d'adaptation de processus industriels, visant à lutter contre la pandémie, contribuant ainsi au plan gouvernemental de lutte contre la COVID-19.

Le soutien à l'innovation interne au ministère des armées et la prise de participation au capital de PME stratégiques via le fonds Definvest ont été maintenus en 2020.

En ce qui concerne les technologies transverses, de nouvelles études ont été lancées en 2020, notamment dans le domaine des composants et des matériaux, en complément des travaux déjà lancés, qui se poursuivront.

Le programme 144 a contribué également au financement des travaux d'intérêt défense du plan interministériel « NANO 2022 ».

## **OPÉRATION STRATÉGIQUE : DISSUASION**

### **1. DESCRIPTION**

Les études amont de l'OS « Dissuasion » concernent la préparation des programmes d'équipement du domaine « dissuasion », à l'exception des recherches portant sur les armes et matières nucléaires (dont le programme simulation) et les chaufferies nucléaires.

### **2. ASPECTS FINANCIERS**

Niveau	Description	AE				CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Écart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Écart Consommation / Prévisions
		-1	-2	-3	(4) = (3) - (1) - (2)	-1	-2	-3	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Dissuasion	195 000 000	0	248 064 425	53 064 425	185 000 000	0	166 710 197	- 18 289 803
	Total	195 000 000	0	248 064 425	53 064 425	185 000 000	0	166 710 197	- 18 289 803

### **Commentaires**

La consommation d'AE, supérieure au montant programmé, résulte d'un report de 2019 vers 2020 du lancement de certains travaux, notamment le marché HYPERION, pour la préparation des incréments futurs du missile M51. Les écarts constatés sur l'utilisation des CP résultent de la réception tardive des résultats de certaines études, dont le règlement est en conséquence reporté en 2021.

Les principales études menées en 2020 ont porté sur :

- la poursuite des études visant à assurer la pérennité de l'invulnérabilité des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins et à porter à maturité les technologies pour les évolutions du missile M51 ;

## Environnement et prospective de la politique de défense

Programme n° 144 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

- la préparation du renouvellement de la composante aéroportée et des évolutions de ses moyens de communication.

### Sous-action

#### 07.04 – Gestion des moyens et subventions

### PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

En complément de la LFI (289,8 M€ en AE et en CP), les ressources ont été modifiées en cours de gestion suite à :

- un décret de transfert sortant vers le programme 134 « Développement des entreprises et régulations » de -0,68 M€ en AE et -1,4 M€ en CP correspondant à la contribution du ministère des armées à l'animation des pôles de compétitivité ;
- des mouvements internes au programme : +19,2 M€ en AE et +17,4 M€ en CP

Ces mouvements ont porté la ressource disponible à 308,4 M€ en AE et à 305,9 M€ en CP.

### OPÉRATION STRATÉGIQUE : FAS (FONCTIONNEMENT ET ACTIVITÉS SPÉCIFIQUES)

#### 1. DESCRIPTION

La part de la sous-action n°4 supportée par l'opération stratégique « Fonctionnement et activités spécifiques » concerne les subventions versées à l'ONERA, aux écoles sous tutelle de la DGA (Ecole polytechnique, ISAé, ENSTA Paris et ENSTA Bretagne) et à l'institut franco-allemand de recherches de Saint-Louis (ISL).

#### 2. ASPECTS FINANCIERS

#### AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET CRÉDITS DE PAIEMENT ANNÉE 2020 (EN €)

Niveau	Description	AE				CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Écart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Écart Consommation / Prévisions
		-1	-2	-3	(4) = (3) - (1) - (2)	-1	-2	-3	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Subventions et transferts	286 792 352	0	305 844 750	19 052 398	286 792 352	0	304 044 750	17 252 398
	Total	286 792 352	0	305 844 750	19 052 398	286 792 352	0	304 044 750	17 252 398

#### Commentaires

Cet OB présente une sur-consommation de 19 M€ en AE et 17 M€ en CP. Ces écarts se justifient principalement par :

- la mise en application des décisions interministérielles concernant les projets BEM et BACHELOR au profit de l'Ecole polytechnique ;
- le complément portant le montant de la subvention pour charge de service public (SCSP) à 110 M€ vers l'ONERA ;
- le décalage du paiement de certaines opérations en 2021 ;
- la redotation suite aux conséquences de la crise sanitaire.

## DÉPENSES DE L'AGRÉGAT ÉQUIPEMENT

## OPÉRATION STRATÉGIQUE : PROSPECTIVE ET PRÉPARATION DE L'AVENIR (PPA)

## 1. DESCRIPTION :

La part de la sous-action n°4 supportée par l'opération stratégique « Prospective et préparation de l'avenir » concerne les subventions versées à des organismes d'études, fondations, confédérations amicales de corps d'officiers de l'armement ou au titre du soutien aux PME-PMI.

## 2. ASPECTS FINANCIERS :

Niveau	Description	AE				CP			
		LFI	Prévision FdC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Ecart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FdC/ADP du PAP	Consommation	Ecart Consommation / Prévisions
		-1	-2	-3	(4) = (3) - (1) - (2)	-1	-2	-3	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Divers	3 025 000	0	2 542 455	- 482 545	3 025 000	0	1 812 447	- 1 212 553
	Total	3 025 000	0	2 542 455	- 482 545	3 025 000	0	1 812 447	- 1 212 553

## Commentaires

La consommation d'AE et de CP est inférieure au montant programmé. Ceci est dû au transfert de crédits vers le programme 134 pour l'animation des pôles de compétitivité.

## SYNTHÈSE ACTION 07

## AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CRÉDITS DE PAIEMENT ANNÉE 2020 (EN €)

Niveau	Description	AE					CP			
		Prévision LFI	Prévision FdC/ADP du PLF	Affectation sur TF	Engagement hors TF	Ecart Utilisation / Prévision LFI	Prévision LFI	Prévision FdC/ADP du PLF	Conso	Ecart Conso / Prévision LFI
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) + (4) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OS	Dissuasion (DIS)	198 400 000	0	0	252 614 297	54 214 297	188 400 000	0	170 988 685	-17 411 315
OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	286 792 352	0	0	305 844 750	19 052 398	286 792 352	0	304 044 750	17 252 398
OS	Prospective et préparation de l'avenir (PPA)	841 512 706	0	0	680 039 611	-161 473 095	667 833 365	0	613 263 888	-54 569 477
	Total	1 326 705 058	0	0	1 238 498 659	-88 206 399	1 143 025 717	0	1 088 297 323	-54 728 394

## ENGAGEMENTS ET ÉCHÉANCIERS DE PAIEMENT (EN M€)

Niveau	Description	PLF/	Engagements	Paiements
--------	-------------	------	-------------	-----------

## Environnement et prospective de la politique de défense

Programme n° 144 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

		PLR	Eng restant à payer à fin 2019	Eng 2020	2020	2021	2022	> 2022	Total
OS	Dissuasion (DIS)	PLF	303,04	198,40	188,40	150,25	82,13	80,66	501,44
		<b>PLR</b>	<b>302,51</b>	<b>252,61</b>	<b>170,99</b>	<b>197,32</b>	<b>63,64</b>	<b>123,17</b>	<b>555,12</b>
OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	PLF	0,00	286,79	286,79	0,00	0,00	0,00	286,79
		<b>PLR</b>	<b>0,00</b>	<b>305,84</b>	<b>304,04</b>	<b>1,80</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>305,84</b>
OS	Prospective et préparation de l'avenir (PPA)	PLF	1144,38	841,51	667,83	552,82	348,81	416,42	1985,89
		<b>PLR</b>	<b>1093,53</b>	<b>680,04</b>	<b>613,26</b>	<b>592,01</b>	<b>249,30</b>	<b>319,00</b>	<b>1773,57</b>
Écarts (PLR-PLF)			51,38	88,21	54,73	- 88,06	118,01	54,91	139,59

### ACTION

#### 08 – Relations internationales et diplomatie de défense

Action / Sous-action	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
<i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i>						
<i>Réalisation</i>						
08 – Relations internationales et diplomatie de défense		39 955 283 35 042 891	<b>39 955 283</b> <b>35 042 891</b>		40 055 283 35 155 411	<b>40 055 283</b> <b>35 155 411</b>

#### ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 3 : Dépenses de fonctionnement	5 169 326	2 227 615	5 169 326	2 309 716
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	5 169 326	2 227 615	5 169 326	2 309 716
Titre 6 : Dépenses d'intervention	34 785 957	32 815 276	34 885 957	32 845 695
Transferts aux entreprises		964 986		995 405
Transferts aux autres collectivités	34 785 957	31 850 290	34 885 957	31 850 290
<b>Total</b>	<b>39 955 283</b>	<b>35 042 891</b>	<b>40 055 283</b>	<b>35 155 411</b>

### PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

L'action « Relations internationales et diplomatie de défense » relève directement de la DGRIS au titre de ses responsabilités en matière de coordination de l'action internationale du ministère des armées et de définition de sa stratégie d'influence internationale.

Les crédits de cette action ont notamment permis de financer :

- la contribution forfaitaire de la France à la République de Djibouti au titre de la présence des forces françaises stationnées, conformément au traité de coopération en matière de défense ratifié en 2013 ;
- la participation française au budget de fonctionnement de l'Agence européenne de défense (AED) en application des dispositions du chapitre 3 de la Décision (PESC) 2015/1835 du Conseil de l'Union Européenne du 12 octobre 2015 ;
- la contribution du ministère des armées au financement du forum de la paix de Paris (événement international portant sur les questions de gouvernance mondiale et de multilatéralisme) ;

- les dépenses de fonctionnement des 89 missions et des représentations militaires auprès des organisations internationales.

Si la crise sanitaire a eu un impact sur l'action internationale du ministère du fait de la réduction du trafic aérien et donc des visites et déplacements depuis et vers l'étranger, des limites imposées au nombre de personnes pouvant être rassemblées (annulation de plusieurs séminaires dont le Forum international de Dakar sur la paix et la sécurité en Afrique), l'essentiel des échanges avec les partenaires étrangers ont pu être maintenus.



## DÉPENSES DE L'AGRÉGAT FONCTIONNEMENT

## OPÉRATION STRATÉGIQUE : ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES (AOP)

## 1. DESCRIPTION

Les crédits de l'OS « Activités opérationnelles » (AOP) couvrent principalement les dépenses de déplacements du personnel de la DGRIS lors des missions de représentation, d'études et de coordination à l'étranger ainsi que celles effectuées par les attachés d'armement.

## 2. ASPECTS FINANCIERS

Autorisations d'engagements et crédits de paiement année 2020 (en €).

Niveau	Description	AE				CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Écart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Écart Consommation / Prévisions
		-1	-2	-3	(3) - (1) - (2)	-1	-2	-3	(3) - (1) - (2)
OB	Déplacements et transports	1 140 432	0	394 119	- 746 313	1 140 432	0	458 697	- 681 735
	Total	1 140 432	0	394 119	- 746 313	1 140 432	0	458 697	- 681 735

## OB « Déplacements et transports »

L'OB présente une sous-consommation de 0,7 M€ en AE et de 0,7 M€ en CP. Cette baisse de 65 % en AE et 60 % en CP est liée aux incidences de la crise sanitaire sur le trafic aérien et donc au nombre de déplacements en nette diminution.

## OPÉRATION STRATÉGIQUE : FONCTIONNEMENT ET ACTIVITÉS SPÉCIFIQUES (FAS)

## 1. DESCRIPTION

Sur cette action, les crédits de l'OS « Fonctionnement et Activités Spécifiques » (FAS) comprennent notamment :

- la contribution forfaitaire versée à la république de Djibouti (traité de coopération du 21 décembre 2011) ;
- la contribution française au budget de fonctionnement de l'AED ;
- la participation au forum de Dakar, portant sur la paix et la sécurité en Afrique, qui rassemble annuellement des chefs d'État et de gouvernements africains ainsi que des experts, des représentants d'organisations internationales et de la société civile ;
- les dépenses pour les missions de défense (MdD) qui comprennent les gratifications des stagiaires de l'enseignement supérieur ;
- les frais de mutation du personnel relevant de la direction générale de l'armement (DGA) affecté dans les missions de défense près des ambassades et plus généralement en poste permanent à l'étranger.

## 2. ASPECTS FINANCIERS

## AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET CRÉDITS DE PAIEMENT ANNÉE 2020 (EN €)

Niveau	Description	AE				CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Écart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Conso	Écart Conso / Prévisions

		-1	-2	-3	(4) = (3) - (1) - (2)	-1	-2	-3	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Mobilité des personnels	436 800	0	279 100	- 157 700	436 800	0	279 100	- 157 700
OB	Relations internationales	30 628 609	0	28 022 680	- 2 605 929	30 628 609	0	28 043 413	- 2 585 196
OB	Communication et relations publiques	161 741	0	188 649	26 908	161 741	0	176 907	15 166
OB	Subventions et transferts	6 487 701	0	5 212 304	- 1 275 397	6 487 701	0	5 212 304	- 1 275 397
	Total	37 714 851	0	33 702 733	- 4 012 118	37 714 851	0	33 711 724	- 4 003 127

La consommation sur l'OS FAS est inférieure à la programmation initiale (-4 M€ en AE et en CP). Cette sous-consommation résulte principalement des facteurs suivants :

- la contribution française au budget de fonctionnement de l'AED, moins élevée que prévue. Le montant prévisionnel était construit sur un départ du Royaume-Uni de l'Union Européenne au 31 décembre 2019. Les Britanniques ont finalement participé au budget de fonctionnement de l'AED en 2020 à l'exception du budget rectificatif ;
- l'annulation de nombreux séminaires en raison de la crise sanitaire et en particulier le forum de Dakar ;

La contribution forfaitaire versée à la République de Djibouti est conforme à la prévision LFI de 26,4 M€.

## DÉPENSES DE L'AGRÉGAT ÉQUIPEMENT

### OPÉRATION STRATÉGIQUE : PROSPECTIVE ET PRÉPARATION DE L'AVENIR (PPA)

#### 1. DESCRIPTION

Les crédits de cette opération stratégique financent la contribution aux actions de coopération bilatérales et multilatérales du partenariat mondial contre la prolifération des armes de destruction massive et des matières connexes (PMG7) qui participe au contrôle des transferts de biens et technologies sensibles et de la maîtrise des armements.

#### 2. ASPECTS FINANCIERS

Niveau	Description	AE				CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Écart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Écart Consommation / Prévisions
		-1	-2	-3	(4) = (3) - (1) - (2)	-1	-2	-3	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Accords internationaux	1 100 000	0	964 986	- 135 014	1 200 000	0	995 405	- 204 595
	Total	1 100 000	0	964 986	- 135 014	1 200 000	0	995 405	- 204 595

En 2020, les ressources allouées ont permis de financer :

- les actions françaises inscrites dans le cadre du PMG7 ;
- la participation du ministère des armées (35 K€) au financement du fonctionnement de la Commission nationale pour l'élimination de mines antipersonnel (CNEMA) ;
- le soutien financier pour la construction d'un nouveau laboratoire de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) qui vise à améliorer son expertise dans la vérification des allégations d'emploi de ces armes. La contribution au titre de 2020 s'élève à 0,1 M€.

## Environnement et prospective de la politique de défense

Programme n° 144 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

### SYNTHÈSE ACTION 08

#### AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CRÉDITS DE PAIEMENT ANNÉE 2020 (EN €)

Niv	Description	AE					CP			
		Prévision LFI (1)	Prévision FdC/ADP du PLF (2)	Affectation sur TF (3)	Engagement hors TF (4)	Écart Utilisation / Prévision LFI (5) = (3) + (4) - (1) - (2)	Prévision LFI (1)	Prévision FdC/ADP du PLF (2)	Conso (3)	Écart Conso / Prévision LFI (4) = (3) - (1) - (2)
OS	Activités opérationnelles (AOP)	1 140 432	0	0	394 119	- 746 313	1 140 432	0	458 697	- 681 735
OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	37 714 851	0	0	33 702 733	- 4 012 118	37 714 851	0	33 711 724	- 4 003 127
OS	Prospective et préparation de l'avenir (PPA)	1 100 000	0	0	964 986	- 135 014	1 200 000	0	995 405	- 204 595
	<b>Total</b>	<b>39 955 283</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>35 061 837</b>	<b>- 4 893 446</b>	<b>40 055 283</b>	<b>0</b>	<b>35 165 826</b>	<b>- 4 889 457</b>

#### ENGAGEMENTS ET ÉCHÉANCIERS DE PAIEMENT (EN M€)

Niveau	Description	PLF/PLR	Engagements		Paiements				
			Eng restant à payer à fin 2019	Eng 2020	2020	2021	2022	> 2022	Total
OS	Activités opérationnelles (AOP)	PLF	0,09	1,14	1,14	0,09	0,00	0,00	1,23
		PLR	0,07	0,39	0,46	0,00	0,00	0,00	<b>0,46</b>
OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	PLF	0,28	37,71	37,71	0,28	0,00	0,00	37,99
		PLR	0,27	33,70	33,71	0,26	0,00	0,00	<b>33,97</b>
OS	Prospective et préparation de l'avenir (PPA)	PLF	0,46	1,10	1,20	0,36	0,00	0,00	1,56
		PLR	0,83	0,96	1,00	0,56	0,24	0,00	<b>1,80</b>
	<b>Ecart (PLR-PLF)</b>		<b>- 0,34</b>	<b>4,89</b>	<b>4,89</b>	<b>- 0,09</b>	<b>- 0,24</b>	<b>0,00</b>	<b>4,55</b>

## RÉCAPITULATION DES CRÉDITS ET EMPLOIS ALLOUÉS AUX OPÉRATEURS DE L'ÉTAT

## RÉCAPITULATION DES CRÉDITS ALLOUÉS PAR LE PROGRAMME AUX OPÉRATEURS

Opérateur financé (Programme chef de file) Nature de la dépense	Réalisation 2019		Prévision LFI 2020		Réalisation 2020	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
<b>ENSTA Bretagne - Ecole nationale supérieure de techniques avancées Bretagne (P144)</b>	<b>16 017 115</b>	<b>15 040 631</b>	<b>15 225 666</b>	<b>15 225 666</b>	<b>17 415 466</b>	<b>16 075 593</b>
Subventions pour charges de service public	14 593 281	14 593 281	14 925 666	14 925 666	14 925 666	14 925 666
Dotations en fonds propres			300 000	300 000	300 000	300 000
Transferts	1 423 834	447 350			2 189 800	849 927
<b>ENSTA ParisTech - Ecole nationale supérieure de techniques avancées ParisTech (P144)</b>	<b>17 438 811</b>	<b>17 340 011</b>	<b>17 949 935</b>	<b>17 949 935</b>	<b>19 593 997</b>	<b>18 671 895</b>
Subventions pour charges de service public	16 920 011	16 920 011	17 449 935	17 449 935	17 449 935	17 449 935
Dotations en fonds propres			500 000	500 000	500 000	500 000
Transferts	518 800	420 000			1 644 062	721 960
<b>ISAE - Institut supérieur de l'aéronautique et de l'espace (P144)</b>	<b>45 872 627</b>	<b>36 992 652</b>	<b>40 097 657</b>	<b>40 097 657</b>	<b>41 923 217</b>	<b>40 948 461</b>
Subventions pour charges de service public	36 498 902	36 498 902	38 197 657	38 197 657	38 197 657	38 197 657
Dotations en fonds propres			1 900 000	1 900 000	1 900 000	1 900 000
Transferts	9 373 725	493 750			1 825 560	850 804
<b>ONERA - Office national d'études et de recherches aérospatiales (P144)</b>	<b>105 759 499</b>	<b>104 864 154</b>	<b>105 716 070</b>	<b>105 716 070</b>	<b>118 678 233</b>	<b>114 944 114</b>
Subventions pour charges de service public	104 665 254	104 665 254	105 716 070	105 716 070	114 386 233	114 386 233
Transferts	1 094 245	198 900			4 292 000	557 881
<b>X - Ecole polytechnique (P144)</b>	<b>90 540 099</b>	<b>90 022 651</b>	<b>85 313 024</b>	<b>85 313 024</b>	<b>98 012 239</b>	<b>95 122 029</b>
Subventions pour charges de service public	89 241 189	89 241 189	85 313 024	85 313 024	95 695 259	93 895 259
Transferts	1 298 910	781 462			2 316 980	1 226 770
<b>Institut Polytechnique de Paris (P144)</b>			<b>3 150 000</b>	<b>3 150 000</b>	<b>3 150 000</b>	<b>3 150 000</b>
Subventions pour charges de service public			2 400 000	2 400 000	2 400 000	2 400 000
Dotations en fonds propres			750 000	750 000	750 000	750 000
<b>IGN - Institut national de l'information géographique et forestière (P159)</b>						<b>17 700</b>
Transferts						17 700
<b>ADEME - Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (P181)</b>					<b>59 000</b>	
Transferts					59 000	
<b>ENPC - Ecole nationale des Ponts et Chaussées (P217)</b>		<b>14 750</b>				<b>17 700</b>
Transferts		14 750				17 700
<b>Universités et assimilés (P150)</b>	<b>1 521 859</b>	<b>697 738</b>			<b>2 194 044</b>	<b>547 487</b>
Transferts	1 521 859	697 738			2 194 044	547 487
<b>Ecoles et formations d'ingénieurs (P150)</b>	<b>922 889</b>	<b>233 940</b>			<b>806 948</b>	<b>256 636</b>
Transferts	922 889	233 940			806 948	256 636
<b>Autres opérateurs d'enseignement supérieur et de recherche (P150)</b>	<b>118 000</b>	<b>61 950</b>			<b>177 000</b>	<b>23 600</b>
Transferts	118 000	61 950			177 000	23 600
<b>ANR - Agence nationale de la recherche (P172)</b>	<b>15 026 946</b>	<b>4 594 191</b>			<b>14 347 952</b>	<b>9 847 963</b>
Transferts	15 026 946	4 594 191			14 347 952	9 847 963
<b>Communautés d'universités et d'établissements (P150)</b>	<b>354 000</b>					<b>73 750</b>

## Environnement et prospective de la politique de défense

Programme n° 144 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

Opérateur financé (Programme chef de file) Nature de la dépense	Réalisation 2019		Prévision LFI 2020		Réalisation 2020	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts	354 000					73 750
<b>CEA - Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (P172)</b>	<b>10 425 787</b>	<b>8 235 600</b>			<b>7 200 000</b>	<b>10 784 082</b>
Transferts	10 425 787	8 235 600			7 200 000	10 784 082
<b>CNRS - Centre national de la recherche scientifique (P172)</b>	<b>961 707</b>	<b>251 766</b>			<b>3 075 708</b>	<b>250 515</b>
Transferts	961 707	251 766			3 075 708	250 515
<b>IFREMER - Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (P172)</b>						<b>32 450</b>
Transferts						32 450
<b>INRIA - Institut national de recherche en informatique et en automatique (P172)</b>	<b>2 685 399</b>	<b>177 608</b>			<b>174 579</b>	<b>458 053</b>
Transferts	2 685 399	177 608			174 579	458 053
<b>Groupe Mines Télécom (P192)</b>	<b>78 977</b>	<b>35 400</b>			<b>118 000</b>	<b>70 127</b>
Transferts	78 977	35 400			118 000	70 127
<b>INSERM - Institut national de la santé et de la recherche médicale (P172)</b>	<b>413 000</b>	<b>59 000</b>			<b>236 000</b>	<b>64 900</b>
Transferts	413 000	59 000			236 000	64 900
<b>Total</b>	<b>308 136 715</b>	<b>278 622 042</b>	<b>267 452 352</b>	<b>267 452 352</b>	<b>327 162 383</b>	<b>311 357 054</b>
Total des subventions pour charges de service public	261 918 637	261 918 637	264 002 352	264 002 352	283 054 750	281 254 750
Total des dotations en fonds propres			3 450 000	3 450 000	3 450 000	3 450 000
Total des transferts	46 218 078	16 703 405			40 657 633	26 652 304

Les financements opérés par le programme 144 au profit des opérateurs sont supérieurs à la prévision (+16,3%) ainsi qu'à l'exécuté 2019 (+11,6%). En 2020, les écoles ont bénéficié de la totalité de leur subvention prévue en LFI, la réserve de précaution ayant été levée dans leur cas. En outre, de manière plus substantielle, les subventions de l'ONERA et de l'Ecole polytechnique ont été majorées en gestion pour compenser tout ou partie de l'impact de la crise sanitaire sur ces opérateurs qui ont été particulièrement touchés puisque générant habituellement un volume important de recettes propres.

S'agissant de l'ONERA, le maintien et même la hausse du soutien institutionnel a permis de maintenir l'activité et de préserver les capacités en dépit de la baisse des commandes du secteur aéronautique dans le contexte de crise sanitaire.

Au-delà des opérateurs dont le programme est chef de file, des financements ont été accordés d'autres opérateurs de l'État dans le cadre du soutien à l'innovation, assuré par les crédits dédiés aux études amonts (sous-action 07-03). Ainsi ont été financés, dans le cadre de partenariats de recherche :

- des projets labellisés de recherche dans le domaine CYBER ;
- des séminaires de recherche commun ;
- des cofinancements de thèse.

### CONSOLIDATION DES EMPLOIS DES OPÉRATEURS DONT LE PROGRAMME EST CHEF DE FILE

#### EMPLOIS EN FONCTION AU SEIN DES OPÉRATEURS DE L'ÉTAT

Opérateur	ETPT rémunérés par ce programme ou d'autres programmes	ETPT rémunérés par les opérateurs				ETPT rémunérés par d'autres collectivités
		sous plafond *	hors plafond	dont contrats aidés	dont apprentis	
ENSTA Bretagne - Ecole nationale supérieure de techniques avancées Bretagne	Réalisation 2019	0	179	56	1	0
	Prévision 2020	0	179	179	56	0
	Réalisation 2020	0	179	67	0	2
ENSTA ParisTech - Ecole nationale		0	171	44	0	0

Opérateur	ETPT rémunérés par ce programme ou d'autres programmes	ETPT rémunérés par les opérateurs				ETPT rémunérés par d'autres collectivités
		sous plafond *	hors plafond	dont contrats aidés	dont apprentis	
supérieure de techniques avancées ParisTech	0	172	17	0	0	0
	0	169	39	0	0	5
ISAE - Institut supérieur de l'aéronautique et de l'espace	0	412	119	0	0	0
	0	416	131	0	0	0
	0	409	146	0	0	0
ONERA - Office national d'études et de recherches aérospatiales	0	1 722	136	0	0	0
	0	1 749	139	0	0	0
	0	1 737	159	0	29	0
X - Ecole polytechnique	0	2 551	406	18	0	0
	0	2 649	293	18	0	0
	0	2 640	376	19	0	0
Institut Polytechnique de Paris	0	0	0	0	0	0
	0	20	0	0	0	0
	0	3	0	0	0	11
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>5 035</b>	<b>761</b>	<b>19</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	<b>0</b>	<b>5 185</b>	<b>759</b>	<b>74</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	<b>0</b>	<b>5 137</b>	<b>787</b>	<b>19</b>	<b>31</b>	<b>16</b>

\* Les emplois sous plafond 2020 font référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale 2020 ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2020

L'évolution des effectifs des opérateurs du programme 144 aura été fortement marquée par les effets de la crise sanitaire qui a entraîné des difficultés de recrutement plus ou moins importantes selon les établissements. A titre d'illustration, l'Institut polytechnique de Paris, pour sa première année d'existence, n'a pu effectuer les recrutements escomptés au premier trimestre que sur le troisième trimestre et la prise en paie a été décalée du fait d'un retard dans le déploiement du système d'information dédié imputable au premier confinement.

A l'inverse, l'Ecole polytechnique ou l'ONERA sont parvenus à s'approcher de la saturation de leur plafond d'emplois bien qu'ils aient été également très affectés par le contexte sanitaire.

## SCHÉMA D'EMPLOIS ET PLAFOND DES AUTORISATIONS D'EMPLOIS DES OPÉRATEURS DE L'ÉTAT

	Prévision ETPT	Réalisation ETPT
<b>Emplois sous plafond 2020 *</b>	<b>5 185</b>	<b>5 137</b>

\* Ces emplois sous plafond font référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale 2020 ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2020

	Prévision ETP	Réalisation ETP
Schéma d'emplois 2020 en ETP	7	-2

L'évolution à la hausse du schéma d'emplois des établissements du programme 144 est principalement imputable à l'Ecole polytechnique qui a connu, en 2020, le transfert de 66 doctorants en provenance du MESRI, consécutif à la mise sous plafond d'emplois des doctorants financés par le MESRI et employés par l'école. De plus, l'X connaît une hausse de son plafond liée au recrutement de 20 élèves ingénieurs supplémentaires par an conformément à l'objectif fixé dans le COP.

L'ONERA a connu un schéma d'emploi positif dans le contexte d'une hausse importante de son volume de commandes. L'ISAé a, lui connu des difficultés de recrutement, liées au contexte sanitaire, qui ont amené l'établissement à afficher un solde négatif important (-13 ETP). L'Ecole polytechnique a conduit, hors transferts, une manœuvre de baisse de ses emplois sous plafond notamment dans la perspective d'un retour à l'équilibre des comptes.

**Environnement et prospective de la politique de défense**

Programme n° 144 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

**FISCALITÉ AFFECTÉE AUX OPÉRATEURS DONT LE PROGRAMME EST CHEF DE FILE**

Intitulé de l'opérateur	Budget initial	Compte financier
ENSTA Bretagne - Ecole nationale supérieure de techniques avancées Bretagne	26 000	20 668
ENSTA ParisTech - Ecole nationale supérieure de techniques avancées ParisTech	27 400	0
ISAE - Institut supérieur de l'aéronautique et de l'espace	30 000	536 561
ONERA - Office national d'études et de recherches aérospatiales	0	0
X - Ecole polytechnique	0	86 290
Institut Polytechnique de Paris	0	0
<b>Total</b>	<b>83 400</b>	<b>643 519</b>





## OPÉRATEURS

### ENSTA BRETAGNE - ECOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DE TECHNIQUES AVANCÉES BRETAGNE

#### ANALYSE DE L'ACTIVITÉ ET DES RÉSULTATS DE L'OPÉRATEUR

Établissement public national à caractère administratif, l'ENSTA Bretagne dispense à ses élèves un enseignement supérieur ayant pour objet la formation d'ingénieurs des études et techniques d'armement et d'ingénieurs civils français et étrangers, dans les domaines naval, mécanique, électronique et les domaines connexes.

Elle dispense également, à des personnes titulaires de certains diplômes, des enseignements de spécialisation ainsi que des enseignements de perfectionnement et de mise à jour des connaissances.

Pour l'année scolaire 2020-2021, l'ENSTA Bretagne accueille 955 élèves (860 élèves et 95 doctorats). L'effectif total se stabilise par rapport à l'année scolaire 2019-2020 (962 élèves).

L'ENSTA Bretagne s'est associée avec l'Ecole navale afin de créer le mastère spécialisé en maintien en condition opérationnelle (MCO) maritime. Un des objectifs de cette formation est de valoriser à l'international le savoir-faire français dans ce domaine. Cette formation diplômante a également pour but de favoriser la réinsertion des marins et d'améliorer l'attractivité des jeunes vers les métiers du MCO.

L'ENSTA Bretagne conduit des travaux de recherche scientifique et technique dans des installations et laboratoires qui lui sont propres ou qui sont mis à sa disposition ou qui relèvent d'organismes avec lesquels elle a conclu des accords de coopération.

Elle concourt, par l'ensemble de ses activités, organisées en collaboration avec les milieux scientifiques et professionnels nationaux, étrangers ou internationaux, à l'effort national de formation, de recherche et de développement technologique dans le cadre d'une politique d'information scientifique et technique. Elle peut passer, à cet effet, des contrats ou conventions avec tout organisme public ou privé, français, étranger ou international.

En 2020, la chaire industrielle "self-heating", pilotée par l'ENSTA Bretagne avec Naval Group et Safran a été retenue par l'Agence nationale de la recherche (ANR). L'objectif de ce projet est de mesurer la signature thermique des matériaux afin de prédire leur endommagement et leur endurance en service.

Les principaux objectifs et indicateurs de l'opérateur ENSTA Bretagne sont définis par le contrat d'objectifs et de performance (COP) pluriannuel 2017 – 2021, signé le 14 décembre 2016. Les objectifs du COP portent notamment sur l'amélioration de la notoriété de l'ENSTA Bretagne, sur l'accroissement des ressources propres, sur la mise en œuvre des partenariats stratégiques, sur la valorisation des activités de recherche, sur le développement de l'implication financière de l'industrie dans le fonctionnement de l'établissement et sur l'ouverture à l'international.

Dans ce cadre, l'ENSTA Bretagne développe notamment des partenariats dans le cadre régional et un rapprochement avec les écoles d'ingénieurs à proximité.

## FINANCEMENT APPORTÉ À L'OPÉRATEUR PAR LE BUDGET DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

Programme intéressé Nature de la dépense	Réalisation 2019		Prévision LFI 2020		Réalisation 2020	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
<b>P105 – Action de la France en Europe et dans le monde</b>		<b>12</b>				<b>24</b>
Transferts		12				24
<b>P185 – Diplomatie culturelle et d'influence</b>						<b>4</b>
Transferts						4
<b>P144 – Environnement et prospective de la politique de défense</b>	<b>16 017</b>	<b>15 041</b>	<b>15 226</b>	<b>15 226</b>	<b>17 415</b>	<b>16 076</b>
Subventions pour charges de service public	14 593	14 593	14 926	14 926	14 926	14 926
Dotations en fonds propres			300	300	300	300
Transferts	1 424	447			2 190	850
<b>P178 – Préparation et emploi des forces</b>	<b>2</b>	<b>2</b>				
Transferts	2	2				
<b>P146 – Équipement des forces</b>	<b>15</b>	<b>15</b>			<b>21</b>	<b>21</b>
Transferts	15	15			21	21
<b>P192 – Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle</b>	<b>184</b>	<b>202</b>			<b>713</b>	<b>684</b>
Transferts	184	202			713	684
<b>Total</b>	<b>16 219</b>	<b>15 272</b>	<b>15 226</b>	<b>15 226</b>	<b>18 150</b>	<b>16 809</b>

La réserve de précaution ayant été levée en fin d'année, le montant de la subvention pour charges de service public (SCSP) et de la dotation en fonds propres (DFP) versées à l'ENSTA Bretagne est conforme à celui prévu en LFI 2020.

Au-delà de la subvention versée par le P144, l'ENSTA Bretagne a reçu des financements au titre des projets de recherche que l'établissement conduit.

## Environnement et prospective de la politique de défense

Programme n° 144 | OPÉRATEURS

### COMPTE FINANCIER 2020

#### Avertissement

Le compte financier de l'opérateur n'a pas pu être voté par son Conseil d'Administration avant la date de rédaction du présent RAP. Les données sont donc provisoires. Le compte financier de l'opérateur n'a pas été certifié par un commissaire aux comptes.

### COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)

Charges	Budget initial 2020	Compte financier 2020 *	Produits	Budget initial 2020	Compte financier 2020 *
Personnel	15 695	16 754	Subventions de l'État	14 687	14 926
<i>dont contributions employeur au CAS pensions</i>	<i>1 804</i>	<i>1 793</i>	– subventions pour charges de service public	14 687	14 926
			– crédits d'intervention( transfert)		
Fonctionnement autre que les charges de personnel	9 180	8 490	Fiscalité affectée	26	21
Intervention (le cas échéant)			Autres subventions	3 813	4 056
Total des charges non décaissables sur le fonctionnement et/ou l'intervention	2 292	2 802	Revenus d'activité et autres produits	6 407	7 537
<i>dont dotations aux amortissements, dépréciations et provisions</i>	<i>2 292</i>	<i>2 802</i>	<i>dont reprises sur amortissements, dépréciations et provisions</i>		<i>1 878</i>
<i>dont valeur nette comptable des éléments d'actif cédés</i>			<i>dont produits de cession d'éléments d'actif</i>		<i>4</i>
			<i>dont quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs</i>	<i>1 450</i>	<i>1 316</i>
<b>Total des charges</b>	<b>24 875</b>	<b>25 244</b>	<b>Total des produits</b>	<b>24 933</b>	<b>26 538</b>
Résultat : bénéfice	58	1 295	Résultat : perte		
Total : équilibre du CR	24 933	26 538	Total : équilibre du CR	24 933	26 538

\* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

### ÉVOLUTION DE LA SITUATION PATRIMONIALE

(en milliers d'euros)

Emplois	Budget initial 2020	Compte financier 2020 *	Ressources	Budget initial 2020	Compte financier 2020 *
Insuffisance d'autofinancement			Capacité d'autofinancement	900	898
Investissements	2 028	2 262	Financement de l'actif par l'État	288	300
			Financement de l'actif par les tiers autres que l'État	1 175	536
			Autres ressources		4
Remboursement des dettes financières			Augmentation des dettes financières		
<b>Total des emplois</b>	<b>2 028</b>	<b>2 262</b>	<b>Total des ressources</b>	<b>2 363</b>	<b>1 738</b>
Augmentation du fonds de roulement	334		Diminution du fonds de roulement		524

\* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

Le résultat de l'exercice présente un bénéfice de 1,3 M€. La gestion a été impactée par le règlement d'un contentieux de 1,4 M€ qui était provisionné. Si celui-ci a eu un impact en trésorerie, il n'a pas impacté le résultat final qui est fortement positif en raison des diminutions de dépenses de fonctionnement (missions, colloques...) dues à la crise sanitaire.

Les dépenses d'investissement se sont poursuivies comme prévues et se sont même renforcées pour investir dans l'enseignement à distance.

Les décalages de versement de subventions dans le cadre du CPER, essentiellement le FEDER, expliquent la diminution du fonds de roulement.

## AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES

(en milliers d'euros)

Dépenses	Budget initial 2020		Compte financier 2020 *	
	AE	CP	AE	CP
Personnel	15 695	15 695	16 754	16 754
Fonctionnement	6 700	6 919	5 769	5 783
Intervention	0	0	0	0
Investissement	1 533	2 048	2 109	2 262
<b>Total des dépenses AE (A) CP (B)</b>	<b>23 928</b>	<b>24 662</b>	<b>24 632</b>	<b>24 798</b>
dont contributions employeur au CAS pensions	1 804	1 804	1 793	1 793

\* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

(en milliers d'euros)

Recettes	Budget initial 2020	Compte financier 2020 *
<b>Recettes globalisées</b>	<b>22 622</b>	<b>23 475</b>
Subvention pour charges de service public	14 687	14 926
Autres financements de l'État	2 412	2 016
Fiscalité affectée	26	21
Autres financements publics	741	1 204
Recettes propres	4 757	5 309
<b>Recettes fléchées</b>	<b>2 234</b>	<b>1 065</b>
Financements de l'État fléchés	731	300
Autres financements publics fléchés	1 303	536
Recettes propres fléchées	200	229
<b>Total des recettes (C)</b>	<b>24 856</b>	<b>24 540</b>
<b>Solde budgétaire (excédent) (D1 = C - B)</b>	<b>194</b>	<b>0</b>
<b>Solde budgétaire (déficit) (D2 = B - C)</b>	<b>0</b>	<b>258</b>

\* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

## DÉPENSES PAR DESTINATION

(en milliers d'euros)

Destination	Personnel	Fonctionnement		Intervention		Investissement		Total	
	Budget initial Compte financier *	AE = CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE
Fonction soutien	2 982	1 325	1 325	0	0	721	721	5 028	5 028
	3 183	1 142	1 145	0	0	991	1 063	5 316	5 391
Formation	6 749	2 088	2 088	0	0	234	234	9 071	9 071
	7 204	1 764	1 769	0	0	316	339	9 285	9 313
Recherche	5 964	2 601	2 820	0	0	578	1 093	9 144	9 878
	6 367	2 283	2 289	0	0	801	859	9 451	9 515
Vie étudiante	0	685	685	0	0	0	0	685	685
	0	580	580	0	0	0	0	580	580
<b>Total</b>	<b>15 695</b>	<b>6 700</b>	<b>6 919</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 533</b>	<b>2 048</b>	<b>23 928</b>	<b>24 662</b>
	<b>16 754</b>	<b>5 769</b>	<b>5 783</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 109</b>	<b>2 262</b>	<b>24 632</b>	<b>24 798</b>

\* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

## Environnement et prospective de la politique de défense

Programme n° 144 | OPÉRATEURS

### ÉQUILIBRE FINANCIER

(en milliers d'euros)

Besoins	Budget initial 2020	Compte financier 2020 *
<b>Solde budgétaire (déficit) (D2)</b>	<b>0</b>	<b>258</b>
Remboursements d'emprunts (capital), nouveaux prêts (capital), dépôts et cautionnements	0	0
Opérations au nom et pour le compte de tiers : besoins	442	426
Autres décaissements non budgétaires	240	72
<b>Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)</b>	<b>682</b>	<b>757</b>
<b>ABONDEMENT de la trésorerie = (2) - (1)</b>	<b>224</b>	<b>0</b>
Abondement de la trésorerie fléchée	0	147
Abondement de la trésorerie non fléchée	224	0
<b>Total des besoins</b>	<b>906</b>	<b>757</b>

\* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

(en milliers d'euros)

Financements	Budget initial 2020	Compte financier 2020 *
<b>Solde budgétaire (excédent) (D1)</b>	<b>194</b>	<b>0</b>
Nouveaux emprunts (capital), remboursements de prêts (capital), dépôts et cautionnements	0	0
Opérations au nom et pour le compte de tiers : financement	472	519
Autres encaissements non budgétaires	240	-92
<b>Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)</b>	<b>906</b>	<b>428</b>
<b>PRÉLÈVEMENT sur la trésorerie = (1) - (2)</b>	<b>0</b>	<b>330</b>
Prélèvement sur la trésorerie fléchée	0	0
Prélèvement sur la trésorerie non fléchée	0	477
<b>Total des financements</b>	<b>906</b>	<b>757</b>

\* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

La crise sanitaire liée à l'épidémie du COVID 19 a affecté les activités de l'Ecole et a entraîné des répercussions sur l'exécution budgétaire 2020 en fonctionnement. La reprise espérée à la rentrée n'a pas eu lieu en raison du deuxième confinement et la baisse des dépenses constatée au premier semestre s'est poursuivie au second semestre.

Cette baisse des dépenses concerne essentiellement des frais de missions (en France et à l'étranger), les inscriptions aux colloques et congrès internationaux ainsi que les bourses élèves pour les stages à l'international.

Les dépenses d'investissement ont été maintenues, voire augmentées pour faire face aux dépenses d'équipement en audiovisuel afin d'assurer les enseignements à distance.

Les dépenses de personnel 2020 sont supérieures de plus d'1 million d'euros aux prévisions principalement du fait de la liquidation d'un contentieux.

Les recettes budgétaires ont été faiblement impactées par la crise sanitaire. Les décalages de recettes concernent essentiellement les crédits liés au CPER.

### CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2019 (1)	Prévision 2020 (2)	Réalisation 2020
<b>Emplois rémunérés par l'opérateur :</b>	<b>235</b>	<b>358</b>	<b>246</b>
– sous plafond	179	179	179
– hors plafond	56	179	67
dont contrats aidés	1	56	

	Réalisation 2019 (1)	Prévision 2020 (2)	Réalisation 2020
<i>dont apprentis</i>			2
<b>Autres emplois en fonction dans l'opérateur :</b>			
– rémunérés par l'État par ce programme			
– rémunérés par l'État par d'autres programmes			
– rémunérés par d'autres collectivités ou organismes			

(1) La réalisation reprend la présentation du RAP 2019.

(2) La prévision fait référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2020.

Le plafond d'emploi des personnels permanents est saturé. Les emplois hors plafond continuent leur progression liée à l'augmentation des contrats de recherche.

## ENSTA PARISTECH - ECOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DE TECHNIQUES AVANCÉES PARISTECH

### ANALYSE DE L'ACTIVITÉ ET DES RÉSULTATS DE L'OPÉRATEUR

Etablissement public national à caractère administratif, l'ENSTA Paris est la plus ancienne des écoles d'ingénieur française et fêtera, en 2021, ses 280 ans d'existence. Membre fondateur de l'Institut polytechnique de Paris, l'école reste fortement engagée dans sa consolidation. Elle a en particulier contribué en 2020 à la création du centre interdisciplinaire HI! Paris consacré à l'IA et aux sciences des données et l'intelligence artificielle.

L'école a conforté son positionnement dans le groupe des écoles dites A+ et se situe à la 2<sup>ème</sup> place dans le classement thématique des meilleures écoles d'ingénieurs en numérique, informatique et mathématiques.

Elle a atteint son objectif de 250 ingénieurs diplômés par an (concluant ainsi une phase de croissance de plus de 60% en moins de 10 ans) et accueille depuis la rentrée 2020 plus d'un millier d'élèves et étudiants dont sa 3<sup>ème</sup> promotion en cycle ingénieur par apprentissage. Avec l'ambition de former des ingénieurs humanistes au service des enjeux contemporains, l'école a mis en place un module d'engagement citoyen obligatoire pour tous ses élèves ingénieurs. Cette démarche s'est également concrétisée par la mobilisation de ces derniers dans le dispositif des cordées de la réussite mené en partenariat avec l'École polytechnique. Dans le contexte de crise sanitaire, l'école a mis en place dès le 17 mars l'enseignement à distance pour ses étudiants grâce à la mobilisation entière de ses personnels et enseignants-chercheurs.

Dans le domaine scientifique, elle est particulièrement investie dans le domaine de la robotique et en particulier des véhicules autonomes, celui des lasers avec plusieurs publications de haut niveau et leurs applications industrielles. Trois de ses laboratoires bénéficient, à nouveau, de la labellisation Carnot.

A l'international, l'école est engagée dans deux campus offshore :

- en Chine à Shanghai l'école d'ingénieurs franco-chinoise SPEIT, programme international associant une des toutes meilleures universités de technologie chinoise SJTU et quatre partenaires français que l'ENSTA Paris représente (Ecole polytechnique, Telecom Paris, Mines Paris et ENSTA Paris) ;
- en Tunisie à Tunis où ses formations d'ingénieurs sont délocalisées en partenariat avec l'Ecole d'Ingénieurs de Tunis.

L'école s'est par ailleurs mobilisée au titre du plan de relance, en obtenant le financement de la rénovation énergétique des bâtiments du centre de l'Yvette, afin de préparer l'extension de son laboratoire d'optique appliquée, dont l'ambition est d'être un des premiers centres au monde d'accélération laser-plasma avec le projet LAPLACE.

Enfin, l'école est certifiée au niveau "excellent", sur un périmètre élargi à la vie étudiante au titre de la haute qualité environnementale (HQE), témoignant de son engagement fort et constant au titre de sa responsabilité sociétale.

**Environnement et prospective de la politique de défense**

Programme n° 144 | OPÉRATEURS

**FINANCEMENT APPORTÉ À L'OPÉRATEUR PAR LE BUDGET DE L'ÉTAT**

(en milliers d'euros)

Programme intéressé Nature de la dépense	Réalisation 2019		Prévision LFI 2020		Réalisation 2020	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
<b>P144 – Environnement et prospective de la politique de défense</b>	<b>17 439</b>	<b>17 340</b>	<b>17 950</b>	<b>17 950</b>	<b>19 594</b>	<b>18 672</b>
Subventions pour charges de service public	16 920	16 920	17 450	17 450	17 450	17 450
Dotations en fonds propres			500	500	500	500
Transferts	519	420			1 644	722
<b>P146 – Équipement des forces</b>	<b>15</b>	<b>15</b>			<b>23</b>	<b>23</b>
Transferts	15	15			23	23
<b>P150 – Formations supérieures et recherche universitaire</b>	<b>37</b>	<b>37</b>			<b>31</b>	<b>31</b>
Subventions pour charges de service public	37	37			31	31
<b>P192 – Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle</b>						
Transferts						
<b>Total</b>	<b>17 491</b>	<b>17 393</b>	<b>17 950</b>	<b>17 950</b>	<b>19 648</b>	<b>18 726</b>

Conformément à son contrat d'objectifs et de performance (COP), l'école a bénéficié en 2020 de la totalité de sa subvention pour charges de service public (SCSP) ainsi que de sa dotation en fonds propres (DFP). La subvention représente 74 % des recettes de l'Ecole.

## COMPTE FINANCIER 2020

### Avertissement

Le compte financier de l'opérateur n'a pas pu être voté par son Conseil d'Administration avant la date de rédaction du présent RAP. Les données sont donc provisoires. Le compte financier de l'opérateur n'a pas été certifié par un commissaire aux comptes.

## COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)

Charges	Budget initial 2020	Compte financier 2020 *	Produits	Budget initial 2020	Compte financier 2020 *
Personnel	15 454	15 388	Subventions de l'État	17 178	17 450
<i>dont contributions employeur au CAS pensions</i>	<i>1 716</i>	<i>1 645</i>	– subventions pour charges de service public	17 178	17 450
			– crédits d'intervention( transfert)		
Fonctionnement autre que les charges de personnel	12 525	10 951	Fiscalité affectée	27	
Intervention (le cas échéant)			Autres subventions	3 291	2 558
Total des charges non décaissables sur le fonctionnement et/ou l'intervention	5 460	4 959	Revenus d'activité et autres produits	6 242	5 987
<i>dont dotations aux amortissements, dépréciations et provisions</i>	<i>5 359</i>	<i>4 946</i>	<i>dont reprises sur amortissements, dépréciations et provisions</i>	<i>217</i>	<i>217</i>
<i>dont valeur nette comptable des éléments d'actif cédés</i>	<i>101</i>	<i>13</i>	<i>dont produits de cession d'éléments d'actif</i>	<i>38</i>	<i>21</i>
			<i>dont quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs</i>	<i>3 171</i>	<i>2 990</i>
<b>Total des charges</b>	<b>27 979</b>	<b>26 339</b>	<b>Total des produits</b>	<b>26 738</b>	<b>25 995</b>
Résultat : bénéfice			Résultat : perte	1 241	344
Total : équilibre du CR	27 979	26 339	Total : équilibre du CR	27 979	26 339

\* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

## ÉVOLUTION DE LA SITUATION PATRIMONIALE

(en milliers d'euros)

Emplois	Budget initial 2020	Compte financier 2020 *	Ressources	Budget initial 2020	Compte financier 2020 *
Insuffisance d'autofinancement			Capacité d'autofinancement	794	1 388
Investissements	1 359	1 031	Financement de l'actif par l'État		595
			Financement de l'actif par les tiers autres que l'État		66
			Autres ressources	456	
Remboursement des dettes financières	118	124	Augmentation des dettes financières	117	115
<b>Total des emplois</b>	<b>1 477</b>	<b>1 155</b>	<b>Total des ressources</b>	<b>1 367</b>	<b>2 164</b>
Augmentation du fonds de roulement		1 009	Diminution du fonds de roulement	110	

\* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

Le résultat de l'exercice 2020 est négatif (perte de 0,3 M€) mais supérieur à ce qui avait été prévu au budget initial 2020 (prévision de perte de 1,2 M€). Le retour à l'équilibre financier reste donc la priorité et la construction du budget 2021 a été réalisé en tenant compte de cet objectif prioritaire.

La capacité d'autofinancement, nettement supérieure aux prévisions, montre bien que l'ENSTA Paris reste en mesure de financer, sur ses propres ressources, son développement. La capacité d'autofinancement 2020 s'élève à 1,4 M€, à comparer avec la prévision 2020 : 0,8 M€.



## Environnement et prospective de la politique de défense

Programme n° 144 | OPÉRATEURS

### AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES

(en milliers d'euros)

Dépenses	Budget initial 2020		Compte financier 2020 *	
	AE	CP	AE	CP
Personnel	15 454	15 454	15 445	15 445
Fonctionnement	7 437	7 065	6 341	5 980
Intervention	0	0	0	0
Investissement	936	1 359	661	1 456
<b>Total des dépenses AE (A) CP (B)</b>	<b>23 827</b>	<b>23 878</b>	<b>22 446</b>	<b>22 881</b>
dont contributions employeur au CAS pensions	1 716	1 716	1 645	1 645

\* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

(en milliers d'euros)

Recettes	Budget initial 2020	Compte financier 2020 *
<b>Recettes globalisées</b>	<b>20 499</b>	<b>20 085</b>
Subvention pour charges de service public	17 178	17 450
Autres financements de l'État	480	0
Fiscalité affectée	24	20
Autres financements publics	0	15
Recettes propres	2 817	2 600
<b>Recettes fléchées</b>	<b>3 747</b>	<b>4 320</b>
Financements de l'État fléchés	0	500
Autres financements publics fléchés	0	3 820
Recettes propres fléchées	3 747	0
<b>Total des recettes (C)</b>	<b>24 246</b>	<b>24 405</b>
<b>Solde budgétaire (excédent) (D1 = C - B)</b>	<b>367</b>	<b>1 524</b>
<b>Solde budgétaire (déficit) (D2 = B - C)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

\* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

### DÉPENSES PAR DESTINATION

(en milliers d'euros)

Destination	Personnel	Fonctionnement		Intervention		Investissement		Total	
	AE = CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
ENSEIGNEMENT	5 100	2 446	2 324	0	0	101	91	7 647	7 515
	5 089	2 219	2 153	0	0	95	85	7 404	7 327
RECHERCHE	4 964	2 473	2 372	0	0	355	837	7 792	8 173
	4 935	2 156	2 093	0	0	240	1 078	7 331	8 106
SUPPORT	4 256	1 996	1 873	0	0	480	432	6 732	6 561
	4 341	1 458	1 375	0	0	325	293	6 124	6 009
VIE ETUDIANTE	1 134	522	496	0	0	0	0	1 656	1 630
	1 080	507	359	0	0	0	0	1 587	1 438
<b>Total</b>	<b>15 454</b>	<b>7 437</b>	<b>7 065</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>936</b>	<b>1 359</b>	<b>23 827</b>	<b>23 878</b>
	<b>15 445</b>	<b>6 341</b>	<b>5 980</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>661</b>	<b>1 456</b>	<b>22 446</b>	<b>22 881</b>

\* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

## ÉQUILIBRE FINANCIER

(en milliers d'euros)

Besoins	Budget initial 2020	Compte financier 2020 *
<b>Solde budgétaire (déficit) (D2)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Remboursements d'emprunts (capital), nouveaux prêts (capital), dépôts et cautionnements	118	123
Opérations au nom et pour le compte de tiers : besoins	299	473
Autres décaissements non budgétaires	0	0
<b>Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)</b>	<b>417</b>	<b>596</b>
<b>ABONDEMENT de la trésorerie = (2) - (1)</b>	<b>482</b>	<b>1 186</b>
Abondement de la trésorerie fléchée	0	1 186
Abondement de la trésorerie non fléchée	482	0
<b>Total des besoins</b>	<b>900</b>	<b>1 782</b>

\* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

(en milliers d'euros)

Financements	Budget initial 2020	Compte financier 2020 *
<b>Solde budgétaire (excédent) (D1)</b>	<b>367</b>	<b>1 524</b>
Nouveaux emprunts (capital), remboursements de prêts (capital), dépôts et cautionnements	117	0
Opérations au nom et pour le compte de tiers : financement	415	171
Autres encaissements non budgétaires	0	88
<b>Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)</b>	<b>900</b>	<b>1 782</b>
<b>PRÉLÈVEMENT sur la trésorerie = (1) - (2)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Prélèvement sur la trésorerie fléchée	0	0
Prélèvement sur la trésorerie non fléchée	0	0
<b>Total des financements</b>	<b>900</b>	<b>1 782</b>

\* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

Commentaires du tableau des autorisations budgétaires :

Le solde budgétaire est de 1,5 M€, à comparer avec une prévision de 0,4 M€.

Ce solde budgétaire trouve son origine dans l'enregistrement en comptabilité budgétaire d'une partie des recettes sur contrat de 2019 enregistrées en 2020. L'attribution par le programme d'une partie des réserves a compensé en partie la baisse des recettes induite par l'activité logement ralentie en raison de la crise sanitaire. Une baisse des dépenses de fonctionnement est constatée également sur les contrats de recherche (-50% par rapport aux prévisions) mais également sur le fonctionnement de l'école, conséquences de la crise sanitaire. L'école a par ailleurs significativement diminué son report de charges et maintenu des délais de paiement satisfaisant vis-à-vis de ses fournisseurs.

Le suivi des dépenses contrôlées (contrats de recherche) reste l'une des priorités de travail 2021 avec un dialogue de gestion renforcé avec chaque laboratoire, afin de permettre un pilotage plus précis.

Commentaires du tableau des dépenses par destination :

Les dépenses au profit de l'enseignement et de la recherche représentent plus de 70% des engagements totaux de l'Ecole, conformément aux objectifs fixés.

Commentaires du tableau de l'équilibre financier :

Les niveaux respectifs de la trésorerie et du fonds de roulement de l'ENSTA s'établissent au 31 décembre à 14,9 M€ et 13,6 M€.

Cette situation permet de sécuriser l'école dans ses différents projets, dont la construction d'un bâtiment dédié aux sciences mécaniques en commun avec l'Ecole polytechnique ainsi que le projet Laplace.

## CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2019 (1)	Prévision 2020 (2)	Réalisation 2020
<b>Emplois rémunérés par l'opérateur :</b>	<b>215</b>	<b>189</b>	<b>208</b>
– sous plafond	171	172	169
– hors plafond	44	17	39
<i>dont contrats aidés</i>			
<i>dont apprentis</i>			
<b>Autres emplois en fonction dans l'opérateur :</b>			<b>5</b>
– rémunérés par l'État par ce programme			
– rémunérés par l'État par d'autres programmes			
– rémunérés par d'autres collectivités ou organismes			5

(1) La réalisation reprend la présentation du RAP 2019.

(2) La prévision fait référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2020.

La réalisation des effectifs est marquée par une légère sous-réalisation du plafond législatif des emplois en raison d'une vacance frictionnelle plus longue qu'habituellement en raison de la situation sanitaire. Néanmoins, les postes ont été pourvus fin 2020.

## ISAE - INSTITUT SUPÉRIEUR DE L'AÉRONAUTIQUE ET DE L'ESPACE

### ANALYSE DE L'ACTIVITÉ ET DES RÉSULTATS DE L'OPÉRATEUR

Le contrat d'objectifs et de performance 2017-2021, signé en décembre 2016, a pour ambition d'affirmer la place de leader mondial de l'ISAE SUPAERO. Quatre ans après sa signature, sur les 4 axes qu'il définit, la progression, grâce, notamment, aux moyens significatifs mis en place par le Ministère de Armées au travers de la Subvention pour charge de Service Public, est la suivante :

#### 1/ Développer l'attractivité internationale :

Malgré la crise sanitaire, la croissance du recrutement des étudiants étrangers se poursuit. Ils représentent plus de 29% des étudiants inscrits. L'institut est la première grande école à avoir obtenu le label Qualité Français Langue Etrangère avec la note maximale de trois étoiles.

#### 2/ Développer en partenariat des laboratoires de référence internationale :

De nombreux projets d'envergure ont été développés au cours de l'année.

L'institut est partenaire du projet ETN (European Training Network) regroupant des universités et des instituts de recherche de neuf pays européens. Par ailleurs, le projet structurant CONCORDE (PEA) a été initié dans le cadre de la Fédération de Recherche ONERA-ISAE SUPAERO-ENAC.

#### 3/ Faire évoluer en permanence l'offre de formation pour répondre à l'évolution des besoins des industriels et des étudiants :

L'ISAE-SUPAERO a consolidé son rang de cinquième école d'ingénieurs française dans les préférences des étudiants après concours.

Le projet de formation ingénieur par apprentissage a été accrédité par la commission des titres ingénieurs (CTI). Cette formation a ouvert à la rentrée 2020 avec une promotion de 30 apprentis.

Ces évolutions touchent aussi la formation continue qui a enrichi son offre avec de nouveaux modules courts et de certificats.

#### 4/ Développer l'innovation :

L'innovspace a été inauguré et offre sur son campus, 800m<sup>2</sup> dédiés aux échanges et aux démarches d'innovation.

Cet exercice a été marqué par l'obtention du passage aux responsabilités et compétences élargies (RCE) qui offre à l'institut la possibilité de recruter des agents en CDI, sur ressources propres.

Par ailleurs, l'institut a obtenu 12M€ au titre du plan de relance pour mener à bien des projets ambitieux permettant de réduire l'impact des équipements et des bâtiments en termes énergétiques.

Enfin, l'ISAE SUPAERO s'est fortement engagé sur les enjeux de développement durable et a établi durant l'année 2020 une feuille de route afin d'atteindre les objectifs de réduction des gaz à effet de serre.

## FINANCEMENT APPORTÉ À L'OPÉRATEUR PAR LE BUDGET DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

Programme intéressé Nature de la dépense	Réalisation 2019		Prévision LFI 2020		Réalisation 2020	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
<b>P144 – Environnement et prospective de la politique de défense</b>	<b>45 873</b>	<b>36 993</b>	<b>40 098</b>	<b>40 098</b>	<b>41 923</b>	<b>40 948</b>
Subventions pour charges de service public	36 499	36 499	38 198	38 198	38 198	38 198
Dotations en fonds propres			1 900	1 900	1 900	1 900
Transferts	9 374	494			1 826	851
<b>P212 – Soutien de la politique de la défense</b>		<b>161</b>				
Transferts		161				
<b>P146 – Équipement des forces</b>	<b>11</b>	<b>11</b>				
Transferts	11	11				
<b>P141 – Enseignement scolaire public du second degré</b>	<b>10</b>	<b>10</b>			<b>45</b>	<b>45</b>
Transferts	10	10			45	45
<b>P150 – Formations supérieures et recherche universitaire</b>	<b>165</b>	<b>165</b>	<b>165</b>	<b>165</b>	<b>208</b>	<b>208</b>
Subventions pour charges de service public	165	165	165	165	208	208
<b>P231 – Vie étudiante</b>	<b>5</b>	<b>5</b>			<b>18</b>	<b>18</b>
Transferts	5	5			18	18
<b>P190 – Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables</b>		<b>122</b>				<b>14</b>
Transferts		122				14
<b>P192 – Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle</b>	<b>247</b>	<b>233</b>				<b>77</b>
Transferts	247	233				77
<b>P147 – Politique de la ville</b>	<b>58</b>	<b>55</b>			<b>100</b>	<b>103</b>
Transferts	58	55			100	103
<b>Total</b>	<b>46 369</b>	<b>37 755</b>	<b>40 263</b>	<b>40 263</b>	<b>42 294</b>	<b>41 413</b>

La subvention pour charge de service public (SCSP) du Ministère des armées a augmenté de manière significative par rapport à 2019 (+4.65%) et comprend la levée de réserve effectuée en fin d'exercice à hauteur de 0,6 M€.

La SCSP allouée, au titre du Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation, par le programme 150 « Formations supérieures et recherche universitaire » été augmenté de 0,04 M€ au titre de la prolongation des contrats doctoraux, pour tenir compte des impacts de la crise sanitaire.

## Environnement et prospective de la politique de défense

Programme n° 144 | OPÉRATEURS

L'ISAé a également bénéficié de financement au titre de la Contribution vie étudiante et Campus (Programme 141 et 231) et de la subvention ouverture sociale (OSE) du programme 147.

### COMPTE FINANCIER 2020

#### Avertissement

Le compte financier de l'opérateur n'a pas pu être voté par son Conseil d'Administration avant la date de rédaction du présent RAP. Les données sont donc provisoires. Le compte financier de l'opérateur n'a pas été certifié par un commissaire aux comptes.

### COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)

Charges	Budget initial 2020	Compte financier 2020 *	Produits	Budget initial 2020	Compte financier 2020 *
Personnel	37 546	35 395	Subventions de l'État	37 707	38 405
<i>dont contributions employeur au CAS pensions</i>	4 723	3 947	– subventions pour charges de service public	37 707	38 405
			– crédits d'intervention( transfert)		
Fonctionnement autre que les charges de personnel	27 238	26 535	Fiscalité affectée	30	537
Intervention (le cas échéant)			Autres subventions	6 177	5 584
Total des charges non décaissables sur le fonctionnement et/ou l'intervention	7 780	8 936	Revenus d'activité et autres produits	21 469	19 863
<i>dont dotations aux amortissements, dépréciations et provisions</i>	7 780	8 936	<i>dont reprises sur amortissements, dépréciations et provisions</i>	4 837	444
<i>dont valeur nette comptable des éléments d'actif cédés</i>			<i>dont produits de cession d'éléments d'actif</i>		5 183
			<i>dont quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs</i>		
<b>Total des charges</b>	<b>64 784</b>	<b>61 929</b>	<b>Total des produits</b>	<b>65 383</b>	<b>64 389</b>
Résultat : bénéfice	599	2 460	Résultat : perte		
Total : équilibre du CR	65 383	64 389	Total : équilibre du CR	65 383	64 389

\* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

### ÉVOLUTION DE LA SITUATION PATRIMONIALE

(en milliers d'euros)

Emplois	Budget initial 2020	Compte financier 2020 *	Ressources	Budget initial 2020	Compte financier 2020 *
Insuffisance d'autofinancement			Capacité d'autofinancement	3 542	5 769
Investissements	7 479	4 185	Financement de l'actif par l'État		1 900
			Financement de l'actif par les tiers autres que l'État	2 683	135
			Autres ressources		5
Remboursement des dettes financières	2 040	2 040	Augmentation des dettes financières		
<b>Total des emplois</b>	<b>9 519</b>	<b>6 226</b>	<b>Total des ressources</b>	<b>6 225</b>	<b>7 809</b>
Augmentation du fonds de roulement		1 584	Diminution du fonds de roulement	3 294	

\* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

Le résultat de l'exercice est bénéficiaire pour un montant de 2.46M€. La crise sanitaire a eu un impact significatif sur la baisse des charges tandis que l'impact sur les produits a été moins important si bien que le résultat s'est nettement amélioré par rapport aux prévisions. De même, l'abondement du fonds de roulement traduit la déprogrammation de l'opération « Bâtiment Numérique ». Cette opération sera totalement revue dans le courant de l'année 2021.

## AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES

(en milliers d'euros)

Dépenses	Budget initial 2020		Compte financier 2020 *	
	AE	CP	AE	CP
Personnel	37 546	37 546	36 076	36 076
Fonctionnement	19 389	18 958	18 006	17 944
Intervention	0	0	0	0
Investissement	6 842	9 519	4 300	6 524
<b>Enveloppe recherche</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
- Personnel	0	0	0	0
- Fonctionnement	0	0	0	0
- Investissement	0	0	0	0
<b>Total des dépenses AE (A) CP (B)</b>	<b>63 776</b>	<b>66 023</b>	<b>58 382</b>	<b>60 543</b>
dont contributions employeur au CAS pensions	4 723	4 723	0	0

\* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

A compter du budget initial 2021, l'enveloppe recherches n'est plus cumulée aux lignes précédentes pour établir le total des dépenses.

(en milliers d'euros)

Recettes	Budget initial 2020	Compte financier 2020 *
<b>Recettes globalisées</b>	<b>54 864</b>	<b>56 286</b>
Subvention pour charges de service public	37 707	38 405
Autres financements de l'État	347	166
Fiscalité affectée	30	57
Autres financements publics	875	242
Recettes propres	15 905	17 416
<b>Recettes fléchées</b>	<b>7 894</b>	<b>5 414</b>
Financements de l'État fléchés	4 261	3 127
Autres financements publics fléchés	3 377	2 063
Recettes propres fléchées	256	224
<b>Total des recettes (C)</b>	<b>62 758</b>	<b>61 700</b>
<b>Solde budgétaire (excédent) (D1 = C - B)</b>	<b>0</b>	<b>1 156</b>
<b>Solde budgétaire (déficit) (D2 = B - C)</b>	<b>3 265</b>	<b>0</b>

\* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

## DÉPENSES PAR DESTINATION

(en milliers d'euros)

Destination	Personnel	Fonctionnement		Intervention		Investissement		Total	
	AE = CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Enseignement	13 548	2 145	2 029	0	0	2 822	1 947	18 515	17 524
	13 922	1 663	2 017	0	0	26	16	15 611	15 954
Recherche	14 950	3 552	3 377	0	0	1 343	2 272	19 845	20 599
	11 944	2 542	2 493	0	0	1 428	823	15 913	15 260
Soutien	8 752	9 411	9 271	0	0	2 677	3 260	20 839	21 283
	10 210	9 658	9 284	0	0	2 846	5 685	22 714	25 179
Vie étudiante	295	4 282	4 282	0	0	0	2 040	4 577	6 617
	0	4 144	4 151	0	0	0	0	4 144	4 151
<b>Total</b>	<b>37 546</b>	<b>19 389</b>	<b>18 958</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>6 842</b>	<b>9 519</b>	<b>63 776</b>	<b>66 023</b>
	<b>36 076</b>	<b>18 006</b>	<b>17 944</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>4 300</b>	<b>6 524</b>	<b>58 382</b>	<b>60 543</b>

## Environnement et prospective de la politique de défense

Programme n° 144 | OPÉRATEURS

(en milliers d'euros)

Destination	Personnel		Fonctionnement		Intervention		Investissement		Total	
	AE = CP	AE = CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Budget initial										
Compte financier *										

\* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

## ÉQUILIBRE FINANCIER

(en milliers d'euros)

Besoins	Budget initial 2020	Compte financier 2020 *
<b>Solde budgétaire (déficit) (D2)</b>	<b>3 265</b>	<b>0</b>
Remboursements d'emprunts (capital), nouveaux prêts (capital), dépôts et cautionnements	0	0
Opérations au nom et pour le compte de tiers : besoins	1 746	1 967
Autres décaissements non budgétaires	25	153
<b>Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)</b>	<b>5 036</b>	<b>2 120</b>
<b>ABONDEMENT de la trésorerie = (2) - (1)</b>	<b>0</b>	<b>959</b>
Abondement de la trésorerie fléchée	993	1 558
Abondement de la trésorerie non fléchée	0	0
<b>Total des besoins</b>	<b>5 036</b>	<b>3 079</b>

\* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

(en milliers d'euros)

Financements	Budget initial 2020	Compte financier 2020 *
<b>Solde budgétaire (excédent) (D1)</b>	<b>0</b>	<b>1 156</b>
Nouveaux emprunts (capital), remboursements de prêts (capital), dépôts et cautionnements	0	0
Opérations au nom et pour le compte de tiers : financement	2 546	1 884
Autres encaissements non budgétaires	50	39
<b>Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)</b>	<b>2 596</b>	<b>3 079</b>
<b>PRÉLÈVEMENT sur la trésorerie = (1) - (2)</b>	<b>2 440</b>	<b>0</b>
Prélèvement sur la trésorerie fléchée	0	0
Prélèvement sur la trésorerie non fléchée	3 433	599
<b>Total des financements</b>	<b>5 036</b>	<b>3 079</b>

\* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

Les données relatives à l'équilibre financier permettent d'apprécier l'équilibre budgétaire global en agrégeant au solde budgétaire (1,15 M€), les opérations pour compte de tiers, non budgétaires. Ce tableau détermine ainsi la variation de trésorerie qui se traduit, en fin d'exercice par un abondement de la trésorerie de 0,9 M€, résultant d'une augmentation de la trésorerie fléchée de 1,55 M€ et d'un prélèvement sur la trésorerie des opérations non fléchées de 0,6 M€.

## CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2019 (1)	Prévision 2020 (2)	Réalisation 2020
<b>Emplois rémunérés par l'opérateur :</b>	<b>531</b>	<b>547</b>	<b>555</b>
– sous plafond	412	416	409
– hors plafond	119	131	146
<i>dont contrats aidés</i>			

	Réalisation 2019 (1)	Prévision 2020 (2)	Réalisation 2020
<i>dont apprentis</i>			
<b>Autres emplois en fonction dans l'opérateur :</b>			
– rémunérés par l'État par ce programme			
– rémunérés par l'État par d'autres programmes			
– rémunérés par d'autres collectivités ou organismes			

(1) La réalisation reprend la présentation du RAP 2019.

(2) La prévision fait référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2020.

L'écart des ETPT sous plafond entre le prévisionnel et le réalisé s'explique par de nombreux départs non prévus ainsi qu'à des retards sur les recrutements. Ces deux événements sont pour la plupart liés à la crise sanitaire.

## ONERA - OFFICE NATIONAL D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES AÉROSPATIALES

### ANALYSE DE L'ACTIVITÉ ET DES RÉSULTATS DE L'OPÉRATEUR

Malgré une crise sanitaire sans précédent, l'ONERA parvient à présenter des comptes 2020 globalement en équilibre, avec un résultat net comptable s'établissant à 0,2 M€. Les prises de commandes 2020 (119,8 M€), bien qu'inférieures aux années précédentes (124,15 M€ en 2019 et 125,8 M€ en 2018), se maintiennent à un niveau satisfaisant compte tenu de la crise (121,86 M€ au budget initial 2020). L'opérateur a non seulement bénéficié d'un soutien accru du Ministère des armées (levée de la réserve de précaution pour 1,5 M€, et abondement budgétaire de sa tutelle dans le cadre de la crise sanitaire pour 4,4 M€) ; mais également du secteur « défense », avec des contrats en nette augmentation par rapport à 2019 (56 M€ en 2020 contre 43,23 M€ en 2019) du fait de notifications des contrats de ce secteur réceptionnées les trois derniers mois de l'année. Les contrats notifiés par la Direction générale de l'armement (DGA) et ceux de la Direction générale de l'aviation civile (DGAC) au titre du plan de relance aéronautique permettent de pallier les annulations de commandes du secteur de l'industrie aérospatiales, dont le montant des prises de commande diminue de manière substantielle (17,3 M€ en 2020 contre 45,7 M€ en 2019).

Un travail de révision du COP devait être mis en œuvre 2020, mais le contexte sanitaire a fortement perturbé le calendrier. De ce fait, la fin d'année 2020 et le début d'année 2021 sont consacrées aux travaux du prochain COP, qui couvrira la période 2022 à 2026.

### FINANCEMENT APPORTÉ À L'OPÉRATEUR PAR LE BUDGET DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

Programme intéressé Nature de la dépense	Réalisation 2019		Prévision LFI 2020		Réalisation 2020	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
<b>P144 – Environnement et prospective de la politique de défense</b>	<b>107 759</b>	<b>106 864</b>	<b>105 716</b>	<b>105 716</b>	<b>118 678</b>	<b>114 944</b>
Subventions pour charges de service public	104 665	104 665	105 716	105 716	114 386	114 386
Dotations en fonds propres	2 000	2 000				
Transferts	1 094	199			4 292	558
<b>P190 – Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables</b>	<b>6 342</b>	<b>7 385</b>			<b>8 978</b>	<b>15 216</b>
Transferts	6 342	7 385			8 978	15 216
<b>P192 – Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle</b>	<b>617</b>	<b>864</b>			<b>511</b>	<b>569</b>



## Environnement et prospective de la politique de défense

Programme n° 144 | OPÉRATEURS

(en milliers d'euros)

Programme intéressé Nature de la dépense	Réalisation 2019		Prévision LFI 2020		Réalisation 2020	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts	617	864			511	569
<b>P723 – Opérations immobilières et entretien des bâtiments de l'État</b>	<b>4 800</b>	<b>4 800</b>			<b>59 622</b>	<b>59 622</b>
Dotations en fonds propres	4 800	4 800			59 622	59 622
<b>Total</b>	<b>119 518</b>	<b>119 914</b>	<b>105 716</b>	<b>105 716</b>	<b>187 789</b>	<b>190 351</b>

Le montant réalisé de SCSP augmente de manière importante en 2020 (+9,7 M€) par rapport à 2019. Initialement prévue en légère augmentation par rapport à 2019 (+1 M€), son niveau progresse de 4,3 M€ par rapport à la LFI 2020 afin de permettre à l'établissement de répondre à la problématique d'attractivité rencontrée par l'établissement. Une redotation de fin de gestion (4,4 M€) a également été décidée afin de faire face aux effets de la crise sanitaire.

Dans le cadre du financement de son programme de regroupement immobilier des sites et de modernisation des emprises (PRISME), l'ONERA bénéficie d'une avance versé par le programme 723 en attendant la cession des emprises qui seront libérées dans le cadre de ce projet. Ains, l'Office a bénéficié d'un versement de 58,6 M€ en 2020, correspondant aux versements prévus en 2020 (24,6 M€), ainsi qu'au versement anticipée de 2021 (34 M€), afin de sécuriser le financement du projet jusqu'à la fin d'année 2021.

## COMPTE FINANCIER 2020

### Avertissement

Le compte financier de l'opérateur n'a pas pu être voté par son Conseil d'Administration avant la date de rédaction du présent RAP. Les données sont donc provisoires. Le compte financier de l'opérateur n'a pas été certifié par un commissaire aux comptes.

## COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)

Charges	Budget initial 2020	Compte financier 2020 *	Produits	Budget initial 2020	Compte financier 2020 *
Personnel	157 956	162 739	Subventions de l'État	104 165	114 386
<i>dont contributions employeur au CAS pensions</i>	385	406	<i>– subventions pour charges de service public</i>	104 165	114 386
			<i>– crédits d'intervention( transfert)</i>		
Fonctionnement autre que les charges de personnel	86 816	75 948	Fiscalité affectée		
Intervention (le cas échéant)			Autres subventions	1 050	1 433
Total des charges non décaissables sur le fonctionnement et/ou l'intervention	22 500	24 452	Revenus d'activité et autres produits	143 535	123 105
<i>dont dotations aux amortissements, dépréciations et provisions</i>	22 500	24 451	<i>dont reprises sur amortissements, dépréciations et provisions</i>	930	597
<i>dont valeur nette comptable des éléments d'actif cédés</i>		0	<i>dont produits de cession d'éléments d'actif</i>		684
			<i>dont quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs</i>	6 450	7 104
<b>Total des charges</b>	<b>244 772</b>	<b>238 687</b>	<b>Total des produits</b>	<b>248 750</b>	<b>238 924</b>
Résultat : bénéfice	3 978	237	Résultat : perte		
Total : équilibre du CR	248 750	238 924	Total : équilibre du CR	248 750	238 924

\* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

## ÉVOLUTION DE LA SITUATION PATRIMONIALE

(en milliers d'euros)

Emplois	Budget initial 2020	Compte financier 2020 *	Ressources	Budget initial 2020	Compte financier 2020 *
Insuffisance d'autofinancement			Capacité d'autofinancement	19 098	16 303
Investissements	59 091	36 291	Financement de l'actif par l'État	25 270	59 727
			Financement de l'actif par les tiers autres que l'État	1 329	1 992
			Autres ressources	13 000	
Remboursement des dettes financières	162	152	Augmentation des dettes financières	10	686
<b>Total des emplois</b>	<b>59 253</b>	<b>36 444</b>	<b>Total des ressources</b>	<b>58 707</b>	<b>78 708</b>
Augmentation du fonds de roulement		42 264	Diminution du fonds de roulement	546	

\* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

Tableau compte de résultat:

L'ONERA clôture l'année 2020 avec un résultat net légèrement positif de 0,24 M€ (contre 9,7 M€ en 2019). Ce résultat résulte essentiellement du résultat d'exploitation, fortement marqué par une baisse de la production et de la valeur ajoutée générée par les contrats en grande partie imputable à la quasi-annulation des activités expérimentales et classifiées lors du confinement et à l'impossibilité d'un rattrapage complet.

Les charges de personnel, en forte progression, ont été impactées par la signature d'un accord de politique sociale global et par la forte augmentation de la dette pour congés payés, conséquence directe du confinement imposé par la crise sanitaire. Les charges de fonctionnement sont en retrait, les surcoûts sanitaires ont été compensés par des économies et régulations. La subvention pour charges de service public (SCSP), qui a bénéficié d'un abondement exceptionnel, amortit ces effets négatifs.

Tableau de financement abrégé:

La variation du fonds de roulement nettement positive (+42,3 M€) est marquée par la sous exécution de nombreux projets du fait de la crise sanitaire, notamment celui du programme PRISME (programme de regroupement immobilier des sites et de modernisation des emprises), conséquence des reports des appels à projet pour maîtrises d'œuvre. L'anticipation, sur l'exercice 2020, de la mise à disposition sur le CAS Immobilier Défense du financement 2021 (+34 M€) accentue cette variation.

Enfin, l'ONERA a perçu une dotation de l'Etat d'un montant de 1 M€ pour financer des actions d'économies d'énergie à faible retour sur investissement.

## AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES

(en milliers d'euros)

Dépenses	Budget initial 2020		Compte financier 2020 *	
	AE	CP	AE	CP
Personnel	158 645	158 645	159 032	159 032
Fonctionnement	85 489	63 316	75 747	52 899
Intervention	50	50	5	4
Investissement	95 929	49 848	41 126	26 974
<b>Total des dépenses AE (A) CP (B)</b>	<b>340 113</b>	<b>271 859</b>	<b>275 910</b>	<b>238 909</b>
dont contributions employeur au CAS pensions	385	385	406	406

\* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

## Environnement et prospective de la politique de défense

Programme n° 144 | OPÉRATEURS

(en milliers d'euros)

Recettes	Budget initial 2020	Compte financier 2020 *
<b>Recettes globalisées</b>	<b>235 399</b>	<b>241 795</b>
Subvention pour charges de service public	104 165	114 386
Autres financements de l'État	2 286	1 452
Fiscalité affectée	0	0
Autres financements publics	3 981	2 433
Recettes propres	124 967	123 524
<b>Recettes fléchées</b>	<b>24 000</b>	<b>58 600</b>
Financements de l'État fléchés	24 000	58 600
Autres financements publics fléchés	0	0
Recettes propres fléchées	0	0
<b>Total des recettes (C)</b>	<b>259 399</b>	<b>300 395</b>
<b>Solde budgétaire (excédent) (D1 = C - B)</b>	<b>0</b>	<b>61 486</b>
<b>Solde budgétaire (déficit) (D2 = B - C)</b>	<b>12 460</b>	<b>0</b>

\* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

## DÉPENSES PAR DESTINATION

(en milliers d'euros)

Destination	Personnel		Fonctionnement		Intervention		Investissement		Total	
	AE = CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
1. Activités conduites par les unités de recherche	105 135	23 590	20 880	0	0	36 096	28 408	164 821	154 423	
	108 888	17 533	14 147	0	0	31 774	18 697	158 195	141 732	
2. Actions communes pour les activités de recherche	27 300	23 287	15 611	50	50	5 390	5 254	56 027	48 215	
	25 393	21 233	13 250	5	4	3 910	3 398	50 541	42 045	
3. Fonctions support transverses	26 210	38 612	26 825	0	0	54 443	16 186	119 265	69 221	
	24 751	36 981	25 502	0	0	5 441	4 879	67 174	55 132	
<b>Total</b>	<b>158 645</b>	<b>85 489</b>	<b>63 316</b>	<b>50</b>	<b>50</b>	<b>95 929</b>	<b>49 848</b>	<b>340 113</b>	<b>271 859</b>	
	<b>159 032</b>	<b>75 747</b>	<b>52 899</b>	<b>5</b>	<b>4</b>	<b>41 126</b>	<b>26 974</b>	<b>275 910</b>	<b>238 909</b>	

\* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

## ÉQUILIBRE FINANCIER

(en milliers d'euros)

Besoins	Budget initial 2020	Compte financier 2020 *
<b>Solde budgétaire (déficit) (D2)</b>	<b>12 460</b>	<b>0</b>
Remboursements d'emprunts (capital), nouveaux prêts (capital), dépôts et cautionnements	162	152
Opérations au nom et pour le compte de tiers : besoins	20 286	24 993
Autres décaissements non budgétaires	0	176
<b>Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)</b>	<b>32 908</b>	<b>25 322</b>
<b>ABONDEMENT de la trésorerie = (2) - (1)</b>	<b>0</b>	<b>59 455</b>
Abondement de la trésorerie fléchée	0	53 100
Abondement de la trésorerie non fléchée	0	6 355
<b>Total des besoins</b>	<b>32 908</b>	<b>84 777</b>

\* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

(en milliers d'euros)

Financements	Budget initial 2020	Compte financier 2020 *
<b>Solde budgétaire (excédent) (D1)</b>	<b>0</b>	<b>61 486</b>
Nouveaux emprunts (capital), remboursements de prêts (capital), dépôts et cautionnements	13 010	2
Opérations au nom et pour le compte de tiers : financement	18 532	21 460
Autres encaissements non budgétaires	0	1 830
<b>Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)</b>	<b>31 542</b>	<b>84 777</b>
<b>PRÉLÈVEMENT sur la trésorerie = (1) - (2)</b>	<b>1 366</b>	<b>0</b>
Prélèvement sur la trésorerie fléchée	0	0
Prélèvement sur la trésorerie non fléchée	1 366	0
<b>Total des financements</b>	<b>32 908</b>	<b>84 777</b>

\* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

Les opérations au nom et pour le compte de tiers recouvrent les opérations relatives à la TVA collectée et à la TVA déductible. Elles retracent également les sommes qui transitent dans le cadre de programmes dont l'ONERA est coordinateur et qui sont à destination des autres partenaires (programme européen, OTAN...).

Les soldes des opérations relatives aux travaux de renforcement du bâtiment de la soufflerie S1 à Modane-Avrieux (-1,3 M€), au plan de rénovation des souffleries (-3,8 M€), au programme de regroupement immobilier (+57,2 M€) et au plan de relance énergétique (+1 M€) constituent la variation positive de la trésorerie fléchée.

## CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2019 (1)	Prévision 2020 (2)	Réalisation 2020
<b>Emplois rémunérés par l'opérateur :</b>	<b>1 858</b>	<b>1 888</b>	<b>1 896</b>
– sous plafond	1 722	1 749	1 737
– hors plafond	136	139	159
<i>dont contrats aidés</i>			
<i>dont apprentis</i>			29
<b>Autres emplois en fonction dans l'opérateur :</b>			
– rémunérés par l'État par ce programme			
– rémunérés par l'État par d'autres programmes			
– rémunérés par d'autres collectivités ou organismes			

(1) La réalisation reprend la présentation du RAP 2019.

(2) La prévision fait référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2020.

En dépit du contexte sanitaire, l'opérateur est très proche de saturer son plafond d'emplois.

## X - ECOLE POLYTECHNIQUE

### ANALYSE DE L'ACTIVITÉ ET DES RÉSULTATS DE L'OPÉRATEUR

L'année 2020 est la quatrième année d'exécution du Contrat d'Objectifs et de Performance 2017-2021. Elle est marquée par le développement de l'Institut Polytechnique de Paris, regroupant l'Ecole polytechnique, l'ENSTA Paris, l'ENSAE Paris, Telecom Paris et Telecom Sud Paris, doté d'un premier budget, soutenu par les ministères de tutelle

**Environnement et prospective de la politique de défense**

Programme n° 144 | OPÉRATEURS

(Armées et Economie) ainsi que par les Ecoles membres et affichant des réalisations fortes (notamment Masters et Doctorats inscrits à l'IP Paris, levée de fonds conjointe avec HEC, schéma directeur du campus). L'année a été marquée par un fort impact de la crise sanitaire, en raison de sa vie étudiante internalisée et de ses cursus internationaux.

En 2020, l'École polytechnique a diplômé 524 ingénieurs, 64 Bachelors ainsi que 148 Masters of Science and Technology. Elle a aussi, via IP Paris, œuvré à la formation de doctorants et de Masters. L'École conforte sa position dans les classements internationaux. Elle apparaît à la première place en France et au 33<sup>ème</sup> rang mondial dans le classement THE des universités les plus internationales dans le monde l'X se positionne à la 61<sup>ème</sup> place du classement QS (world university rankings). Au plan national, l'X confirme sa 1<sup>ère</sup> place dans les classements des écoles d'ingénieurs (Le Figaro, L'Usine Nouvelle, L'Étudiant)

Le programme pluriannuel d'investissement immobilier s'est poursuivi avec la réception d'un nouveau bâtiment, la Halle multisports (bâtiment mutualisé avec 5 autres écoles dont Agro ParisTech) et avec la première année d'exploitation du bâtiment Bachelor (480 chambres destinées aux étudiants). Le Bâtiment d'Enseignement Mutualisé, destiné à être un lieu emblématique de la coopération entre 6 établissements d'enseignement supérieur et de recherche du territoire de Paris-Saclay est en cours de construction avec une livraison prévue en octobre 2021. L'observatoire du Sirta sera livré mi-2021. Les marchés du Pôle Mécanique, dernier bâtiment du programme pluriannuel, ont été notifiés en fin d'année. Les crédits du plan de relance (volet énergie) permettront de procéder en 2021 et 2022 à des rénovations thermiques. Plusieurs projets conséquents ont été déposés au titre du futur Contrat de Projet Etat Région. L'année 2020 est aussi marquée par le lancement du centre interdisciplinaire Hi! Paris dédié à l'intelligence artificielle et à la science des données.

Les travaux de modernisation des fonctions d'appui ont démarré afin de proposer une organisation cible courant 2021. Concomitamment, les travaux de définition du futur COP 2022 à 2026 ont été lancés avec IP Paris.

**FINANCEMENT APPORTÉ À L'OPÉRATEUR PAR LE BUDGET DE L'ÉTAT**

(en milliers d'euros)

Programme intéressé Nature de la dépense	Réalisation 2019		Prévision LFI 2020		Réalisation 2020	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
<b>P185 – Diplomatie culturelle et d'influence</b>						<b>3</b>
Transferts						3
<b>P144 – Environnement et prospective de la politique de défense</b>	<b>90 540</b>	<b>90 023</b>	<b>85 313</b>	<b>85 313</b>	<b>98 012</b>	<b>95 122</b>
Subventions pour charges de service public	89 241	89 241	85 313	85 313	95 695	93 895
Transferts	1 299	781			2 317	1 227
<b>P212 – Soutien de la politique de la défense</b>		<b>9 000</b>				
Dotations en fonds propres		9 000				
<b>P146 – Équipement des forces</b>	<b>6</b>	<b>6</b>			<b>16</b>	<b>16</b>
Transferts	6	6			16	16
<b>P141 – Enseignement scolaire public du second degré</b>					<b>3</b>	<b>3</b>
Transferts					3	3
<b>P150 – Formations supérieures et recherche universitaire</b>	<b>4 653</b>	<b>4 653</b>	<b>5 005</b>	<b>5 005</b>	<b>5 651</b>	<b>5 651</b>
Subventions pour charges de service public	4 653	4 653	5 005	5 005	5 151	5 151
Dotations en fonds propres					500	500
<b>P231 – Vie étudiante</b>	<b>11</b>	<b>11</b>			<b>20</b>	<b>20</b>
Transferts	11	11			20	20
<b>P172 – Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires</b>		<b>9</b>			<b>130</b>	<b>130</b>

(en milliers d'euros)

Programme intéressé Nature de la dépense	Réalisation 2019		Prévision LFI 2020		Réalisation 2020	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Subventions pour charges de service public					130	130
Transferts		9				
<b>P192 – Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle</b>					<b>1 125</b>	
Dotations en fonds propres					1 125	
Transferts						
<b>P147 – Politique de la ville</b>	<b>62</b>	<b>62</b>			<b>56</b>	<b>56</b>
Transferts	62	62			56	56
<b>P723 – Opérations immobilières et entretien des bâtiments de l'État</b>					<b>1 169</b>	<b>1 169</b>
Dotations en fonds propres					1 169	1 169
<b>Total</b>	<b>95 273</b>	<b>103 764</b>	<b>90 318</b>	<b>90 318</b>	<b>106 181</b>	<b>102 169</b>

L'écart sur la subvention pour charges de service public entre la LFI 2020 et le réalisé 2020 s'explique par le complément de subvention intervenu en fin de gestion pour compenser les effets de la crise sanitaire pour 7 M€.

D'autre part, la réserve de précaution a été levée.

Les financements en provenance des programmes autres que le P144 correspondent aux financements dédiés aux projets de recherche conduits par l'établissement, à l'accueil de doctorants et stagiaires étrangers ainsi qu'à la construction du bâtiment *Bachelor* et du bâtiment d'enseignement mutualisé.

## COMPTE FINANCIER 2020

### Avertissement

Le compte financier de l'opérateur n'a pas pu être voté par son Conseil d'Administration avant la date de rédaction du présent RAP. Les données sont donc provisoires. Le compte financier de l'opérateur n'a pas été certifié par un commissaire aux comptes.

## COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)

Charges	Budget initial 2020	Compte financier 2020 *	Produits	Budget initial 2020	Compte financier 2020 *
Personnel	99 234	100 148	Subventions de l'État	84 095	92 295
<i>dont contributions employeur au CAS pensions</i>	<i>3 880</i>	<i>3 944</i>	<i>– subventions pour charges de service public</i>	<i>84 095</i>	<i>92 295</i>
			<i>– crédits d'intervention( transfert)</i>		
Fonctionnement autre que les charges de personnel	50 208	45 790	Fiscalité affectée		86
Intervention (le cas échéant)		341	Autres subventions	32 747	17 805
Total des charges non décaissables sur le fonctionnement et/ou l'intervention	14 000	15 795	Revenus d'activité et autres produits	29 567	34 889
<i>dont dotations aux amortissements, dépréciations et provisions</i>	<i>14 000</i>	<i>15 795</i>	<i>dont reprises sur amortissements, dépréciations et provisions</i>	<i>3 000</i>	<i>709</i>
<i>dont valeur nette comptable des éléments d'actif cédés</i>			<i>dont produits de cession d'éléments d'actif</i>		
			<i>dont quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs</i>		<i>4 199</i>
<b>Total des charges</b>	<b>149 442</b>	<b>146 279</b>	<b>Total des produits</b>	<b>146 409</b>	<b>145 076</b>
Résultat : bénéfice			Résultat : perte	3 033	1 203
Total : équilibre du CR	149 442	146 279	Total : équilibre du CR	149 442	146 279

\* Soumis à certification du commissaire aux comptes

## Environnement et prospective de la politique de défense

Programme n° 144 | OPÉRATEURS

### ÉVOLUTION DE LA SITUATION PATRIMONIALE

(en milliers d'euros)

Emplois	Budget initial 2020	Compte financier 2020 *	Ressources		
			Budget initial 2020	Compte financier 2020 *	
Insuffisance d'autofinancement			Capacité d'autofinancement	7 967	9 683
Investissements	38 345	26 738	Financement de l'actif par l'État	4 445	17 412
			Financement de l'actif par les tiers autres que l'État	18 965	15 929
			Autres ressources	5 352	-3 486
Remboursement des dettes financières		236	Augmentation des dettes financières		312
<b>Total des emplois</b>	<b>38 345</b>	<b>26 974</b>	<b>Total des ressources</b>	<b>36 729</b>	<b>39 852</b>
Augmentation du fonds de roulement		12 878	Diminution du fonds de roulement	1 616	

\* Soumis à certification du commissaire aux comptes

L'École polytechnique termine l'année 2020 avec un résultat patrimonial en perte de -1,2 M€, en amélioration en comparaison avec une perte prévisionnelle initiale de -3,0 M€. L'École est résolument inscrite dans une période d'investissement avec le développement de nouvelles formations, la création de centres interdisciplinaires de recherche, la rénovation et la construction de nouveaux bâtiments sur le campus, la participation au développement de l'Institut Polytechnique de Paris.

Alors que la crise sanitaire a dégradé la situation financière de l'Établissement, un accompagnement budgétaire en fin de gestion a permis de sauvegarder le résultat patrimonial de l'exercice.

### AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES

(en milliers d'euros)

Dépenses	Budget initial 2020		Compte financier 2020 *	
	AE	CP	AE	CP
Personnel	99 234	99 234	100 148	100 148
Fonctionnement	35 302	36 008	27 809	28 522
Intervention	0	0	0	0
Investissement	53 288	38 345	47 601	27 612
<b>Enveloppe recherche</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
- Personnel	0	0	0	0
- Fonctionnement	0	0	0	0
- Investissement	0	0	0	0
<b>Total des dépenses AE (A) CP (B)</b>	<b>187 824</b>	<b>173 587</b>	<b>175 558</b>	<b>156 283</b>
dont contributions employeur au CAS pensions	3 880	3 880	3 936	3 936

\* Soumis à certification du commissaire aux comptes

A compter du budget initial 2021, l'enveloppe recherches n'est plus cumulée aux lignes précédentes pour établir le total des dépenses.

(en milliers d'euros)

Recettes	Budget initial 2020	Compte financier 2020 *
<b>Recettes globalisées</b>	<b>112 949</b>	<b>115 497</b>
Subvention pour charges de service public	84 095	92 295
Autres financements de l'État	0	0
Fiscalité affectée	0	0
Autres financements publics	0	0
Recettes propres	28 854	23 202
<b>Recettes fléchées</b>	<b>60 672</b>	<b>49 660</b>
Financements de l'État fléchés	11 134	8 550
Autres financements publics fléchés	20 694	15 367
Recettes propres fléchées	28 845	25 743
<b>Total des recettes (C)</b>	<b>173 621</b>	<b>165 157</b>
<b>Solde budgétaire (excédent) (D1 = C - B)</b>	<b>34</b>	<b>8 874</b>
<b>Solde budgétaire (déficit) (D2 = B - C)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

\* Soumis à certification du commissaire aux comptes

## DÉPENSES PAR DESTINATION

(en milliers d'euros)

Destination	Personnel	Fonctionnement		Intervention		Investissement		Total	
	AE = CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Enseignement	41 785	5 412	5 708	0	0	16 028	15 583	63 225	63 075
	35 941	4 179	4 549	0	0	15 554	15 146	55 674	55 637
Recherche	29 383	5 753	5 836	0	0	30 768	15 083	65 904	50 301
	25 244	5 114	5 458	0	0	26 665	6 500	57 023	37 202
Soutien	19 451	16 858	17 186	0	0	6 492	7 680	42 801	44 317
	13 464	14 097	14 110	0	0	5 381	5 869	32 942	33 443
Vie Etudiante	8 616	7 278	7 278	0	0	0	0	15 894	15 894
	25 499	4 419	4 405	0	0	0	96	29 919	30 001
<b>Total</b>	<b>99 234</b>	<b>35 302</b>	<b>36 008</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>53 288</b>	<b>38 345</b>	<b>187 824</b>	<b>173 587</b>
	<b>100 148</b>	<b>27 809</b>	<b>28 522</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>47 601</b>	<b>27 612</b>	<b>175 558</b>	<b>156 283</b>

\* Soumis à certification du commissaire aux comptes

## ÉQUILIBRE FINANCIER

(en milliers d'euros)

Besoins	Budget initial 2020	Compte financier 2020 *
<b>Solde budgétaire (déficit) (D2)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Remboursements d'emprunts (capital), nouveaux prêts (capital), dépôts et cautionnements	0	236
Opérations au nom et pour le compte de tiers : besoins	0	4 580
Autres décaissements non budgétaires	1 500	871
<b>Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)</b>	<b>1 500</b>	<b>5 687</b>
<b>ABONDEMENT de la trésorerie = (2) - (1)</b>	<b>534</b>	<b>8 467</b>
Abondement de la trésorerie fléchée	4 300	6 682
Abondement de la trésorerie non fléchée	0	1 786
<b>Total des besoins</b>	<b>2 034</b>	<b>14 154</b>

\* Soumis à certification du commissaire aux comptes



**Environnement et prospective de la politique de défense**

Programme n° 144 | OPÉRATEURS

(en milliers d'euros)

Financements	Budget initial 2020	Compte financier 2020 *
<b>Solde budgétaire (excédent) (D1)</b>	<b>34</b>	<b>8 874</b>
Nouveaux emprunts (capital), remboursements de prêts (capital), dépôts et cautionnements	0	312
Opérations au nom et pour le compte de tiers : financement	0	3 325
Autres encaissements non budgétaires	2 000	1 643
<b>Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)</b>	<b>2 034</b>	<b>14 154</b>
<b>PRÉLÈVEMENT sur la trésorerie = (1) - (2)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Prélèvement sur la trésorerie fléchée	0	0
Prélèvement sur la trésorerie non fléchée	3 766	0
<b>Total des financements</b>	<b>2 034</b>	<b>14 154</b>

\* Soumis à certification du commissaire aux comptes

Commentaires pour le tableau autorisations budgétaires :

Le niveau des recettes met en exergue l'impact important de la crise sanitaire sur les recettes propres de l'École (baisse de loyers, de droits de scolarité, de restauration, ...). Dans le même temps, la sous exécution des dépenses liée au report de certains investissements et à la mise en œuvre d'économies de gestion, a permis de compenser les pertes de recettes et de revenir à un équilibre budgétaire.

Le résultat patrimonial dégradé par la crise sanitaire a nécessité l'accompagnement de la tutelle (7 M€ et levée de la réserve de précaution) permettant de ne pas obérer la stratégie de développement de l'Etablissement.

L'exécution 2020 affiche ainsi un solde budgétaire créditeur de 8,9 M€ et une trésorerie de 38,6 M€. Ceci prépare l'année 2021 qui verra de forts décaissements prévus pour la construction de bâtiments inscrits dans le programme pluriannuel d'investissement (42 M€).

Commentaires pour le tableau compte financier de l'opérateur (dépenses par destination) :

Les dépenses par destination mettent en avant les économies qui ont été réalisées sur le fonctionnement, en particulier sur le soutien et la vie étudiante, pour compenser l'impact de la crise sanitaire et le décalage des investissements notamment sur la recherche (bâtiment « Pôle mécanique »).

Commentaires pour le tableau équilibre financier :

Les opérations pour compte de tiers s'avèrent plus conséquentes qu'anticipées et réduisent la variation positive de la trésorerie de 0,4 M€ par rapport à la prévision actualisée en cours de gestion.

**CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR**

	Réalisation 2019 (1)	Prévision 2020 (2)	Réalisation 2020
<b>Emplois rémunérés par l'opérateur :</b>	<b>2 957</b>	<b>2 942</b>	<b>3 016</b>
– sous plafond	2 551	2 649	2 640
– hors plafond	406	293	376
<i>dont contrats aidés</i>	18	18	19
<i>dont apprentis</i>			
<b>Autres emplois en fonction dans l'opérateur :</b>			
– rémunérés par l'État par ce programme			
– rémunérés par l'État par d'autres programmes			
– rémunérés par d'autres collectivités ou organismes			

(1) La réalisation reprend la présentation du RAP 2019.

	Réalisation 2019 (1)	Prévision 2020 (2)	Réalisation 2020
--	-------------------------	-----------------------	------------------

(2) La prévision fait référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2020.

L'exécution des emplois sous plafond s'établit à 99,6 % en 2020.

Le nombre d'ETPT hors plafond est supérieur à la prévision LFI 2020. En effet, le montant hors plafond (376 ETPT) intègre une augmentation des effectifs, impulsée et financée par la croissance des ressources propres (314 ETPT en 2020 contre 273 en 2019). Ce montant hors plafond comptabilise des doctorants financés par le ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (MESRI) (43 ETPT) sans transfert de plafond d'emploi, et les emplois aidés (19 ETPT).

## INSTITUT POLYTECHNIQUE DE PARIS

### ANALYSE DE L'ACTIVITÉ ET DES RÉSULTATS DE L'OPÉRATEUR

Créé par un décret du 31 mai 2019, l'Institut polytechnique de Paris a mis rapidement en œuvre une organisation et des modes de fonctionnement agiles. En matière d'enseignement, IP Paris assure pour le compte de ses écoles-membres la gestion centralisée des étudiants en masters IP Paris et des doctorants dans le cadre de l'école doctorale pluridisciplinaire IP Paris, co-accréditée avec HEC Paris, et de l'école doctorale de Mathématiques Hadamard (EDMH), co-accréditée avec l'Université Paris-Saclay. Pour ce qui concerne la recherche, l'institut a été lauréat de 4 appels projets Ecoles Universitaires de Recherche (EUR) parmi les 24 projets sélectionnés par un jury international, témoignant ainsi de la forte mobilisation des écoles-membres et de leurs communautés scientifiques. Après la création du centre E4C (Energy for Climate) en juin 2019, un second centre interdisciplinaire Hi! Paris dédié à l'intelligence artificielle et à la science des données a été lancé avec HEC Paris et le support d'entreprises en septembre 2020. Suite à la réalisation d'actions de court terme d'aménagement du campus (signalétique, parcours sportif reliant les écoles, accessibilité croisée à leurs bâtiments...), un schéma directeur du campus d'IP Paris intégrant l'ensemble des écoles-membres a été élaboré.

L'année 2020 est la première année d'exécution budgétaire de l'Institut Polytechnique de Paris qui n'a donc pas de compte financier 2019. Ce premier exercice budgétaire est un exercice de d'initiation : les circuits financiers, les processus de gestion, ont été mis en place lors du premier semestre 2020, en parallèle de recrutements, en nombre limité ; la reprise en gestion RH et en paie des personnels de l'IP Paris a débuté au 1er octobre 2020, sans recrutement au niveau de l'opérateur et en s'appuyant sur le SRH du GENES. Dans ce contexte, certaines dépenses ont continué à être prises en charge par des établissements-composantes d'IP Paris.

### FINANCEMENT APPORTÉ À L'OPÉRATEUR PAR LE BUDGET DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

Programme intéressé Nature de la dépense	Réalisation 2019		Prévision LFI 2020		Réalisation 2020	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
<b>P144 – Environnement et prospective de la politique de défense</b>			<b>3 150</b>	<b>3 150</b>	<b>3 150</b>	<b>3 150</b>
Subventions pour charges de service public			2 400	2 400	2 400	2 400
Dotations en fonds propres			750	750	750	750
<b>Total</b>			<b>3 150</b>	<b>3 150</b>	<b>3 150</b>	<b>3 150</b>

## Environnement et prospective de la politique de défense

Programme n° 144 | OPÉRATEURS

La réserve de précaution ayant été levée en fin d'année, le montant de la subvention pour charges de service public (SCSP) et de la dotation en fonds propres (DFP) versées à l'IP de Paris est conforme à celui prévu en LFI 2020.

### COMPTE FINANCIER 2020

#### Avertissement

Le compte financier de l'opérateur n'a pas pu être voté par son Conseil d'Administration avant la date de rédaction du présent RAP. Les données sont donc provisoires. Le compte financier de l'opérateur n'a pas été certifié par un commissaire aux comptes.

### COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)

Charges	Budget initial 2020	Compte financier 2020 *	Produits	Budget initial 2020	Compte financier 2020 *
Personnel <i>dont contributions employeur au CAS pensions</i>	912	201 21	Subventions de l'État – subventions pour charges de service public – crédits d'intervention( transfert)	2 363 2 363	3 445 3 445
Fonctionnement autre que les charges de personnel	8 976	1 767	Fiscalité affectée		
Intervention (le cas échéant)		756	Autres subventions		2 250
Total des charges non décaissables sur le fonctionnement et/ou l'intervention <i>dont dotations aux amortissements, dépréciations et provisions</i> <i>dont valeur nette comptable des éléments d'actif cédés</i>		5 5	Revenus d'activité et autres produits <i>dont reprises sur amortissements, dépréciations et provisions</i> <i>dont produits de cession d'éléments d'actif</i>  <i>dont quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs</i>	7 596	813   5
<b>Total des charges</b>	<b>9 888</b>	<b>2 724</b>	<b>Total des produits</b>	<b>9 959</b>	<b>6 509</b>
Résultat : bénéfice	71	3 785	Résultat : perte		
Total : équilibre du CR	9 959	6 509	Total : équilibre du CR	9 959	6 509

\* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

### ÉVOLUTION DE LA SITUATION PATRIMONIALE

(en milliers d'euros)

Emplois	Budget initial 2020	Compte financier 2020 *	Ressources	Budget initial 2020	Compte financier 2020 *
Insuffisance d'autofinancement			Capacité d'autofinancement	71	3 785
Investissements	385	139	Financement de l'actif par l'État	720	750
			Financement de l'actif par les tiers autres que l'État		53
			Autres ressources		
Remboursement des dettes financières			Augmentation des dettes financières		
<b>Total des emplois</b>	<b>385</b>	<b>139</b>	<b>Total des ressources</b>	<b>791</b>	<b>4 588</b>
Augmentation du fonds de roulement	406	4 448	Diminution du fonds de roulement		

\* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

Le résultat de l'IP de Paris très excédentaire en 2020 s'explique notamment par le décalage dans le temps d'actions qui se traduiront par un résultat déficitaire et une diminution du fond de roulement en 2021.

Il est à noter que les recettes et dépenses budgétaires peuvent être significativement différentes des recettes et dépenses enregistrées en compte de résultats compte tenu du traitement de certains financements dédiés à l'enseignement et à la recherche en compte d'avances, notamment en 2020.

Au-delà de la subvention de 2 400 K€ versé par le P144, l'IP Paris a bénéficié également d'une subvention en provenance du programme 192 (1 000 k€) ainsi qu'un financement des contrats doctoraux (45 K€).

## AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES

(en milliers d'euros)

Dépenses	Budget initial 2020		Compte financier 2020 *	
	AE	CP	AE	CP
Personnel	912	912	202	202
Fonctionnement	9 682	8 976	4 556	3 458
Intervention	0	0	0	0
Investissement	720	385	154	107
<b>Enveloppe recherche</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
- Personnel	0	0	0	0
- Fonctionnement	0	0	0	0
- Investissement	0	0	0	0
<b>Total des dépenses AE (A) CP (B)</b>	<b>11 314</b>	<b>10 273</b>	<b>4 912</b>	<b>3 767</b>
dont contributions employeur au CAS pensions	0	0	21	21

\* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

A compter du budget initial 2021, l'enveloppe recherches n'est plus cumulée aux lignes précédentes pour établir le total des dépenses.

(en milliers d'euros)

Recettes	Budget initial 2020	Compte financier 2020 *
<b>Recettes globalisées</b>	<b>6 859</b>	<b>6 379</b>
Subvention pour charges de service public	2 363	3 400
Autres financements de l'État	0	0
Fiscalité affectée	0	0
Autres financements publics	3 000	2 250
Recettes propres	1 496	729
<b>Recettes fléchées</b>	<b>3 820</b>	<b>2 253</b>
Financements de l'État fléchés	720	795
Autres financements publics fléchés	3 100	1 458
Recettes propres fléchées	0	0
<b>Total des recettes (C)</b>	<b>10 679</b>	<b>8 632</b>
<b>Solde budgétaire (excédent) (D1 = C - B)</b>	<b>406</b>	<b>4 866</b>
<b>Solde budgétaire (déficit) (D2 = B - C)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

\* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

## DÉPENSES PAR DESTINATION

(en milliers d'euros)

Destination	Personnel	Fonctionnement		Intervention		Investissement		Total	
	AE = CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Campus, immobilier, logistique	44 0	642 13	514 6	0 0	0 0	670 74	335 37	1 356 87	893 42

## Environnement et prospective de la politique de défense

Programme n° 144 | OPÉRATEURS

(en milliers d'euros)

Destination <i>Budget initial Compte financier *</i>	Personnel		Fonctionnement		Intervention		Investissement		Total	
	AE = CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
Communication et promotion	80 0	902 161	812 76	0 0	0 0	0 78	0 68	982 238	891 143	
Formation et recherche	341 0	5 672 2 150	5 218 1 520	0 0	0 0	0 3	0 3	6 013 2 153	5 559 1 523	
Innovation et entrepreneuriat	0 0	755 1 402	755 1 402	0 0	0 0	0 0	0 0	755 1 402	755 1 402	
Organisation, pilotage et gestion ressources	403 202	1 370 814	1 370 439	0 0	0 0	0 0	0 0	1 773 1 016	1 773 640	
Systèmes d'information et télécommunications	44 0	342 16	308 16	0 0	0 0	50 0	50 0	436 16	402 16	
<b>Total</b>	<b>912 202</b>	<b>9 682 4 556</b>	<b>8 976 3 458</b>	<b>0 0</b>	<b>0 0</b>	<b>720 154</b>	<b>385 107</b>	<b>11 314 4 912</b>	<b>10 273 3 767</b>	

\* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

## ÉQUILIBRE FINANCIER

(en milliers d'euros)

Besoins	Budget initial 2020	Compte financier 2020 *
<b>Solde budgétaire (déficit) (D2)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Remboursements d'emprunts (capital), nouveaux prêts (capital), dépôts et cautionnements	0	0
Opérations au nom et pour le compte de tiers : besoins	0	0
Autres décaissements non budgétaires	0	2
<b>Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)</b>	<b>0</b>	<b>2</b>
<b>ABONDEMENT de la trésorerie = (2) - (1)</b>	<b>406</b>	<b>5 353</b>
Abondement de la trésorerie fléchée	0	1 035
Abondement de la trésorerie non fléchée	406	4 318
<b>Total des besoins</b>	<b>406</b>	<b>5 355</b>

\* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

(en milliers d'euros)

Financements	Budget initial 2020	Compte financier 2020 *
<b>Solde budgétaire (excédent) (D1)</b>	<b>406</b>	<b>4 866</b>
Nouveaux emprunts (capital), remboursements de prêts (capital), dépôts et cautionnements	0	0
Opérations au nom et pour le compte de tiers : financement	0	0
Autres encaissements non budgétaires	0	490
<b>Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)</b>	<b>406</b>	<b>5 355</b>
<b>PRÉLÈVEMENT sur la trésorerie = (1) - (2)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Prélèvement sur la trésorerie fléchée	0	0
Prélèvement sur la trésorerie non fléchée	0	0
<b>Total des financements</b>	<b>406</b>	<b>5 355</b>

\* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

### Commentaires pour le tableau des autorisations budgétaires :

Le solde budgétaire 2020 s'élève en excédent à 4,9 M€, contre 0,4 M€ inscrits au budget initial 2020. Néanmoins, des dépenses de fonctionnement non payées en 2020 l'ont été dès les premières semaines de 2021 ; ces dépenses se

sont traduites à hauteur de 1,1 M€ au total sur le plan comptable dans le compte de résultats 2020 (le résultat s'établit à 3,8 M€) et dans le poste dettes fournisseurs et comptes rattachés inscrit au passif de l'établissement.

#### Commentaires pour le tableau de l'équilibre financier :

L'important excédent budgétaire se répercute par une accumulation de trésorerie, en grande partie temporaire : charges à payer dès le début de l'exercice 2021 ; autres encaissements non budgétaires correspondant à des recettes et donc des dépenses fléchées. Par ailleurs, de nombreuses actions (dépenses de fonctionnement non récurrentes ; projets d'investissement) ont été reportés de 2020 sur 2021 et le Conseil d'administration a voté un budget initial 2021 en déficit, les excédents accumulés en 2020 permettant de financer ces actions reportées.

### ■ CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2019 (1)	Prévision 2020 (2)	Réalisation 2020
<b>Emplois rémunérés par l'opérateur :</b>		<b>20</b>	<b>3</b>
– sous plafond		20	3
– hors plafond			
<i>dont contrats aidés</i>			
<i>dont apprentis</i>			
<b>Autres emplois en fonction dans l'opérateur :</b>			<b>11</b>
– rémunérés par l'État par ce programme			
– rémunérés par l'État par d'autres programmes			
– rémunérés par d'autres collectivités ou organismes			11

(1) La réalisation reprend la présentation du RAP 2019.

(2) La prévision fait référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2020.

La reprise en gestion et en paie par l'IP Paris des personnels employés par les établissements-composantes au bénéfice de l'IP Paris a finalement débuté au 1<sup>er</sup> octobre 2020, après une phase de mise en place des processus et outils RH et financiers ; au 31 décembre 2020, les effectifs de l'établissement s'élevaient à 11, la bascule de certains personnels se poursuivant au premier semestre 2021. De ce fait, les ETPT en moyenne annuelle 2020 rémunérés par l'établissement s'établissent à 3, auxquels s'ajoutent 11 ETPT travaillant au bénéfice d'IP Paris dans ses établissements-composantes, soit un total de 14 ETPT. Compte tenu des recrutements en cours le plafond d'emplois sera saturé en milieu d'année 2021.